

Tables des matières

1. Première partie : la Russie et la puissance	6
1.1. La puissance, concept-clé	6
1.1.1. Le concept de puissance en Relations Internationales	6
1.1.2. La relation de la Russie avec la puissance	7
1.2. Composantes matérielles de la puissance	8
1.2.1. Appareil militaire	8
1.2.1.1. L'outil militaire et la puissance.....	8
1.2.1.2. Une Orientation stratégique révélatrice	9
1.2.1.3. Forces conventionnelles.....	13
1.2.1.3.1. Le commandement, facteur primordial.....	13
1.2.1.3.2. Réformes matérielles et humaines	14
1.2.1.3.3 La Composante Terre essentielle pour une puissance continentale.....	15
1.2.1.3.4. La force aérienne : outil de projection et de contrôle	17
1.2.1.3.5. La Marine à l'heure du libre-échange.....	20
1.2.1.3.6. Forces spéciales et service de renseignement.....	21
1.2.1.4. Arsenal nucléaire : vecteurs et force de frappe	22
1.2.1.4.1. La nouvelle doctrine nucléaire.....	22
1.2.1.4.2. Vecteurs et force de frappe	23
1.2.1.5. Investissements et recherche	24
1.2.2. Economie et démographie	25
1.2.2.1. La Russie : puissance énergétique	25
1.2.2.2. Difficultés économiques persistantes.....	27
1.2.2.3. Une Démographie en déclin ?.....	28
1.2.2.4. La Russie, une puissance pauvre ?.....	31
1.3. Composantes immatérielles de la puissance.....	32
1.3.1. Régime Politique	32
1.3.1.1. Importance du régime pour la puissance.....	32
1.3.1.2. Démocratie souveraine et verticalité du pouvoir	33

1.3.1.3.	Verrouillage politique et autorité charismatique.....	34
1.3.2.	Puissance idéationnelle	36
1.3.2.1.	Singularité du peuple russe	36
1.3.2.2.	Une idéologie conservatrice pour le monde.....	38
1.3.2.2.1.	Chef de file du mouvement conservateur en Europe	38
1.3.2.2.2.	Anti-américanisme au niveau mondial	39
1.3.2.2.3.	Russophonie	40
1.3.2.2.4.	Le Néo-Eurasisme.....	40
1.3.2.2.5.	Influence russe en Belgique : une enquête d'opinion	41
1.3.3.	La puissance russe via la Noopolitik.....	46
1.3.3.1.	Définition de la Noopolitik et son application au concept de puissance	46
1.3.3.2.	La Russie et le cyberspace	48
1.3.3.3.	La Russie et l'infosphère	48
1.3.3.4.	La Russie et la Noosphère.....	50
1.3.4.	Prestige et réputation	51
1.3.4.1.	Entre leadership et influence.....	51
1.3.4.2.	Une puissance sportive	51
1.3.4.3.	L'efficacité militaire au centre des préoccupations du Kremlin	53
2.	La Russie sur la scène internationale	54
2.1.	Concepts géopolitiques.....	54
2.1.1.	Triptyque géographique	54
2.1.2.	Puissance continentale.....	56
2.1.3.	Ecole géopolitique russe	57
2.2.	Etranger proche.....	58
2.2.1.	Contexte historique	58
2.2.2.	Ukraine	59
2.2.2.1.	Enjeux et politique russe en Ukraine	59
2.2.2.2.	Annexion de la Crimée	61
2.2.2.3.	Le bilan actuel de la crise ukrainienne : un gain d'influence ?.....	62
2.2.3.	L'Asie centrale	63
2.2.4.	Zone arctique.....	66
2.2.4.1.	Intérêt de l'Arctique	66

2.2.4.2.	Politique russe en Arctique : entre coopération et compétition	66
2.3.	Moyen-Orient	70
2.3.1.	Une « Grande Stratégie » russe au Moyen-Orient ?.....	70
2.3.1.1.	Grandes orientations de la politique russe au Moyen-Orient.....	70
2.3.1.2.	Contraintes et limites de la stratégie russe	73
2.3.2.	Etat des relations bilatérales	74
2.3.2.1.	L'Iran et l'Arabie Saoudite	74
2.3.2.2.	La Turquie.....	77
2.4.	Extrême-Orient	78
2.4.1.	Relations sino-russes : une coalition malgré une défiance croissante.....	79
2.4.2.	Inde.....	81

Introduction générale

La Fédération de Russie est au centre de l'actualité internationale de ces dernières années. La crise ukrainienne a suscité bon nombre de réactions dans le monde et un clivage pro ou antirusse s'est même créé au sein du monde politique occidental. L'intervention militaire russe en Syrie marqua le retour sur la scène internationale de la Russie après l'effondrement de l'URSS. D'autres faits marquants de l'actualité confirment la place prépondérante de la Russie sur la scène internationale : les soupçons d'une ingérence russe lors de l'élection présidentielle américaine de novembre 2016 ou encore l'affaire de l'empoisonnement de l'ex-espion russe à Salisbury au Royaume-Uni. Entre les opposants farouches au régime de Vladimir Poutine et ses partisans, il paraît essentiel d'analyser avec objectivité et rigueur scientifique les desseins du Kremlin.

Ce travail tentera de répondre à la question : « Quelle place, au sein du Nouvel Ordre Mondial, la Russie actuelle entend-elle occuper ? Que met-elle en œuvre pour arriver à ses fins ? ». Le postulat de base de cette analyse est le fait que l'unipolarité du monde tend à disparaître avec le déclin relatif de l'hégémon américain. Dès lors, l'ordre mondial est en passe de se modifier sous l'impulsion de puissances émergentes comme la Chine, l'Inde ou la Russie.

La puissance, en tant que concept central des relations internationales, constituera le cadre théorique de la première partie de ce travail. En effet, c'est à l'aune de la définition de la puissance et de la perception russe de ce concept que les facteurs de puissance de la Russie seront analysés. La force militaire, les capacités économiques et démographiques constitueront l'étude des facteurs matériels de la puissance. Ensuite, plus subjectifs mais tout aussi primordiaux, les facteurs immatériels de la puissance comme le type de régime politique, la puissance idéationnelle, la capacité à mener une Noopolitik c'est-à-dire une politique liée à l'information, son contrôle, sa propagation et l'adhésion qu'elle suscite. De plus, le prestige et la réputation de la Fédération de Russie feront l'objet d'une analyse approfondie. Dans un deuxième temps, en considérant toutes les spécificités de l'Etat russe, ses forces et faiblesses, la politique étrangère de la Russie sera scrutée. Cette partie sera focalisée sur la politique russe dans son étranger proche et en Arctique, au Moyen-Orient et en Extrême-Orient. La prise en

compte de ces différentes régions permettra de saisir toutes les particularités des actions du Kremlin sur la scène internationale en général. Le statut de puissance émergente de la Russie lui impose une activité diplomatico-militaire tous azimuts dont l'objectif affiché est de contester l'hégémonie américaine. Le choix de ces différentes zones a été effectué selon l'intensité de la lutte d'influence entre les grandes puissances, l'importance géopolitique et le jeu des alliances et des coopérations interétatiques. A fortiori, en comprenant la logique sous-jacente à chaque agissement de la Russie au niveau international à travers ces exemples variés, une grille d'analyse émergera de ce travail permettant de comprendre les activités de la Russie dans le monde entier.

Le choix des sources et leur exploitation sont des facteurs primordiaux. En effet, si l'on se place d'un point de vue « occidental-centré », on risque d'avoir une vision biaisée voire tronquée. Pour éviter ce risque, une partie de la quête heuristique sera effectuée en prenant en compte des ouvrages faisant partie de la littérature scientifique russe, des livres écrits par des auteurs russes ou encore quelques articles de presse diffusés par des médias du pays. Les précautions d'usage sur l'analyse critique des sources seront appliquées dans la mesure où cette question relève également de la lutte d'influence et du combat informationnel.

Afin de collecter des sources originales, des interviews auprès d'un expert de l'OTAN et d'un chercheur au centre de recherche du GRIP ont été menées. Dans le but de récolter des points de vue discordants et de considérer également l'opinion russe, des demandes à certains diplomates de la Fédération de Russie ont été envoyées mais sans succès.

1. Première partie : la Russie et la puissance

1.1. La puissance, concept-clé

1.1.1. Le concept de puissance en Relations Internationales

A côté de théoriciens réalistes américains qui ont une vision de la puissance idéologisée et parfois considérée comme anachronique¹, Raymond Aron semble avoir clarifié et modernisé la conception de la puissance. Il dresse un bilan conceptuel fourni et donne une définition de la puissance sur la scène internationale en partant du sens général du mot et dit : « *Au sens le plus général, la puissance est la capacité de faire, produire ou détruire, [...], j'appelle puissance sur la scène internationale la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités. En bref, la puissance politique n'est pas un absolu mais une relation humaine* »². Dès lors, il semble difficile de la mesurer et de l'utiliser pour conduire une analyse d'un acteur sur le plan international. Aron répond à cette incertitude en parlant de trois catégories fondamentales pour la mesure de la puissance : le milieu, les moyens et la capacité d'action collective³. Ces catégories sont intemporelles et permettent de conduire une analyse en fonction des spécificités de l'époque. Pour plus de précision et de liens concrets avec la conjoncture actuelle, Joseph Nye détermine les facteurs de puissance en deux catégories : matériels et immatériels⁴. Dans la première catégorie se trouvent les ressources de base comme le territoire, la démographie, la capacité militaire et l'économie. Les facteurs immatériels sont la cohésion nationale, le rayonnement culturel et l'influence sur les institutions internationales.

¹ Malis C., « Raymond Aron et le concept de puissance », p2. [En Ligne], https://e-edu.nbu.bg/pluginfile.php/126895/mod_resource/content/0/RAYMOND_ARON_ET_LE_CONCEPT_DE_PUISSANCE.pdf, consulté le 15/11/17

² Aron R., « Paix et Guerre entre les nations », Poche, Paris, 2004, p. 34

³ Idem, p.25

⁴ Nye J., "Soft power: The means to success in World Politics", Public Affairs, 2004, p.8

1.1.2. La relation de la Russie avec la puissance

L'Histoire récente de la Russie explique son rapport à la puissance et sa politique actuelle. L'URSS fut une superpuissance lors de la guerre froide et la chute de celle-ci fut un traumatisme pour tout le pays. Un chaos politique, économique et social s'en est suivi et la Russie perdit son rang. Vladimir Poutine, d'abord premier ministre de Boris Eltsine, puis Président intérimaire, puis enfin élu Président le 26 mars 2000 allait considérer le regain de puissance comme un moyen d'être à nouveau écouté sur la scène internationale. Pour illustrer cela, le discours le plus marquant et le plus révélateur de cette volonté politique fut certainement celui prononcé lors de la conférence de Munich, le 10 février 2007. En effet, en critiquant le monde unipolaire issu de la fin de la guerre froide, Poutine annonce sa volonté de le rendre multipolaire et donc, affirme explicitement la volonté de regain de puissance de la Russie. En effet, le qualificatif multipolaire utilisé dans ce discours implique que la hiérarchie des acteurs internationaux soit polycentrique et dominée par plusieurs grandes puissances dont la Russie.

Le plaidoyer affirmant son opposition au monde unipolaire a été prononcé en ces termes : « *J'estime que le modèle unipolaire n'est pas seulement inadmissible pour le monde contemporain, mais qu'il est même tout à fait impossible. Non seulement parce que, dans les conditions d'un leader unique, le monde contemporain (je tiens à le souligner : contemporain) manquera de ressources militaro-politiques et économiques. Mais, et c'est encore plus important, ce modèle est inefficace, car il ne peut en aucun cas reposer sur la base morale et éthique de la civilisation contemporaine. Cependant, tout ce qui se produit actuellement dans le monde - et nous ne faisons que commencer à discuter à ce sujet - est la conséquence des tentatives pour implanter cette conception dans les affaires mondiales : la conception du monde unipolaire⁵* ». Plus récemment, le 31 décembre 2015, le Président Poutine signa l'oukase n°683 pour marquer son accord sur la nouvelle Stratégie de sécurité nationale de la Fédération. Celle-ci réaffirme à plusieurs reprises « *la volonté de rehausser le rôle de la Russie dans le monde polycentrique en formation⁶* ». Cette politique a mené la Russie à la situation actuelle et c'est sur la base de cet état de fait que ce travail sera mené. On peut comprendre cette volonté de

⁵ Discours de Vladimir Poutine à la conférence de Munich, le 11 février 2007, [en Ligne], <http://www.solidariteetprogres.org/a-repartir/articles-varies/Discours-de-Vladimir-Poutine-a-la.html>, consulté le 15/11/17.

⁶ Facon, I., « la nouvelle Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie », Fondation pour la recherche stratégique, note n°05/2016, 2016, p.3.

mettre fin à cette unipolarité selon une certaine conception de la puissance. En effet, la notion de capacité est placée au centre de la définition de la puissance par Serge Sur : « *On définira la puissance comme une capacité - capacité de faire ; capacité de faire faire ; capacité d'empêcher de faire ; capacité de refuser de faire* ⁷ ». La Russie tient donc à pouvoir faire ce qu'elle conçoit être dans son intérêt, de faire faire à d'autres ce qui l'avantagerait et ce, dans un monde multipolaire, c'est-à-dire un ordre mondial au sein duquel plus de deux acteurs dominant. Cette volonté d'être un pôle de puissance est une preuve de réalisme et démontre l'ambition importante mais non utopique de la Russie poutinienne. Toute la politique russe depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine peut se comprendre grâce à cette grille de lecture spécifique.

1.2. Composantes matérielles de la puissance

1.2.1. Appareil militaire

1.2.1.1. *L'outil militaire et la puissance*

L'outil militaire a longtemps été considéré comme la principale source de puissance. Même si ce constat n'est clairement plus valable à l'heure actuelle, l'appareil militaire reste un facteur de puissance important. Il est désormais perçu comme un outil dans les mains de l'Etat pour mener à bien sa politique étrangère. Ainsi, « *la politique étrangère tend à contrôler son environnement externe en préservant les situations favorables et en modifiant les situations défavorables* ⁸ » selon les termes de James Rosenau. Pour ce faire, les forces armées constituent un outil utile à la dissuasion, à l'imposition par la force de sa propre volonté, accentuent le poids de la diplomatie d'un Etat et assurent l'indépendance et la souveraineté aux acteurs à même d'assurer leur propre défense comme le stipule l'affirmation : « *Politique étrangère et force armée se trouvent ainsi intimement liées, dans la mesure où l'incapacité de certains pays à se défendre eux-mêmes les rend redevables de leur sécurité à un autre Etat et les empêche de fait* ».

⁷ Sur S., « Relations internationales », Montchrestien, Paris, 2000 p. 229.

⁸ Zorgbibe C., « Dictionnaire de politique internationale », PUF, Paris, 1988, p. 586

*de formuler une politique extérieure indépendante*⁹ ». Dès lors, un Etat dont les ambitions sont celles d'une grande puissance doit disposer d'une armée à la hauteur de ses desseins.

1.2.1.2. Une Orientation stratégique révélatrice

L'orientation stratégique détermine la doctrine d'emploi des forces armées et donc l'organisation, l'importance et la force relative de celles-ci. Pour dresser une orientation stratégique, il est d'abord nécessaire de déterminer la menace ou la perception qu'a l'acteur de la menace. Depuis le retour de Poutine à la présidence, la Russie désire promouvoir un monde multipolaire basé sur le respect de la souveraineté des Etats, sans interférence dans les affaires internes, au sein duquel l'organisation des Nations unies a la primauté¹⁰. Pour avoir les moyens de ses ambitions, Moscou a l'objectif de construire une armée capable de se projeter, de rendre plus crédible la diplomatie russe et d'assurer au Kremlin le fait que la voix de la Russie soit entendue dans les dossiers de politique étrangère la concernant¹¹. Outre cette orientation générale, des menaces plus précises sont considérées par Moscou. D'abord, la Fédération de Russie considère les Etats-Unis et ses alliés de l'OTAN comme une menace. Cela démontre bien la perception ressentie par Moscou de, non seulement, l'opposition de plus en plus farouche des Etats-Unis et de leurs alliés ainsi que de la volonté américaine de maintenir leur domination sur les affaires du monde. Cela se concrétise par la formation de capacités militaires de l'OTAN aux portes de la Russie, par le déploiement de systèmes de défense antimissiles américains en Europe et par la poursuite du programme de systèmes d'armes stratégiques non-nucléaires de précision¹². De plus, le Kremlin est convaincu que les Etats-Unis entreprennent des mesures pour provoquer un changement de régime en Russie en manipulant l'opinion publique via certaines ONG. Ensuite, l'islam radical et le djihadisme sont sérieusement pris en compte par le Kremlin. Cela peut s'expliquer par la situation au Nord-Caucase peuplé majoritairement par des musulmans faisant partie de la Fédération. La Russie combat donc

⁹ Piot A., « la force armée est-elle encore utile à la politique étrangère ? », Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire, 2013, [En Ligne], <http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/lettre-de-l-irsem/les-lettres-de-l-irsem-2012-2013/2013-lettre-de-l-irsem/lettre-de-l-irsem-n-4-2013/releve-strategique/la-force-armee-est-elle-encore-utile-a-la-politique-etrangere>, consulté le 16/11/17

¹⁰ Facon I., op cit, p.4

¹¹ Trenin, D. "The Revival of the Russian Military: How Moscow Reloaded," Foreign Affairs, mai/juin 2016, pp. 23–29.

¹² Trenin D., op cit, pp.23-30.

activement le djihadisme. Par ailleurs, elle est particulièrement inquiète d'une possible contagion de l'Asie centrale par certains islamistes afghans. Enfin, la Chine n'est pas perçue comme une menace mais comme un partenaire potentiel. C'est du moins ce qu'il ressort de la lecture des déclarations du Président et de la nouvelle stratégie de sécurité nationale.

En plus de son propre outil militaire, la Russie a noué certains partenariats de défense dans le but de répondre assez rapidement à une menace éventuelle. Par exemple, basée sur l'accord de sécurité collective conclu à Tachkent en 1992, l'organisation du traité de sécurité collective (OTSC), compte 6 membres : la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, et le Tadjikistan¹³. Dans ce cadre, l'organisation met en place chaque année des exercices militaires conjoints. Cependant, certains membres voient la Russie comme dominatrice et désireuse d'outrepasser la souveraineté des Etats comme sous l'Union soviétique. L'Ouzbékistan s'est retiré de l'organisation en 2007, ce qui démontre l'incapacité de la Russie à maintenir une confiance pérenne entre les différents membres de l'OTSC.

¹³ Collective Security Treaty Organisation, site officiel, [En Ligne], <http://www.odkb-csto.org/>, consulté le 08/05/18.

Russia's Official Defense Spending 2006-2017 (billions of 2017 dollars)

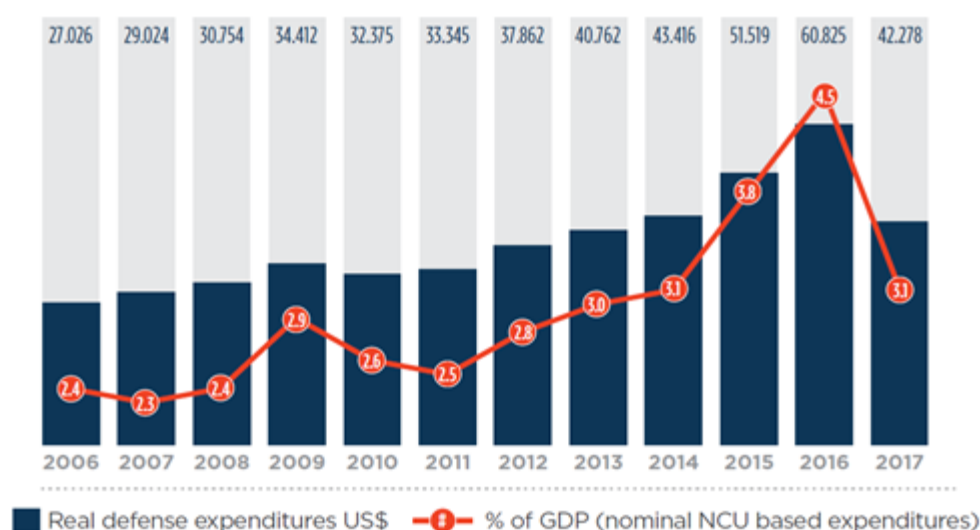


Figure 1: dépenses militaires russes de 2006 à 2017¹⁴

Ce graphique montre les dépenses russes allouées à la défense en milliards de dollars et en pourcentage du PIB. On peut constater que le budget a plus que doublé entre 2006 et 2016. Cela va dans le sens de l'ambition du Kremlin de se doter d'une force armée digne d'une grande puissance. Néanmoins, ce budget est relativement bas en comparaison de celui des Etats-Unis qui s'élevait, pour 2016, l'année pour laquelle le budget était le plus élevé, à quelque 622 milliards et des 191 milliards de celui de la Chine¹⁵, l'autre géant en termes de dépenses militaires. Outre l'aspect relatif à prendre en compte, on constate un autre fait marquant dans ce tableau. En effet, le budget de 2017 est significativement plus bas que celui de 2016. Cela peut sembler contre-intuitif étant données les ambitions du Kremlin de construire une armée digne de ses aspirations mais la conjoncture économique explique cette baisse. En effet, la Russie est assez dépendante des ressources issues de la vente de matières premières énergétiques. La baisse des prix des hydrocarbures a donc entraîné une baisse de la croissance et par répercussion, une baisse des dépenses militaires. De plus, les sanctions économiques européennes forcent le Kremlin à procéder à un ajustement budgétaire et à consacrer une plus

¹⁴Auteur inconnu, "Russia Military Power, building a military to support great power aspirations", DIA, 2017,[En Ligne], <http://www.dia.mil/Portals/27/Documents/News/Military%20Power%20Publications/Russia%20Military%20Power%20Report%202017.pdf>, consulté le 16/11/17

¹⁵ Yoon S., "Trump isn't alone in Planning billions more on military spendings", Bloomberg, 13/12/16 [En Ligne], <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-12-13/trump-isn-t-alone-in-planning-billions-more-on-military-spending>

grande part du PIB au soutien public à l'économie. Cela explique la baisse du pourcentage du produit intérieur brut consacré aux dépenses militaires passant de 4.5% en 2016 à 3.1% en 2017.

Les conflits ont pris une autre forme depuis la fin de la guerre froide et la chute de l'URSS. Pour comprendre la doctrine militaire russe, il faut s'attarder sur la perception qu'ils ont du conflit moderne. La Russie considère que les conflits armés sont souvent non déclarés, ont des objectifs politiques limités et incluent tous les domaines dont l'espace et l'information¹⁶. Ces conflits ont un déclenchement rapide et peuvent passer d'une échelle locale à globale. De plus, Moscou craint que le développement des armes non-nucléaires guidées, dont la vitesse et la précision ont considérablement augmenté, puissent engendrer les mêmes dégâts sur le territoire russe que les armes nucléaires. C'est pourquoi la doctrine russe prévoit une riposte nucléaire à une attaque lancée par ce type d'armement¹⁷ tout en développant une force de frappe stratégique avec missiles guidés. La mobilisation de toute la nation derrière son armée pour défendre l'intégrité de la patrie est un moyen utilisé par le Kremlin pour augmenter l'efficacité des forces armées. Outre ces caractéristiques particulières, la Russie s'appuie sur des forces conventionnelles et un arsenal nucléaire important.

¹⁶ Gerasimov V., "Ценность Науки В Предвидении Новые Вызовы Требуют Переосмыслить Формы И Способы Ведения Боевых Действий" [The Value of Science is in Foresight: New Challenges Demand Rethinking of the Forms and Methods of Conducting Combat Actions]. Military-Industrial Courier, 27/02/13.

¹⁷ Felgengauer P., "Rybkin's Preventive Strike." Moscow Segodnya, 14/02/1997.

1.2.1.3. Forces conventionnelles

1.2.1.3.1. Le commandement, facteur primordial

Une armée efficace doit impérativement avoir une chaîne de commandement organisée et des décideurs compétents. L'importance de la synergie des forces pour les amener à travailler pour un objectif commun est connue dans toutes les armées du monde. En Russie, les forces armées sont dirigées essentiellement par trois hommes occupant des postes clés. D'abord, le Président est le chef suprême de l'armée russe. Ses tâches liées à ce pouvoir sont multiples. Il s'adresse annuellement à l'assemblée fédérale en développant les grandes orientations pour la politique étrangère, signe les traités internationaux, forme et préside le conseil de sécurité, approuve la doctrine militaire et peut introduire la loi martiale en cas de nécessité¹⁸. Ensuite, le Ministre de la Défense est sous les ordres directs du Président. Il est chargé de mettre en œuvre la politique décidée par le Kremlin, doit contrôler l'opérationnalité des forces et possède l'autorité sur le Chef d'Etat-major des Armées. Ce dernier est chargé de la sécurité militaire de la Fédération en répondant aux menaces internes et externes. Il est aussi responsable de définir la menace et de développer la stratégie pour y répondre. Celle-ci doit obtenir l'aval du Président. Equiper, mobiliser, employer, commander et contrôler les forces armées sont ses tâches les plus concrètes. Il préside le « Main Operation Directorate ¹⁹ » qui est chargé de l'élaboration de la stratégie et de la coopération de la Fédération au sein d'une alliance comme l'OTSC et du partenariat au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghaï. Ces trois postes sont occupés par Vladimir Poutine, Sergey Shoygu et Valeriy Gerasimov.

La Stratégie ayant déjà été abordée, le concept de « command and control », essentiel pour évaluer la force d'un appareil militaire, doit faire l'objet d'une attention particulière. Ainsi, l'Air University américaine parle de ce concept en disant: *“No single activity in war is more important than command and control, [...], With command and control, the countless activities a military force must perform gain purpose and direction. Done well, command and control add to our strength. Done poorly, it invites disaster, even against a weaker enemy. Command and control helps commanders make the most of what they have—people, information, material,*

¹⁸ Rôle exprimé par la constitution russe de 1993 au chapitre 4.

¹⁹ Auteur inconnu, op cit. DIA, p. 25.

and, often most important of all, time »²⁰. En Russie, la guerre en Géorgie en 2008 fut révélatrice des faiblesses de l'Armée et plus particulièrement du « Command and Control ». Comme me confiait un expert de l'Ukraine au GRIP et ancien membre de la mission EUMM Georgia, « les principales pertes russes lors du conflit armé en Géorgie étaient dues à des tirs fratricides mettant en exergue le manque de qualité du commandant russe »²¹. Dès lors, des réformes ont été lancées pour parvenir à la situation actuelle où le système de « Command and Control » se caractérise par six éléments-clés²². Il est centralisé car le Président dirige l'appareil militaire aidé par le Ministre de la Défense et le Chef d'Etat-major. Il est redondant car ce système est utilisé à différents échelons pour la transmission efficace des ordres. A cause de l'étendue du territoire russe, ce système est dispersé géographiquement pour pouvoir plus facilement atteindre chaque partie du pays sans faille. Il est aussi sécurisé face aux possibles interceptions et semble être fiable comme l'attestent les nombreux exercices menés avec succès par la Fédération. Finalement, il est construit pour faire face aux pires scénarios dont une attaque nucléaire à l'encontre du territoire russe.

1.2.1.3.2. Réformes matérielles et humaines

L'armée rouge était faite pour la guerre au vingtième siècle et le déclin de l'URSS a eu des conséquences néfastes sur les forces armées. Deux grands chantiers concernant les forces conventionnelles nécessitaient l'attention de Moscou. D'abord, une réforme liée au personnel employé au sein de l'armée russe fut essentielle. En effet, l'armée rouge était une armée de conscrits. Or, les forces armées modernes emploient du matériel de haute technologie nécessitant une professionnalisation. A fortiori, la faiblesse démographique et la volonté de croissance économique imposaient une réduction du contingent militaire tandis que l'immensité du territoire exigeait la conservation d'un effectif d'un million d'hommes²³. Une solution intermédiaire a été trouvée. Le service militaire a été réduit de deux à un an et le pourcentage des professionnels excède désormais celui des conscrits. De plus, la hiérarchisation du personnel a été revue dans le but de disposer d'assez de sous-officiers, éléments essentiels pour

²⁰ Auteur inconnu, « Chapter 1 : the nature of command and control », Air University, 1996, [En Ligne], <http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/mcdp6/ch1.htm>, consulté le 18/11/17

²¹ Jacqmin D., « Entretien individuel accordé à Godfroid Julien », Grip, Octobre 2017 (voir annexes)

²² Auteur inconnu, op cit. DIA, p.26

²³ Facon I., « Que vaut l'armée russe ? », Politique étrangère, 2016/1 (Printemps), p. 158.

le bon fonctionnement de l'armée moderne. Cette réforme a engendré une adaptation du matériel utilisé. Les généraux soviétiques avaient l'habitude de considérer le facteur humain comme illimité. La protection du combattant était totalement négligée. Pour les raisons précédemment citées, l'armée russe considère désormais cette protection comme un impératif. Pour illustrer cela, la conception de la dernière version du char d'assaut T-90 a été pensée pour protéger son habitacle afin de sécuriser son équipage²⁴.

Des modernisations ont été lancées pour chaque composante pour rattraper le retard sur l'Occident qui se compte parfois en décennies dans certains domaines.

1.2.1.3.3 La Composante Terre essentielle pour une puissance continentale

Historiquement, l'armée russe a toujours privilégié ses forces terrestres comme le ferait chaque puissance continentale. Les réformes et les modifications de doctrine ont pu modifier quelque peu cet état de fait mais la composante terrestre de l'armée russe en reste le pilier. Pour analyser les forces et les faiblesses de son armée de terre, il est nécessaire de déterminer la mesure dans laquelle elle peut répondre aux besoins déterminés dans la doctrine militaire. Les principales exigences du commandement militaire sont liées à l'opérationnalité, à la vitesse de déploiement, à la motivation et à la modernité de l'équipement.

L'opérationnalité désigne la façon dont les forces armées sont à même de répondre aux menaces auxquelles elles pourraient être confrontées. La doctrine militaire russe considère que les conflits armés modernes se déclenchent rapidement et peuvent très vite prendre de l'ampleur. C'est pourquoi l'armée de terre est organisée en quatre districts (Est-Ouest-Sud-Central) pour qu'elle puisse réagir le plus rapidement possible dans chaque zone territoriale. Pour viser le même objectif, l'armée de terre est passée d'une organisation en divisions autonomes d'environ treize mille hommes à une organisation en brigades spécialisées ne comptant pas plus de neuf mille unités pour combattre plus efficacement dans les conflits locaux²⁵. En effet, l'accent est mis sur la rapidité de déploiement et l'adaptation des forces au combat moderne. En ce qui concerne la motivation, outre l'exacerbation du patriotisme et de la cohésion du peuple russe

²⁴Auteur inconnu, « comment une armure défensive devient active, le cas du T-90 russe », Agora Vox, 04/03/16, [En Ligne], <http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/comment-une-armure-defensive-178275>, consulté le 18/11/17

²⁵ Auteur inconnu, op cit. DIA, p.51.

qui se reflète a fortiori au sein de l'armée, plusieurs mesures ont été prises par le gouvernement depuis l'arrivée du ministre de la défense Sergey Shoygu. En effet, une hausse du salaire et une valorisation de l'expérience du combat utile afin de solidifier le lien important entre les officiers et la troupe ont fait partie des mesures prises dans cette optique²⁶. La modernité de l'armement d'une armée de terre se reflète dans ses chars de combat. Essentiels dans les guerres modernes, la qualité des véhicules blindés est un bon indicateur de la force de l'armée de terre en général. Le T-90 et le plus récent T-14 Armata font partie des fleurons du genre. D'un autre côté, le facteur humain est primordial pour analyser qualitativement une armée de terre. De nombreuses faiblesses comme le salaire, le logement ou l'entraînement des soldats ont fait l'objet d'une attention particulière et les décisions prises dans ces domaines permettent à l'armée de terre russe de combler son retard par rapport aux forces de l'OTAN. Les performances des forces russes en Ukraine et en Syrie en sont de bons exemples. Néanmoins, la doctrine russe plus défensive qu'offensive ne prévoit pas de déploiement militaire terrestre de longue durée hors de son étranger proche et donc, le périmètre et la durée des opérations menées par cette composante terre semble plus limités que ceux de son homologue américain.

²⁶ Facon I., op cit., p.159.

1.2.1.3.4. La force aérienne : outil de projection et de contrôle

Le contrôle de l'espace aérien est essentiel dans les conflits actuels pour pouvoir projeter sa puissance et disposer de l'outil diplomatique que constitue la menace d'un raid aérien.

L'orientation stratégique de la Russie est clairement dirigée vers l'Ouest, son étranger proche, et la menace occidentale pour la survie du régime.



Figure 2: bases de la force aérienne russe²⁷

Cette carte démontre bien la perception russe quant à la menace puisqu' on peut voir que l'écrasante majorité des bases aériennes se situe sur le flanc Ouest de la Fédération.

La Russie se donne les moyens de ses ambitions et utilise ses atouts pour disposer d'une force aérienne capable de répondre à chaque mission qui lui serait attribuée. En effet, malgré l'immensité du territoire de la Fédération, l'aviation russe peut atteindre toutes les zones primordiales et leurs alliances militaires leur donnent l'opportunité de disposer de bases aériennes au Kazakhstan et en Arménie. La force aérienne russe dispose de la panoplie complète d'une aviation militaire moderne. En effet, elle compte dans ses rangs aussi bien des bombardiers stratégiques avec un long rayon d'action, des avions de chasse multi-rôles ainsi que des avions de transports utiles au déploiement des unités et au ravitaillement de celles-ci.

²⁷ Auteur inconnu, op cit., DIA, p.58

Ce large éventail de possibilités est en voie de modernisation et suscite l'attention particulière du Kremlin. Par exemple, les nouveaux avions de chasse multi-rôles Su 35S et Su 30SM sont au niveau de leurs équivalents occidentaux et assurent l'inviolabilité de l'espace aérien russe tout en assurant des missions de bombardements d'objectifs précis en Syrie. Cette capacité essentielle nécessite un investissement important, ce qui reste problématique étant donné l'état de l'économie russe mais le gouvernement russe ne compte pas lésiner sur les dépenses afin de conserver cet atout lui apportant un outil considérable dans l'exercice de leur politique étrangère ambitieuse.

La Russie a établi un programme de défense anti-aérienne pour assurer l'inopérationalité d'un adversaire dans une certaine région ou aire géographique. Sous l'appellation technique d'Anti-Access/Area Denial (A2/AD), cette stratégie comprend plusieurs éléments. D'abord, l'armée russe veut avoir la maîtrise de la dispersion d'informations aussi bien à des fins de transmissions d'ordres que de communications à destination des civils présents dans la zone. Pour ce faire, elle dispose de moyens de mener la guerre électronique²⁸. Ensuite, cette stratégie comprend la défense anti-aérienne et le développement des frappes de précision. Pour rattraper son retard concernant les missiles guidés très précis, la Russie a développé des missiles guidés Iskander SS-26, Kalibr SS-N-27 ou encore KH-101²⁹. Outre ces missiles encore trop peu nombreux pour rivaliser avec son rival otanien, la Russie dispose de systèmes de défense multicanaux mobiles S-300 et S-400 afin de protéger une zone donnée contre toute attaque aérienne. En effet, « *Le S-400, qui dispose désormais de radars mobiles multi-fréquences à antennes actives (bandes VHF, L, X), se veut le nec plus ultra de l'approche A2/AD russe en intégrant la capacité antibalistique héritée du S-300 PMU2. En Syrie, ce système, doté de 48 missiles et capable de poursuivre jusqu'à 80 cibles, interdisait toute approche inférieure à 400 km de sa position* »³⁰. La carte ci-dessous expose l'état du système de défense anti-aérienne en août 2016.

²⁸ Cheltsoy B.F., "Approaches to the Creation of the National Aerospace Defense System in Light of Future Network-Centric Wars." Moscow Military Thought, vol. 4, 2008, pp. 1–11

²⁹ Vermylen M., « KH-101/102 », Missile Defense Advocacy Alliance, mai 2017, [En Ligne], <http://missiledefenseadvocacy.org/missile-threat-and-proliferation/missile-proliferation/russia/kh-101102/>, consulté le 20/11/17

³⁰ Auteur inconnu, « S-400, S-500 : le Défi technologique russe », Lettre d'informations stratégiques et de défense, TTU online, 29/03/16, [En Ligne], <https://www.ttu.fr/s-400-s-500-defi-technologique-russe/>, consulté le 20/11/17

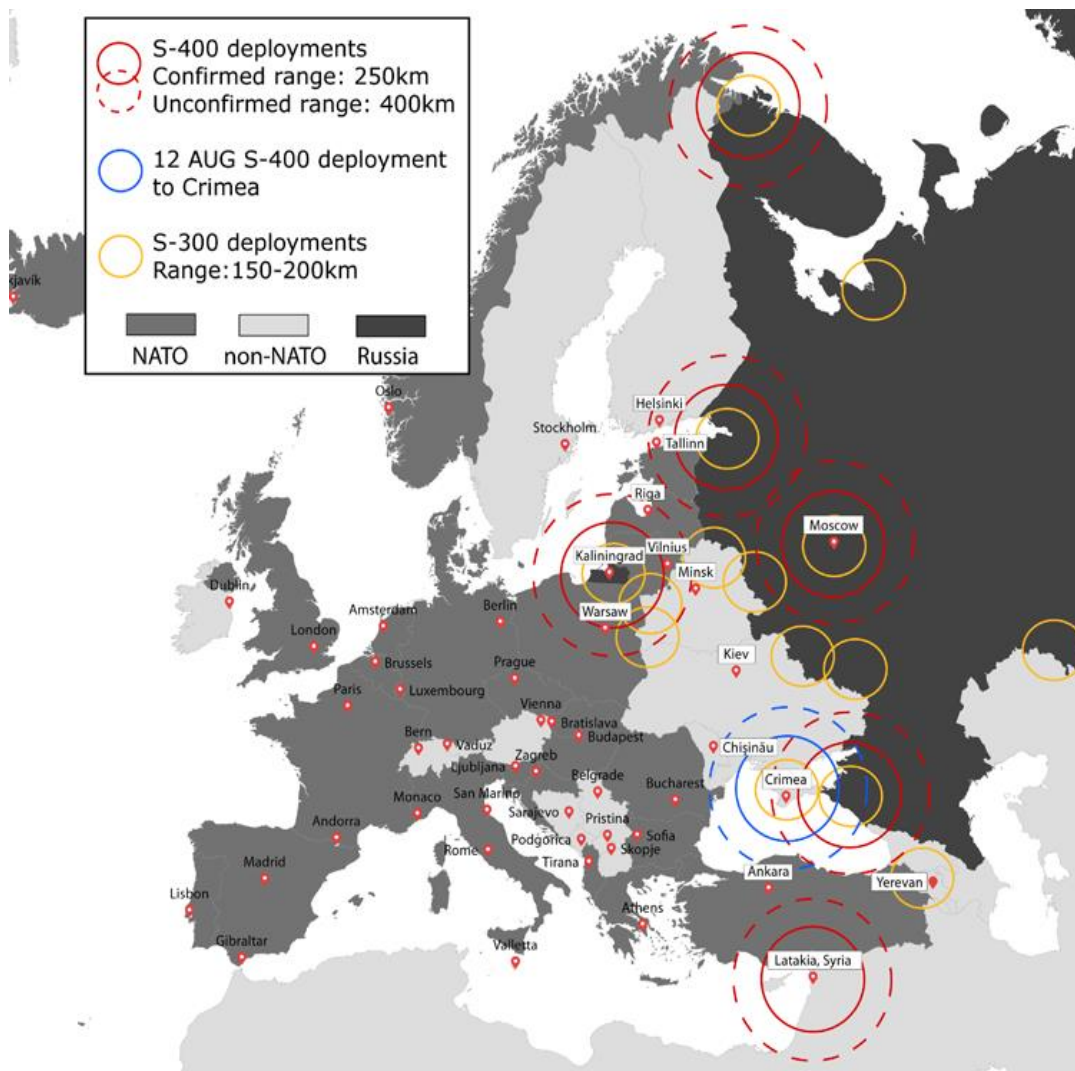


Figure 3: A2/AD russe en aout 2016³¹

³¹Auteur inconnu, “Russian Anti Access/Area Denial (A2/AD) Range: August 2016”, Institut for the study of war (ISW) [En Ligne], http://www.understandingwar.org/sites/default/files/Russian%20A2AD%20AUGUST%202016_1.pdf, consulté le 20/11/17.

1.2.1.3.5. La Marine à l'heure du libre-échange

La marine est cruciale à l'heure du libre-échange et semble essentielle dans la stratégie russe d'exportation de puissance. Ses missions principales restent la dissuasion stratégique et la défense du territoire mais un effort particulier a été opéré afin que la marine russe puisse devenir un instrument de contrôle de certaines mers ainsi qu'un moyen de projection.

Elle se divise en quatre flottes et une flottille. La première flotte, celle du Nord, est la plus puissante de la marine russe. Elle est basée à Severomorsk dans le Golfe de Kola, l'unique accès non gelé à l'Atlantique-Nord. Elle dispose du seul porte-avions de l'armée russe. La flotte du pacifique est basée à Vladivostok et semble dirigée vers les Etats-Unis. La Mer noire accueille également une flotte qui a subi un long déclin mais fait l'objet d'une modernisation notamment grâce aux missiles de types Kalibr. On remarque également que cette flotte peut se déployer en Méditerranée et pourrait entrer en action face aux navires de l'OTAN. La mer Baltique est également une zone d'intérêt pour la marine russe. Grâce à l'exclave de Kaliningrad, elle y dispose d'un port à Baltiysk et désire contrarier les plans de l'Occident voulant faire de cette mer, une mer OTAN. Et finalement, la flottille de la marine russe se situe en Mer Caspienne. Les navires présents dans cette zone ont été utilisés afin de frapper des cibles en Syrie, en 2015 par exemple³².

Outre cette présence dans différentes mers, l'adage géopolitique stipulant que la force continentale russe cherche à atteindre des mers chaudes est clairement toujours d'actualité. Le port de Sébastopol en Crimée et celui de Tartous en Syrie furent des intérêts capitaux pour lesquels la Fédération a agi de manière ferme et décidée. De ce côté, la marine militaire est un outil essentiel. Une modernisation de celle-ci est en cours pour répondre efficacement aux ambitions russes. La force sous-marine de la Fédération est également un outil de dissuasion efficace. Cet outil naval militaire reste cependant limité dans ses moyens de projection car dépourvu d'un nombre suffisant de porte-avions. D'un autre côté, la Russie semble être en tête

³² Auteur inconnu, op cit. DIA, p.68

de la nouvelle lutte pour la domination de l'Arctique grâce à un nombre très important de brise-glaces et au premier appareil nucléaire de la sorte³³.

1.2.1.3.6. Forces spéciales et service de renseignement

Les forces spéciales et les services de renseignement russes sont très efficaces et bénéficient de l'héritage soviétique qui possédait une forme d'expertise dans le domaine, très utile à l'heure du « leading from behind » dont Mandela disait que : *“It is better to lead from behind and to put others in front, especially when you celebrate victory when nice things occur. You take the front line when there is danger. Then people will appreciate your leadership”*³⁴. Dès lors, les forces spéciales et les services de renseignement ont une importance particulière. Moscou dispose de vingt à trente mille membres de forces spéciales et de trois services de renseignement, le FSB, le SRV et le GRU. Ils permettent à la Fédération d'être très active dans l'espionnage, le contre-espionnage, les actions indirectes et les opérations de type « Denial and Deception ». Ces dernières, basées sur le concept de *Maskirovka*³⁵ théorisé sous le régime soviétique, permettent d'intervenir dans un conflit de manière dissimulée afin d'œuvrer pour les intérêts de l'Etat sans y intervenir clairement. « Les petits hommes verts » intervenus en Crimée sans signe distinctif³⁶ sont un exemple de la manière dont cette tactique est utilisée par le Kremlin. Ces types de forces sont également utiles afin de collecter des données et de travailler pour la stabilité nationale au sein-même de la Fédération. Elles sont donc essentielles aussi bien au niveau national qu'international et la tradition soviétique permet à la Russie de disposer d'un outil efficace composé de personnes compétentes et d'une culture du renseignement à tous les niveaux de pouvoir.

³³ AFP, « Arctique : la Russie inaugure un brise-glaces nucléaire pour le passage du Nord-Est », La Croix, 22/09/17, [En Ligne], <https://www.la-croix.com/Monde/Arctique-Russie-inaugure-brise-glaces-nucleaire-passage-Nord-Est-2017-09-22-1300878939>, consulté le 24/11/17

³⁴ Lizza R., « Leading from behind », The New Yorker, avril 2011, [En Ligne], <https://www.newyorker.com/news/news-desk/leading-from-behind>, consulté le 24/11/17.

³⁵ Keating K., “Maskirovka: the soviet system of camouflage”, US Army Russian Institute, 1982, [En Ligne], <http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a112903.pdf>, consulté le 24/11/2017.

³⁶ Allemand A., « la Maskirovka ou l'art russe de tromper l'ennemi », Tribune de Genève, 06/02/15, [En Ligne], <https://www.tdg.ch/monde/maskirovka-art-russe-tromper-lennemi/story/31832407>, consulté le 24/11/2017.

1.2.1.4. *Arsenal nucléaire : vecteurs et force de frappe*

1.2.1.4.1. La nouvelle doctrine nucléaire

Alors que l'Union soviétique était préparée à mener une guerre nucléaire dans une optique clausewitzienne³⁷ avec un dispositif antibalistique (ABM), un système de défense passive composé d'abris antiatomiques et une capacité de frappe préemptive capable de désarmer l'ennemi grâce à une attaque surprise, la Fédération de Russie a développé une doctrine de dissuasion nucléaire et d'utilisation de cette force de frappe afin de faire entendre sa voix et préserver ses intérêts sur la scène internationale.

Tout en bénéficiant de l'héritage d'un arsenal nucléaire très puissant issu du régime soviétique, Moscou a décidé de le moderniser pour rester l'égal des Etats-Unis avec un budget alloué à la Défense bien moindre. La fonction principale de cet arsenal est la dissuasion avec différents scénarios d'emploi de la force nucléaire. Le premier est une action préemptive face à une menace contre la survie de l'Etat russe (« first strike »). Ensuite, une frappe nucléaire est aussi prévue pour détruire un missile nucléaire lancé en direction du territoire russe et ce, avant qu'il ne l'atteigne (« counter-strike »). La dernière possibilité est la frappe de représailles (« retaliatory strike ») lancée après avoir été touché par une attaque nucléaire³⁸. Cette capacité est la plus difficile à maintenir étant donné que les armes nucléaires et la capacité de lancement doivent survivre à l'attaque initiale. Pour ce faire, la Russie compte sur une triade nucléaire.

Cette force de frappe vise à procurer à la Russie une inviolabilité du territoire et de la souveraineté du régime, une voix sur la scène internationale et de proposer l'aide et la protection de leur parapluie nucléaire, sur le modèle de la doctrine américaine, à d'éventuels pays partenaires. Pour conserver cette capacité, la Fédération a investi et modernisé ce qu'elle a conservé de l'URSS.

³⁷ Liégeois M., « Stratégie et Sécurité Internationale », Université Catholique de Louvain, 2017-2018, p 97.

³⁸ Podvig, P., "Russian Strategic Nuclear Forces." Center for Arms Control, Energy and Environmental Studies, Moscow Institute of Physics and Technology, English language, the Security Studies Program, Massachusetts Institute of Technology, MIT Press, 2001. pp. 50–51.

1.2.1.4.2. Vecteurs et force de frappe

La Russie possède une force de frappe nucléaire basée sur une triade de vecteurs. Elle a lancé un plan d'investissement de vingt-huit milliards de dollars jusqu'en 2020 pour la modernisation de ces vecteurs³⁹.

La première partie de la triade se compose des missiles intercontinentaux lancés à partir du sol. Ceux-ci ont pour objectif d'atteindre chaque zone de la planète avec la dissuasion tous azimuts comme fil conducteur.

La deuxième branche de la triade comprend les (minimum) dix sous-marins nucléaires lanceurs de missiles balistiques. Ils ont comme avantage de pouvoir rester longtemps immergés sans être repérés. Cela permet à la Russie de conserver une force dite de « second strike capability » si sa capacité de lancer un missile du sol est anéantie par une destruction ou rendue obsolète par un bouclier antimissile.

Le dernier type de vecteurs nucléaires est la flotte de bombardiers stratégiques. Ces avions capables d'atteindre des cibles à longue distance sont utiles pour frapper partout dans le monde mais restent à la merci des défenses anti-aériennes. Le plan de modernisation comprend le développement d'une nouvelle génération de ces bombardiers stratégiques.

Les armes nucléaires⁴⁰ et les forces conventionnelles et leur emploi sont impactées par les traités de désarmement. Les Etats-Unis se sont retirés du traité ABM, empêchant le déploiement d'un système de défense antimissiles, en 2002. Cet événement provoqua de vives tensions entre Moscou et Washington et accéléra la course aux armements. En effet, le bouclier antimissile américain déployé en Europe limiterait la capacité de seconde frappe russe et engendra une course à l'armement. Par exemple, la maîtrise russe de la technologie magnétohydrodynamique (MHD) est la résultante immédiate de ce retrait américain. D'un autre côté, le traité New START, ratifié en 2011 et appliqué de manière satisfaisante, remplace le traité SORT tout en restant dans la lignée des traités START. Il limite le nombre de têtes nucléaires et de vecteurs.

³⁹ Auteur inconnu, "Jane's, Sentinel Security Assessment:Russia and the CIS, Strategic Weapon System, Russian Federation." IHS Jane's 360, 25/04/16, [En Ligne], www.janes.com, consulté le 24/11/17

⁴⁰ Rosatom Annual Report – 2014.

Le traité FCE, sur les forces conventionnelles en Europe, de 1990 et révisé en 1999 n'est pas ratifié ni appliqué. Il en va de même pour le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) signé en 1996. Néanmoins, la Russie ne fait plus que des essais subcritiques et hydrodynamiques⁴¹.

1.2.1.5. Investissements et recherche

Pour maintenir une indépendance nationale et ne pas être contraint par une puissance étrangère, le maintien d'un complexe militaro-industriel est un facteur essentiel. La Russie dispose d'une industrie de défense capable de moderniser l'armée russe dans toutes ses composantes. Le plan de modernisation de l'armée à l'horizon 2020 a été personnellement pensé par le Président russe. Cette modernisation concerne tous les secteurs de l'armée, aussi bien les forces conventionnelles que l'arsenal nucléaire. De plus, lors d'une conférence avec des étudiants dans le domaine des nouvelles technologies, Poutine s'est positionné sur sa vision du développement lié à un phénomène récent : l'intelligence artificielle. Il déclara : « *celui qui deviendra le leader dans ce domaine sera le maître du monde. Et il est fortement indésirable que quelqu'un obtienne un monopole dans ce domaine. Donc, si nous sommes les leaders dans ce domaine, nous partagerons ces technologies avec le monde entier* »⁴². Cela s'inscrit dans la continuité de la volonté de moderniser l'appareil militaire russe et de vendre ses armes à de nombreux autres Etats. En effet, la Russie fait partie des deux premiers exportateurs d'armes dans le monde⁴³ et cette expertise lui rapporte des milliards de dollars. Ces exportations lui confèrent également une influence sur les pays avec lesquels elle commerce. Entre bénéfices économiques, influence et modernisation de son propre outil de défense, l'industrie militaire russe joue un rôle essentiel.

⁴¹ Sokov N., « La Russie, le désarmement et les traités de contrôle des armements », l'Observatoire, centre d'analyse de la CCI France Russie, octobre 2016, [En Ligne], http://obsfr.ru/fileadmin/Policy_paper/PP_14_FR_Sokov.pdf, consulté le 31/05/18.

⁴² Auteur inconnu, « Vladimir Poutine : « le leader en intelligence artificielle dominera le monde » », la revue digitale, 02/09/17, [En Ligne], <http://www.larevuedudigital.com/vladimir-poutine-le-leader-en-intelligence-artificielle-dominera-le-monde/>, consulté le 24/11/17.

⁴³ Lamigeon V., « Vente d'armes : la France talonne désormais la Russie », Challenges, [En Ligne], https://www.challenges.fr/entreprise/defense/ventes-d-armes-la-france-talonne-desormais-la-russie_495577, consulté le 24/11/17.

Cependant, certaines faiblesses sont inhérentes au Complexe-Militaro Industriel (CMI) russe. La Russie n'a pas su moderniser de façon assez satisfaisante son CMI et Poutine lui-même qualifiait certaines entreprises d'archaïques⁴⁴. Avec une économie encore faible basée essentiellement sur la rente, une renationalisation de certaines entreprises considérées comme essentielles à la modernisation du système de défense russe implique un important effort financier. Le CMI russe compte sur l'Etat qui pioche dans son budget pour maintenir son indépendance. Cette situation peut perdurer si l'économie russe prospère et tant que les citoyens restent derrière le régime en place. De fortes protestations sociales affaibliraient réellement le régime. Pour assumer ses ambitions, le Kremlin a besoin d'un peuple derrière lui et acceptant certains sacrifices pour le bien de l'Etat. Mais, fort heureusement pour lui, cela semble récurrent dans l'Histoire du peuple russe.

1.2.2. Economie et démographie

1.2.2.1. *La Russie : puissance énergétique*

L'économie est un facteur prépondérant dans la vision réaliste considérant la puissance. Elle permet de disposer d'un budget pour mener une politique et est un moyen d'influence dans une économie mondiale ouverte ainsi qu'un indicateur de stabilité intérieure. Une analyse générale des forces et des faiblesses de l'économie russe permettra de comprendre si elle est un atout ou une épine dans le pied du Kremlin.

La Russie peut faire valoir différents atouts d'ordre économique. D'abord, les ressources naturelles sont abondantes en Russie et son économie repose sur cette exploitation. En effet, les exportations de gaz et de pétrole correspondaient à seize pourcents du PIB russe en 2012. Ce secteur des hydrocarbures représentait septante pourcents de toutes les exportations de la Fédération⁴⁵. Pour comprendre le rôle de l'énergie, et plus particulièrement celui des hydrocarbures, dans l'économie russe, il est important d'identifier la politique du Kremlin qui

⁴⁴ Gloaguen C., « Le complexe militaro-industriel russe. Entre survie, reconversion et mondialisation », le Courrier des pays de l'Est, 2003/2 (n° 1032), p. 4-17.

⁴⁵ Bret C., Begorre M., « La Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques ? », la revue géopolitique, 02/01/16, [En Ligne], <https://www.diploweb.com/La-Russie-a-t-elle-les-moyens.html>, consulté le 26/11/17

s'y rapporte, les retombées positives que cette politique implique et les faiblesses inhérentes de celle-ci.

D'abord, pour mener une politique d'accumulation de puissance, le facteur économique s'avère être prépondérant. Sur ce fait, Christian Harbulot affirme : « *que les rapports de force entre les puissances s'articulent, depuis la fin de la guerre froide, autour d'enjeux économiques. Les gouvernements de la planète, dans leur grande majorité, ne cherchent plus aujourd'hui à conquérir des terres ou à établir leur domination sur de nouvelles populations mais à construire un potentiel technologique, industriel et une force de frappe commerciale capables d'apporter devises et emplois sur leur territoire*⁴⁶ ». Dans ce contexte, la Russie a intérêt à utiliser ses atouts. L'immensité du territoire russe rend statistiquement plus grande la chance de disposer de ressources naturelles. Pour les exploiter et qu'elles deviennent une force, le gouvernement russe décida de s'assurer le contrôle de celles-ci face aux oligarques dont l'emprise dans ce secteur datait du début des années 1990. Pour ce faire, Gazprom, leader dans l'industrie du Gaz, Rosneft dans celle du pétrole et RZD dans les chemins de fer furent nationalisés. Dès lors, « *La réalisation de cette stratégie, qui n'en est qu'à ses débuts, permettrait à la Russie d'avoir le choix entre plusieurs routes d'exportation, de faire jouer la concurrence entre les États de transit, de vendre au plus offrant des États clients, et finalement d'accroître de manière considérable la marge de manœuvre géopolitique de la Russie. En effet, l'objectif des autorités russes n'est autre, à terme, que de pouvoir choisir ses partenaires énergétiques en fonction de leur loyauté politique*⁴⁷ ». Cet atout majeur offre d'autres avantages à l'économie russe. En effet, avec une balance commerciale excédentaire, la Fédération a pu accumuler une réserve monétaire de plus de cinq cents milliards de dollars, réduire sa dette souveraine à seulement vingt-deux pourcents du PIB en 2015 et maintenir son déficit public à moins de trois pourcents de son PIB⁴⁸.

⁴⁶ Harbulot C., Delbecq E., « la guerre économique », Presses universitaires de France, Paris, 2011, p.5, [En Ligne], <https://www.cairn.info/la-guerre-economique--9782130580829-page-3.htm>, consulté le 26/11/17

⁴⁷ Teutrie D., « La Stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification », Ilix, 2008 n°71, pp. 24-36, [En Ligne], file:///C:/Users/julie/Downloads/FLUX_071_0024.pdf, consulté le 26/11/17

⁴⁸ Bret C., Begorre M., op cit.

1.2.2.2. Difficultés économiques persistantes

Malgré un taux de chômage bas autour de cinq pourcents et un taux d'emploi de soixante-neuf pourcents⁴⁹, certains éléments structurels de l'économie russe font défaut et laisse à penser que ses ambitions géopolitiques sont démesurées par rapport à sa force économique. L'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pointe les faiblesses économiques de la Russie en expliquant que : *« des ressources considérables sont englouties dans des activités peu productives, la formation continue, les programmes d'activation et la garantie de revenu temporaire pour les chômeurs sont encore insuffisamment développés, les partenaires sociaux sont faibles et la mise en œuvre des conventions collectives est difficile, malgré un taux de scolarisation très élevé mais les formations sont médiocres et ne correspondent pas aux besoins des entreprises ce qui entraîne une offre de compétences trop faible »*⁵⁰. De plus, dans une économie mondiale ouverte, la Russie est assez fortement dépendante de la rente liée à l'exportation des hydrocarbures. Elle est donc à la merci de la conjoncture et de certains Etats-clients. A fortiori, puisque l'Europe occidentale est son principal destinataire en matière de gaz et de pétrole. Une forme d'interdépendance s'est installée et les deux camps semblent vouloir diversifier leurs sources d'approvisionnement pour les uns et d'écoulement de stock pour les autres. La Russie influence aussi certains Etats-clients en jouant sur les prix bas qu'elle accorde à certains partenaires comme la Biélorussie.

Pour faire le point sur l'économie russe en 2016, il faut se pencher sur les conséquences qu'ont les sanctions occidentales et sur les causes de la contraction économique. Les sanctions financières occidentales ont un impact très important avec une baisse de production de 3.9 pourcents (trois pour l'industrie) et une baisse du revenu réel moyen de dix pourcents qui touche plus particulièrement la classe moyenne. En ce qui concerne les sanctions industrielles, elles n'ont pas eu de conséquences graves pour l'économie car elles ont permis au gouvernement russe de prendre des anti-sanctions sortant du cadre de l'organisation mondiale du commerce (OMC) et de tirer des avantages dans certains secteurs agricoles. D'un autre côté, les prix du pétrole influencent fortement les économies rentières mais il est essentiel de nuancer cette

⁴⁹ Trading Economics, « Russie, Indicateurs économiques », 2017, [En Ligne], <https://fr.tradingeconomics.com/russia/indicators>, consulté le 26/11/17

⁵⁰ OCDE, « étude économique de la Fédération de Russie 2014 », [En Ligne], <http://www.oecd.org/fr/economie/etudes/etude-economique-russie.htm>, consulté le 26/11/17

affirmation pour le cas russe. Le rouble déprécié engendre une augmentation des coûts de production dans le secteur pétrolier (les produits pétroliers se vendant en dollars) mais la moitié de la production pétrolière russe est consommée sur son propre territoire⁵¹. C'est pourquoi la Russie peut supporter des prix très bas aux alentours de vingt USD le baril mais ces prix engendrent une diversification par la recherche d'un plus grand profit lorsque le baril est inférieur à soixante USD⁵². Le gouvernement russe a toutes les cartes en main pour mener une politique de diversification des exportations. Les services commerciaux et les produits manufacturés prennent de plus en plus d'importance dans la liste des exportations russes. En effet, une hausse significative de ces secteurs est observée depuis l'année 2012⁵³.

L'économie russe peut être un atout grâce à la volonté gouvernementale. Néanmoins, certaines faiblesses structurelles font qu'elle n'est pas suffisamment puissante en regard des ambitions du Kremlin. D'autres facteurs comme la corruption inhérente issue du système soviétique ou la courbe démographique en déclin constituent des points d'attention pour le gouvernement russe.

1.2.2.3. *Une Démographie en déclin ?*

Selon Aymeric Chauprade, « *la démographie détermine la puissance. Nous illustrons cette idée de plusieurs manières. D'abord en soulignant qu'à l'intérieur d'un « club » politique, une nation pèse d'autant plus fort qu'elle dispose d'un fort poids démographique. Ensuite en montrant que les courbes de puissance des peuples et des civilisations épousent assez largement les contours de leurs courbes démographiques*⁵⁴ ». Cela place l'importance de la démographie dans la détermination des facteurs de puissance.

⁵¹ Sapir J, « l'économie russe au début de 2016 », blog russeurope, 25/01/16, [En Ligne], <https://russeurope.hypotheses.org/4670>, consulté le 26/11/17

⁵² Idem

⁵³ Trading economics, op cit.

⁵⁴ Chauprade A., « géopolitique : constantes et changements dans l'histoire », Ellipses, Paris, 2007, p.562.

Année	Naissances	Décès	Solde	Taux de natalité	Taux de fécondité
1990	1 988 858	1 655 993	332 865	13,4	1,89
1991	1 794 626	1 690 657	103 969	12,1	1,73
1992	1 587 644	1 807 441	-219 797	10,7	1,55
1993	1 378 983	2 129 339	-750 356	9,3	1,38
1994	1 408 159	2 301 366	-893 207	9,5	1,38
1995	1 363 806	2 203 811	-840 005	9,2	1,34
1996	1 304 638	2 082 249	-777 611	8,8	1,28
1997	1 259 943	2 015 779	-755 836	8,5	1,23
1998	1 283 292	1 988 744	-705 452	8,7	1,24
1999	1 214 689	2 144 316	-929 627	8,3	1,17
2000	1 266 800	2 225 332	-958 532	8,6	1,19
2001	1 311 604	2 254 856	-943 252	9,0	1,22
2002	1 397 000	2 332 300	-935 300	9,6	1,28
2003	1 483 200	2 370 300	-887 100	10,2	1,32
2004	1 502 477	2 295 402	-792 925	10,4	1,34
2005	1 457 376	2 303 935	-846 559	10,2	1,29
2006	1 479 637	2 166 703	-687 066	10,3	1,30
2007	1 610 100	2 080 400	-470 300	11,3	1,41
2008	1 717 500	2 081 000	-363 500	12,0	1,50
2009	1 764 000	2 010 500	-246 500	12,3	1,54
2010	1 789 600	2 031 000	-241 400	12,5	1,56
2011	1 793 828	1 925 036	-131 208	12,6	1,58
2012	1 896 263	1 898 836	-2 573	13,3	1,69
2013	1 901 182	1 878 269	+22 913	13,1	1,70

Figure 4: solde démographique 1990-1999 et 2000 à 2013⁵⁵

Ce tableau montre que la population russe a baissé de manière constante à partir de 1992. Les pires présages étaient formulés par différents instituts et la situation perdura jusqu'en 2013 où le solde démographique redevint positif. Cela s'explique par différents faits. D'abord, conscient du problème démographique, le gouvernement russe lança un grand programme pour annihiler la baisse démographique et même inverser la tendance. Il s'appuie sur une volonté d'accroître l'espérance de vie, de réduire le taux de mortalité tout en augmentant la fertilité, de réguler la migration interne et externe en essayant d'attirer des migrants pour répondre aux besoins démographiques et politico-économiques en respectant un modèle d'intégration stricte⁵⁶. L'augmentation du nombre des naissances et la diminution du nombre des décès s'expliquent par la mise en place de certaines mesures politiques prises par le régime poutinien. D'abord, un renforcement de l'institution familiale passant par la préservation des traditions spirituelles et du modèle familial patriarcal s'illustre notamment par l'organisation de certaines fêtes populaires comme celle de la « conception » que l'on célèbre le 9 mai en même temps que la victoire face au nazisme. Une affirmation du conservatisme en matière de morale et de conception de la famille s'illustre également par la volonté du Kremlin de lutter contre le modèle occidental autorisant le mariage homosexuel. Ainsi, Andreï Lissovenko éminent

⁵⁵ Chiffres du "Russian Federation Federal State Statistics Service", cités par Latsa A. « regards sur la démographie de la Fédération de Russie », Stratpol, 15/11/14, [En Ligne], <https://stratpol.com/regards-sur-la-dmographie-de-la-fdrat/>, consulté le 08/05/18.

⁵⁶ Mascré C., « Russie : un boom des naissances contre toute attente », Geopolis France Info, 23/07/2015, [En Ligne], <http://geopolis.francetvinfo.fr/russie-un-boom-des-naissances-contre-toute-attente-72325>, consulté le 27/11/17.

membre du parti « Russie Unie » dont fait également partie Vladimir Poutine, déclara que : « *C'est notre réponse au mariage homosexuel, à la parodie du concept même de famille. Nous devons prévenir la fièvre gay dans notre pays et soutenir les valeurs traditionnelles*⁵⁷ ». L'objectif démographique est clair puisqu'il est indéniable que les couples homosexuels ne peuvent pas procréer. Il existe, parallèlement à cette justification, un objectif lié à la cohésion nationale. Plus concrètement, outre ces campagnes publiques et ces déclarations, une loi interdit, depuis l'été 2013, la propagande de relations sexuelles non traditionnelles auprès de mineurs. Cette appellation a été définie comme toutes les relations sexuelles ne pouvant pas aboutir à la procréation. Toutes les manifestations du type « gay pride » sont également interdites à Moscou depuis un vote au parlement les proscrivant pour une durée de cent ans⁵⁸. Elles sont autorisées à Saint-Pétersbourg mais se déroulent sous une immense tension entre la communauté gay et les activistes orthodoxes ou autres défenseurs des valeurs traditionnelles. De plus, dès 2006, l'Etat a octroyé des primes pour la naissance ou l'adoption d'un deuxième enfant portant le nom de « Matkapital » s'élevant à près de trois cent cinquante mille roubles. Ce montant généreux a été un bon incitant⁵⁹. D'autres aides aux familles comme l'octroi d'un crédit, de récompenses matérielles ou encore des congés payés supplémentaires font également partie de ce programme. Malgré cela, certains problèmes persistent. Parmi ceux-ci, la fuite des cerveaux vers d'autres pays reste un problème majeur pour le gouvernement russe. Par ailleurs, les sanctions européennes ralentissent l'économie russe et donc, engendrent un choc social assez important. Le lien entre économie, mesures sociales et le nombre de naissances et de décès semble clair.

Les difficultés démographiques vont se perpétuer dans l'avenir puisqu'elles agissent comme un cercle vicieux. En effet, le déclin démographique va avoir des répercussions sur le nombre de femmes en âge de procréer et va donc engendrer un nouveau recul du nombre des naissances. Le gouvernement russe a la possibilité d'influencer le nombre de décès mais l'effort budgétaire semble trop important pour une économie qui doit répondre aux ambitions géopolitiques du Kremlin. L'immigration serait une autre issue à la crise démographique russe mais elle implique

⁵⁷ Tessier B., "United Russia activists create "flag for straights" to oppose "gay fever"", Russia Today, 8/07/2015, [En Ligne], <https://www.rt.com/politics/272416-russia-straight-flag-family/>, consulté le 27/11/17

⁵⁸ Auteur inconnu, "gay parades banned in Moscow for 100 years", BBC News, 17/09/12, [En Ligne], <http://www.bbc.com/news/world-europe-19293465>, consulté le 27/11/17.

⁵⁹ Descamps P., « un « capital maternel » à partir du deuxième enfant », le monde diplomatique, juin 2011, [En Ligne], <https://www.monde-diplomatique.fr/2011/06/DESCAMPS/20674>, consulté le 27/11/17.

d'améliorer l'attractivité du pays tout en agissant sur l'intégration de ces flux de migrants pour ne pas mettre à mal la cohésion nationale.

1.2.2.4. *La Russie, une puissance pauvre ?*

En conclusion, La Russie semble faire face à des difficultés économiques et démographiques importantes. Le pouvoir politique en place est conscient de l'importance de ces deux facteurs pour sa quête de puissance mais reste confronté à des problèmes structurels qui agiront comme des contraintes pour le Kremlin. On ne peut pas parler d'une puissance pauvre quand on analyse l'économie russe mais on peut affirmer qu'elle est à la fois un atout grâce aux exportations de l'énergie mais en même temps une grave faiblesse dans la mesure où l'économie russe est à la traîne par rapport à des puissances comme la Chine ou les Etats-Unis. Les mesures prises par le régime peuvent mener à une diversification des exportations mais l'OCDE a pointé une large partie des problèmes économiques persistant. Si la Russie veut acquérir la place qu'elle entend occuper dans l'ordre international, cela passera par un regain de puissance économique.

D'un autre côté, historiquement la Russie a souvent souffert d'une faiblesse économique. Elle a souvent été tributaire de ses échanges avec l'Occident et comme le pointe Georges Sokoloff : « *Aucune puissance ne peut durablement vivre aux crochets de ses rivaux*⁶⁰ ». De plus, la Russie a souvent eu l'ambition de mener une politique étrangère disproportionnée par rapport à l'état de son économie. L'adage : « on a la politique étrangère de ses moyens », n'est pas suivi en Russie mais les répercussions de cet excès d'ambition ne se feront ressentir qu'en cas d'importante crise économique.

Il est, dès lors, essentiel que la Russie retrouve une croissance démographique et améliore certains indicateurs comme l'espérance de vie, qui n'était que de septante ans en 2017,⁶¹ ou le taux de mortalité. Un lien fort existe entre démographie et économie. En effet, si la Russie parvient à améliorer sa situation économique via une diversification de ses exportations, une amélioration de sa formation et une politique industrielle cohérente, des mesures sociales pourront alors être prises pour continuer à influencer le taux de natalité et de mortalité. La

⁶⁰ Sokoloff G., « La puissance pauvre : une histoire de la Russie de 1815 à nos jours », Fayard, 1993, p.7.

⁶¹ Index Mundi, « Russia Demographics profile 2017 », [En Ligne], https://www.indexmundi.com/russia/demographics_profile.html, consulté le 27/11/17

dépendance de l'économie sur la démographie peut être tout aussi pertinente. Dans une économie aussi large que celle de la Fédération de Russie, la force de travail est essentielle et celle-ci est déterminée par la démographie. Néanmoins, le pouvoir poutinien peut compter sur un peuple à la résilience exceptionnelle et sur une cohésion nationale très bien construite autour de son image.

1.3. Composantes immatérielles de la puissance

1.3.1. Régime Politique

1.3.1.1. Importance du régime pour la puissance

Le régime politique est un facteur immatériel de la puissance puisqu'il détermine la marge de manœuvre du pouvoir en place et la liberté dont celui-ci dispose pour prendre les décisions nécessaires en vue d'accomplir ses desseins. Même si la démocratie libérale reste la référence et le système politique idéal pour l'Occident, un régime plus autoritaire dispose de certains avantages en termes de puissance. A fortiori, la démocratie occidentale a subi, avec les échecs afghan, irakien ou libyen et le déclin relatif américain face à certains émergents, une certaine perte de popularité à travers le monde. De surcroît, le monopole de la démocratie en tant que système politique universel tend à devenir de plus en plus contesté au sein du système international. Les institutions et leurs rôles au sein du processus décisionnel, les contraintes légales auxquelles le régime doit répondre, le consentement du peuple et son soutien au régime et la capacité du régime politique de mobiliser toutes les ressources du pays sont communément acceptés comme les composantes d'un régime politique. Celles-ci peuvent déterminer la marge de manœuvre du détenteur du pouvoir décisionnel. Ces facteurs sont substantiellement repris dans les définitions de la démocratie souveraine et la volonté du Président Poutine de retrouver une certaine verticalité au sein du régime politique en place.

Le régime politique russe est souvent caractérisé en Occident comme étant autoritaire voire dictatorial mais il est utile d'analyser sans biais idéologique le concept de « démocratie souveraine » assumé par le régime et développé par Vladislav Sourkov. Pour lui, l'indépendance nationale et la souveraineté du peuple russe face à l'Occident, désirant asservir la Russie, sont primordiales. Elles se traduisent par le rejet des valeurs occidentales et rejoignent de manière très claire la nouvelle politique sécuritaire russe. Plus concrètement, cette appellation semble vouloir faire accepter au peuple russe une démocratie dite « illibérale » différente du modèle occidental. En effet, en utilisant un patriotisme, voire un certain nationalisme, le régime poutinien tente d'ancrer ce régime politique qui se distingue par une grande verticalité du pouvoir et une absence d'une réelle opposition. Théoriquement, la démocratie illibérale⁶² se caractérise par un mode de désignation des dirigeants par l'élection au suffrage universel mais aussi par l'absence de contre-pouvoirs et de séparation de ceux-ci chère à Montesquieu. En Russie, certaines réformes tendent à développer cette illibéralité du système politique. Notamment, le mode de scrutin pour les élections législatives, modifié en juillet 2005, déclare que : « *l'ensemble des 450 députés est élu à la proportionnelle dans une circonscription unique, le territoire russe. De même, la réforme a fait passer le seuil de représentation de 5 à 7%, écartant, de fait, la majorité des formations en lice* »⁶³. Cette réforme a permis au parti « Russie Unie » de faire main basse sur les élections et d'assurer un soutien sans condition au Président Poutine. De plus, la Fédération est un système bicaméral, avec la chambre basse, la Douma, dont les membres sont élus selon le mode de scrutin précédemment expliqué, et la chambre haute, le conseil de la Fédération, dont les membres sont nommés par le pouvoir en place. Ces dispositions permettent au Président Poutine de s'assurer le soutien des deux chambres et d'ainsi disposer d'une très large marge de manœuvre puisqu'il ne subit aucune opposition au sein des institutions législatives. Le processus décisionnel est donc entièrement dans les mains du Président qui peut, sans entrave, mener ses politiques. En ce qui concerne la puissance, ce type de régime peut être considéré comme un facteur non négligeable. En effet, la rapidité de prise de décisions est un atout pour la Russie mais elle pourrait être

⁶² Zakaria F., "the future of freedom: illiberal democracy at home and abroad", Norton & Company, 2007, p.99

⁶³ Meilland T., "Russie : le défi de la "démocratie souveraine"", Nouvelle Europe, 2/12/07, [En Ligne], <http://www.nouvelle-europe.eu/node/361> , consulté le 02/03/18.

contrebalancée par l'inopportunité d'un choix qui, mis en œuvre rapidement, aurait des conséquences néfastes pour l'Etat russe. De plus, la mobilisation des ressources, aussi bien humaines que matérielles, peut se faire rapidement grâce au type de régime en vigueur.

1.3.1.3. Verrouillage politique et autorité charismatique

Le système Poutine s'appuie sur un certain verrouillage politique afin de s'assurer de son maintien au pouvoir et l'annihilation de toute opposition. Dès son arrivée à la présidence, Vladimir Poutine a mis au pas les oligarques dont le pouvoir était très important durant la période Eltsine. Le discours de Poutine leur ordonnant de ne plus s'occuper de politique mais uniquement de leurs affaires est désormais très célèbre. Afin de verrouiller le système politique russe, Poutine a laissé entrer une certaine opposition à la Douma. Ainsi, les communistes, les libéraux-démocrates proches de l'extrême droite et les sociaux-démocrates sont représentés au sein de la chambre basse de la Fédération mais ne s'opposent pas au Président sur les questions de « High Politics » comme la politique étrangère et le regain de puissance de la Russie. Il est donc facile pour le Président d'utiliser la présence de cette opposition bienveillante afin de présenter la pluralité d'opinion comme un fait établi. D'un autre côté, la seule force d'opposition sur les questions de politique étrangère est celle des libéraux pro-occidentaux. Elle regroupe une certaine élite urbaine mais celle-ci est fortement divisée et ne représente qu'une partie minime de la population russe. De surcroît, cette opposition ne possède aucun leader capable de rassembler une partie assez importante de la population. L'habileté avec laquelle le Président russe utilise la politique étrangère comme un moyen de rassembler son peuple annihile tout possible espace politique sur la question. En effet, n'importe quelle opposition sur ces dossiers serait accusée de trahison ou d'antipatriotisme. Par exemple, l'annexion de la Crimée a été considérée comme une victoire et une réussite par la quasi totalité du spectre politique russe. En mettant l'accent sur la politique étrangère et en focalisant l'attention du peuple sur celle-ci, le Kremlin empêche donc toute opposition de se lever.

Le système poutinien s'appuie sur une autorité charismatique. Sa cote de popularité est très importante et permet à Poutine d'avoir une toute puissance au sein du processus décisionnel de la Fédération.

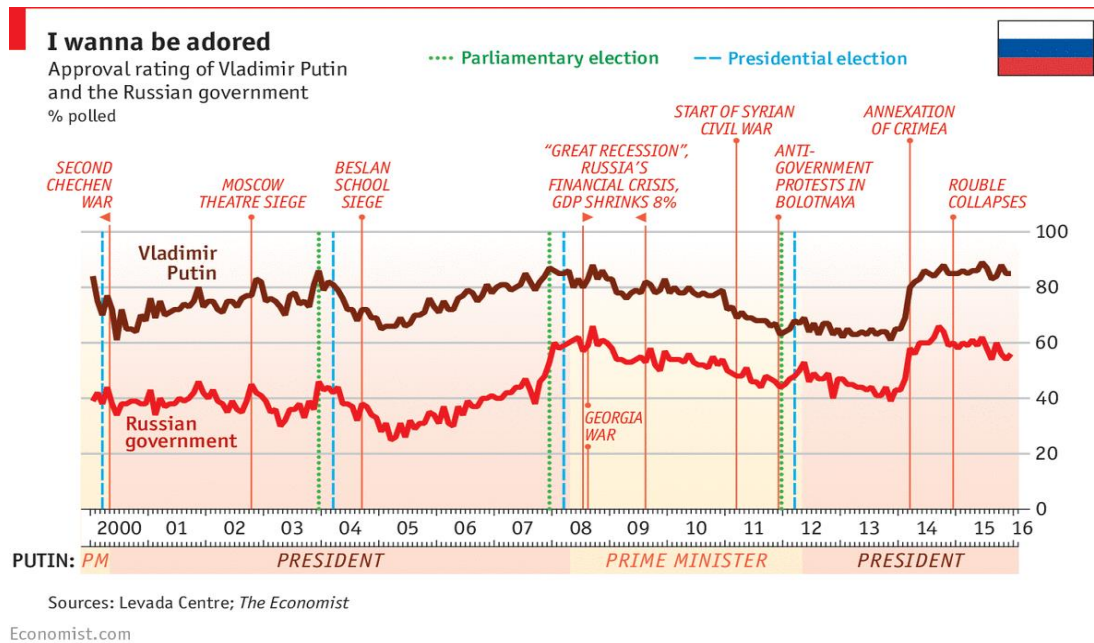


Figure 5: cote de popularité⁶⁴

Sur le graphique ci-dessus, on peut voir la cote de popularité du Président russe et celle de son gouvernement. Plusieurs interprétations et analyses de ces chiffres peuvent être faites. D'abord, on constate que la cote de popularité de Poutine est toujours plus élevée que celle de son gouvernement et les deux courbes sont presque parallèles. Cela nous indique que la personne de Poutine est un facteur important expliquant la popularité du régime en place. Ensuite, on constate que certains événements négatifs sur le plan socio-économique comme la grande récession de 2008 à 2009 ou la chute du rouble n'ont qu'un faible impact sur la cote de popularité du régime. L'annexion de la Crimée a provoqué un important regain de popularité ce qui démontre le lien entre les événements internationaux et l'opinion favorable au régime. Enfin, cette cote de popularité, calculée non pas par un organisme russe partisan mais par une organisation non gouvernementale indépendante, nommée Levada center, est relativement haute par rapport aux autres dirigeants du monde. Le peuple russe semble donc être derrière

⁶⁴ Auteur inconnu, « Vladimir Putin's unshakeable popularity », The Economist, 04/02/16, [En Ligne], <https://www.economist.com/blogs/graphicdetail/2016/02/daily-chart-4>, consulté le 02/03/18

son dirigeant et toute accusation sur l'autoritarisme du régime de Poutine se doit d'être mise en perspective avec cette cote de popularité.

Le charisme du président et son envie de se maintenir au pouvoir a engendré certains chamboulements au sein même de l'administration du Kremlin. En effet, Vladimir Poutine a, par exemple, renvoyé Serguei Ivanov, son comparse et ancien membre du KGB, en août 2016 pour le remplacer par un jeune diplomate, plus en phase avec l'idolâtrie de mise au sein du Kremlin, Anton Vaïno. Ce renouvellement de l'administration est considéré en Russie comme une purge non sanglante du seul fait de Poutine. Ce type de pouvoir s'apparente au concept d'autorité charismatique de Max Weber. Cela pose problème dans la mesure où il repose sur les qualités du leader et s'estompe avec le temps. Dans le cas de la Russie, la relève du Président, non éternel, ne semble pas émerger et personne n'apparaît être en mesure de succéder à Vladimir Poutine. Une question se manifeste suite à l'analyse du régime poutinien : le projet de regain de puissance de la Russie pourra-t-il perdurer après Poutine ?

1.3.2. Puissance idéationnelle

1.3.2.1. *Singularité du peuple russe*

La Fédération de Russie a l'intention de moderniser son armée pour faire face à l'Occident militairement mais aussi de mener le combat idéologique. En procédant par analogie avec le concept de destinée manifeste propre aux Etats-Unis, on parle de singularité du peuple russe qui se doit d'occuper une place à part entière au sein du monde sans se faire dicter son mode de vie, son système politique ou même ses valeurs. Cette singularité peut s'expliquer par la réminiscence de l'héritage soviétique sur le peuple russe. En effet, l'idéologie soviétique et l'universalité du communisme peuvent s'apparenter à un messianisme révolutionnaire qui cherchait à exporter ce modèle dans le monde entier. Dorénavant, la spécificité de l'idéologie russe repose sur le socle des valeurs traditionnelles ou conservatrices. Elle ne se veut plus révolutionnaire en tentant de propager un ordre nouveau mais essaierait plutôt de conserver le socle dogmatique essentiel au bon fonctionnement de toute société selon le mode de pensée du pouvoir politique en place. Cela étant, la remise en cause du système libéral et libertaire ferait de nombreux émules, notamment en Occident. Cette singularité est exploitée par le régime poutinien qui fédère son peuple autour de grands événements comme les commémorations des

sacrifices de la Russie lors de la « Grande Guerre Patriotique ». En considérant la cote de popularité du Président, il semblerait que le besoin d'un Etat fort et l'utilisation des valeurs patriotiques par celui-ci se font ressentir au sein de la Fédération de Russie. Typiquement, la singularité du peuple russe, bien comprise par le Kremlin, s'articule autour d'une triple centralité : « *celle de Moscou sur les régions, celle du Kremlin sur la vie politique et celle de la Russie sur la scène internationale*⁶⁵ ».

L'espace politique de ce conservatisme se situe entre deux extrêmes devenus inaudibles en Russie. D'une part, le libéralisme politique assimilé au libéralisme est présenté comme occidental, contraire aux intérêts russes et décadent du point de vue des mœurs. D'autre part, le communisme ayant fait des ravages et cause de la défaite de l'Union soviétique face au bloc de l'Ouest. En décembre 2013, Poutine explique le lien entre l'idéologie communiste et celle basée sur les valeurs traditionnelles en s'appuyant sur le patriotisme exacerbé présent en Russie. Il déclara : « *Une idéologie dominait en Union soviétique et, quels que soient nos sentiments à son égard, elle était basée sur des valeurs claires et quasi religieuses. Ce code n'existe plus. [...] Une nouvelle génération de citoyens russes, les jeunes, ne savent même pas ce dont il s'agit. Mais la seule chose qui peut la remplacer est les valeurs traditionnelles. [...] Toute société s'effondre sans celles-ci. Clairement il nous faut revivre avec elles, comprendre leur importance et avancer en se fondant sur ces valeurs*⁶⁶ ». Pour comprendre la portée de cette citation, il est essentiel de clarifier les termes de « valeurs traditionnelles ». Ce conservatisme moral est basé sur la hiérarchie sociale grâce à sa base patriarcale, ne remet pas en cause la légitimité du Kremlin et stigmatise les minorités sexuelles qui sont présentées comme décadentes et dangereuses pour la croissance démographique⁶⁷. De surcroît, le conservatisme est surtout un métadiscours qui a différents avantages politiques. Notamment, puisque la société russe, multiethnique par essence, est divisée en termes de modes de vie et de culture, imposer un carcan idéologique commun trop contraignant poserait de grandes difficultés et menacerait de provoquer une instabilité pouvant même mener à la fragmentation de la Fédération composée de peuples ne désirant plus vivre ensemble. Ce métadiscours est, dès lors, utile pour brasser le

⁶⁵ Laruelle M., « géopolitique de la Russie : l'idéologie comme instrument du soft power russe. Succès, échecs et incertitudes », Hérodote, N°166-167, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2017, p.24.

⁶⁶ « News conference of Vladimir Putin », Kremlin.ru, 19/12/2013 cité par Laruelle M. « géopolitique de la Russie : l'idéologie comme instrument du soft power russe. Succès, échecs et incertitudes », Hérodote, N°166-167, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2017 p.25.

⁶⁷ Poliakov L. « le conservatisme en Russie : instrument politique ou choix historique ? », IFRI, décembre 2015, p.12.

plus large possible et réunir de manière durable les citoyens russes autour d'une idéologie commune n'impliquant pas trop de changements sociétaux. D'un autre côté, une idéologie étatique implique la création d'une police de la pensée comme ce fut le cas sous le régime communiste. Il paraît dès lors improbable de relancer la répression pour un peuple devenu prudent face à toute tentative d'embrigadement idéologique. C'est pourquoi le régime de Poutine essaye de manœuvrer subtilement entre inclusivité et exclusivité. En effet, le socle idéologique du conservatisme est assez large pour rassembler le peuple russe autour des valeurs traditionnelles tout en précisant qui sont les réels ennemis de la Russie.

1.3.2.2. Une idéologie conservatrice pour le monde

1.3.2.2.1. Chef de file du mouvement conservateur en Europe

La doctrine idéologique du conservatisme moral basé sur les valeurs traditionnelles a connu un écho important avec la montée de mouvements dits populistes en Europe et aux Etats-Unis. En effet, de manière concrète, une opposition à l'augmentation des droits des minorités sexuelles, à l'athéisme, au cosmopolitisme et une sainte horreur du désordre sont souvent repris par ces mouvements. Par exemple, une accointance idéologique avec le Front National en France ou même le mouvement Sens Commun fomenteur de la « manif pour tous », proche de François Fillon, Fidesz en Hongrie, parti de Viktor Orban, Droit et Justice en Pologne, parti fondé par les frères Kaczynski, le parti populaire autrichien dirigé par Sebastian Kurz, est assez explicite si l'on se base sur l'aspect sociétal des différents programmes des formations politiques susmentionnées. Le Kremlin désire devenir une sorte de chef de file grâce à des discours prononcés et des lois votées sans complexe ni contrainte grâce à un soutien du peuple et une absence d'opposition crédible sur le plan des idées. Cette volonté d'exercer une sorte de leadership idéologique provient de la nécessité de satisfaire des citoyens d'autres Etats⁶⁸. En offrant une alternative sur le plan idéologique, la Russie peut revendiquer que l'exportation de ce modèle serait bénéfique pour les peuples qui y adhèrent. Néanmoins, outre l'Europe occidentale, la sphère d'influence essentielle aux yeux du Kremlin est son étranger proche qui

⁶⁸ Eltchaninoff M., « Dans la tête de Vladimir Poutine », Solin/Actes Sud, 2015, p.161.

reprend les anciennes républiques socialistes soviétiques. Dans ces Etats, repris dans la Communauté de Etats Indépendants (CEI), le facteur idéologique est moins fédérateur car les difficultés socio-économiques sont omniprésentes. La proposition européenne qui promet un avancement économique important suscite bien plus d'engouement pour des Etats marqués par la domination soviétique aussi bien politiquement qu'économiquement. Dans cette perspective, la Russie, éprouvant d'importantes difficultés économiques, ne parvient pas à attirer, sans user de la coercition, des partenaires appâtés par un gain économique essentiel à leurs yeux. L'économie russe reste un frein pour l'expansion de son influence au niveau mondial.

1.3.2.2.2. Anti-américanisme au niveau mondial

Suite à la victoire américaine lors de la Guerre Froide, le statut américain au sein du système international est passé de superpuissance à celui d'hyperpuissance lui permettant d'exercer un rôle de gendarme du monde et d'exporter certaines valeurs et le système politique présenté par d'aucun comme universel. Néanmoins, plus récemment, la politique étrangère américaine a pu froisser bon nombre de peuples. Avec le déclin relatif des Etats-Unis face à la montée en puissance de puissances émergentes, une place au niveau idéologique s'est ouverte auprès des Etats et des peuples déçus par l'Amérique. En se plaçant comme représentant d'un certain anti-américanisme, la Russie peut accroître son influence. Ainsi, Douguine, décrit la genèse de cet anti-américanisme en disant: *"the resentment is directed, first of all, at American aggression toward other countries"*⁶⁹. L'intervention américaine en Irak, basée sur le mensonge affirmant l'existence d'armes de destruction massive détenues par le régime de Saddam Hussein, est l'exemple type d'intervention suscitant l'animosité à l'encontre des Etats-Unis au niveau international. Plus récemment, la Russie a aussi pu utiliser la décision de l'administration Trump de déplacer l'ambassade américaine en Israël de Tel Aviv à Jérusalem, reconnaissant de facto Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu. Vladimir Poutine a sauté sur l'occasion, donnée par les USA devenus inaudibles pour les Palestiniens et leurs soutiens, afin d'accroître son influence au Moyen-Orient.

⁶⁹ Douguine A., "Putin Vs Putin: Vladimir Putin viewed from the right", Arctos, 2014, p.75.

1.3.2.2.3. Russophonie

Un autre vecteur de l'expansion de l'influence russe sur la scène internationale est la propagation de la langue russe. C'est un moyen de créer un lien culturel entre les différents Russophones du monde entier. L'idée d'un « monde russe (Русский Мир) » propagé par la fondation du même nom depuis 2007 est un vecteur important pour augmenter l'influence russe sur la scène internationale. Le Kremlin est conscient que la russophonie repose principalement sur la diaspora russe mais désire atteindre d'autres pays en favorisant l'apprentissage de la langue russe. Ainsi, quelque quatre-vingts⁷⁰ centres linguistiques ont été créés, depuis la naissance de la fondation précédemment citée, dans des pays comme les Etats-Unis, la Corée ou la Chine. Cette expansion de la langue russe est un moyen de créer des liens culturels entre les futurs russophones et la Fédération de Russie.

1.3.2.2.4. Le Néo-Eurasisme

Une autre idéologie a beaucoup d'importance en Russie. L'Eurasisme, qui, en plus d'être une théorie géopolitique a un fondement idéologique. La Russie étant multiethnique par essence, la question de l'identité nationale se pose d'autant plus que la globalisation aggrave les disparités socio-économiques entre les différents peuples de Russie. Le fait le plus révélateur sur la question de l'identité est la manière avec laquelle la Russie compose avec l'Islam, deuxième religion du pays, majoritaire dans sept républiques de la Fédération de Russie. En effet, l'Islam de Russie est considéré comme modéré en opposition avec les écoles juridiques hanbalites, notamment. Cette cohabitation des différentes religions dont l'Orthodoxie, l'Islam ou le Judaïsme s'explique par un fort respect du sacré et une société russe ayant un rapport particulier avec la transcendance. En effet, le sacré est présent dans la vie quotidienne en Russie. A fortiori, ce qui unit les peuples est le patriotisme et la cause commune à défendre. Pour cela, l'idéologie eurasiste, voire néo-eurasiste qui se distingue de la version théorique originale grâce à l'aspect multiculturel, a un certain impact. En effet, Poutine déclara : « *la Russie, comme pays*

⁷⁰ Sevcova M., « Ce que la Russie a pris comme actions pour promouvoir la langue russe », 23/10/17, [En Ligne], <https://www.thelanguageindustry.eu/fr/taal-beleid/3555-2017-10-23-11-00-07>, consulté le 06/03/18

eurasiatique, est un exemple unique où le dialogue des cultures et des civilisations est pratiquement devenu une tradition dans la vie de l'Etat et de la société ⁷¹ ». Cela permet à la Fédération Russe de lancer des projets eurasiatiques comme celui de l'Union économique eurasiatique fondée en 2014. De plus, la présence de l'Islam sur son territoire a certaines conséquences sur la politique du Kremlin. La lutte contre le terrorisme islamique est sa deuxième priorité sécuritaire puisqu'il pourrait déstabiliser les républiques fédérées où l'Islam est majoritaire. Cette cause commune avec l'Occident n'a cependant pas abouti à un partenariat efficace car la méfiance a pris le dessus. Spécifiquement, au niveau du gain d'influence, la présence de l'Islam et la relative bonne entente entre Moscou et les régions musulmanes du pays depuis la fin de la deuxième guerre de Tchétchénie confèrent à Poutine une opinion favorable de la part des pays musulmans. Il faut néanmoins relativiser ce possible rapprochement car l'axe Téhéran-Moscou rend plus réticents les pays sunnites.

La puissance idéationnelle est relative à l'élan qu'elle suscite dans les zones visées et, pour qu'elle soit avantageuse pour la Russie, doit se traduire en influence, en affinités politiques et en partenariats, voire en alliances. Les facteurs économique et historique sont un frein à cela même si l'occupation de cet espace politique semble être un choix judicieux par rapport à la montée du populisme en Europe et à la nouvelle influence russe en Asie centrale et au Moyen-Orient.

1.3.2.2.5. Influence russe en Belgique : une enquête d'opinion

Pour mesurer ce qui est communément appelé « l'influence russe en Occident », une enquête d'opinion a été menée auprès de 210 personnes via Google Form et diffusée sur le réseau social Facebook d'octobre à décembre 2017. L'objectif affiché de ce sondage était de toucher une population plutôt jeune susceptible d'être ciblée par la stratégie de Noopolitik de la Russie. En effet, les nouveaux médias disponibles sur internet sont généralement consultés par de jeunes adultes. Les résultats de cette enquête d'opinion seront analysés sur base des différents graphiques représentant l'âge des personnes interrogées, leur sexe, leur réponse aux questions suivantes : « Comment définiriez-vous le régime politique présent en Russie actuellement ? Comment les autres Etats devraient-ils considérer la Russie ? D'où proviennent vos

⁷¹ Intervention lors de la réunion pour le Conseil pour la culture et l'art 25/11/2003, Cité par Eltchaninoff M., « dans la tête de Vladimir Poutine », Solin/Actes Sud, 2015, p.186

connaissances sur la Russie ?». Chaque question fera l'objet d'un commentaire interprétant les résultats obtenus.

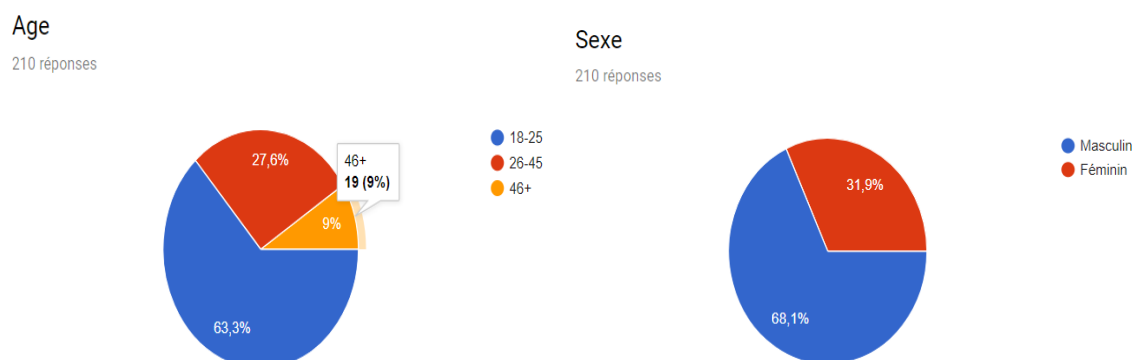


Figure 6: Age et Sexe des personnes interrogées

Malgré le fait que l'enquête s'adressait à toute personne sans distinction d'âge ou de sexe, on peut voir que 63.3% des réponses sont du chef de personnes ayant de 18 à 25 ans et 68.1% des répondants sont des hommes. Il faut tenir compte de ce facteur pour tirer les conclusions de cette enquête. En effet, elle représente surtout l'avis d'hommes âgés de 18 à 25 ans. Le nombre de réponses reçues permet d'envisager de tirer certaines conclusions pertinentes tout en restant prudent quant à une généralisation abusive étant donnée la taille de l'échantillon et sa faible représentativité de l'opinion belge.

Comment les autres Etats devraient-ils considérer la Russie ?

210 réponses

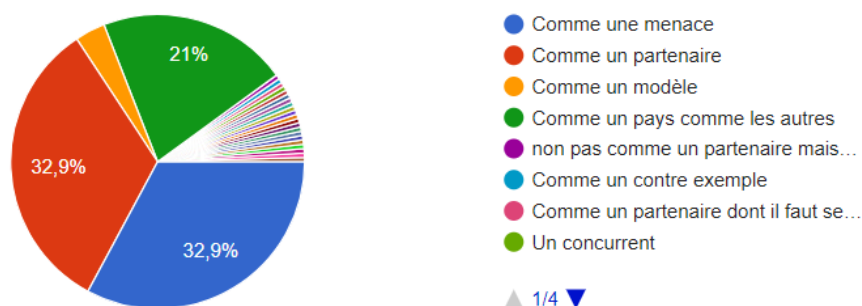


Figure 7: coopération interétatique avec la Russie

Cette question a été posée en proposant les réponses suivantes : « comme une menace, comme un partenaire, comme un modèle, comme un pays comme les autres ou autres ». Il est intéressant de noter que la majorité des avis est équitablement partagé entre une perception de la Russie comme une menace et comme un partenaire. Cela signifie que la défiance claire et sans nuance vis-à-vis de la Russie est minoritaire puisqu'on peut assimiler cette conception à celle de la menace ne regroupant que 32.9% des opinions. La Russie est majoritairement considérée soit comme un partenaire (32.9%) soit comme un pays lambda, ni menace ni partenaire (21%). Cette analyse doit prendre en compte l'échantillon statistique utilisé constitué de sondés belges, majoritairement jeune (18 à 25 ans) et de sexe masculin. Dès lors, ces caractéristiques influencent le résultat puisque ces personnes n'ont, d'abord, pas un souvenir fondé sur une expérience concrète de vie face à la menace soviétique durant la Guerre Froide. A fortiori, la nationalité des sondés est importante puisque les Belges n'ont pas de passé historique douloureux lié à la Russie. Néanmoins, il est intéressant de noter, malgré une opinion médiatique assez défavorable à la Russie dans les médias occidentaux, que la perception d'une menace russe n'est pas fort ressentie, en se basant sur cette enquête, certes imparfaite, dans la société belge. D'un autre côté, seulement 6 personnes, sur les 210 réponses reçues, considèrent la Russie comme un modèle et donc, l'influence russe semble être assez limitée selon cette enquête. Il est cependant nécessaire de prendre en compte la différence entre les affinités idéologiques et la conception du modèle en termes de régime politique.

Comment définiriez-vous le régime politique présent en Russie actuellement ?

210 réponses

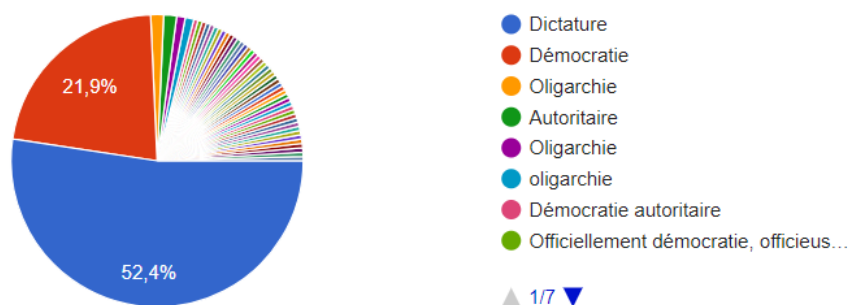


Figure 8: Régime politique en Russie

Cette question a été posée en proposant les réponses suivantes : « Dictature, Démocratie, Autres ». La majorité des réponses, soit 52.4%, s'oriente vers la dictature. Ce chiffre est important puisqu'il est bien supérieur à celui relatif aux avis de la précédente question, partageant l'idée que la Russie est une menace. Il est, de facto, possible d'affirmer que certains, considérant la Russie comme une dictature, la voient également comme un partenaire même si la possibilité que ces sondés jugent la Russie comme un pays comme les autres existe aussi. Mais, dans les deux cas, le seul fait d'être une dictature n'est pas rédhibitoire. L'idéal démocratique toujours présent en Occident ne serait pas si prononcé si l'on en croit ce sondage d'opinions. Outre les 21% des personnes interrogées qui pensent que la Russie est une démocratie, on constate qu'il y a une très grande variété de réponses à cette question mettant en exergue la difficulté de déterminer de manière consensuelle le type de régime politique en vigueur en Russie. De plus, il est important de noter la différence conceptuelle entre régime et système politique. En effet, le concept de système décrit, de jure, sur base d'une constitution la plupart du temps, la répartition du pouvoir politique tandis que le régime révèle plutôt le détenteur du pouvoir, de facto, en se basant sur une analyse plus factuelle que juridique. Ainsi, la Russie serait un système semi-présidentiel mais un régime présidentiel. D'un autre côté, le débat sur l'idéal démocratique en Occident est courant car l'idée que chacun se fait de la démocratie est souvent divergente. C'est important puisqu'il persiste, malgré tout, un certain consensus de la classe politico-médiatique occidentale considérant la démocratie libérale comme le seul régime politique adéquat. La perception qui ressort de cette enquête est mitigée entre le fait que la puissance idéationnelle russe a du mal à s'exporter en Occident (restant donc limitée) et le fait qu'un nombre assez conséquent de personnes interrogées considère la Russie soit comme une démocratie, soit comme un régime hybride. Cette dernière position issue de l'analyse des résultats démontre une certaine efficacité de la stratégie de communication russe basée, comme précédemment expliquée, sur un conservatisme moral et un anti-américanisme.

D'où proviennent vos connaissances à propos de la Russie ?

210 réponses

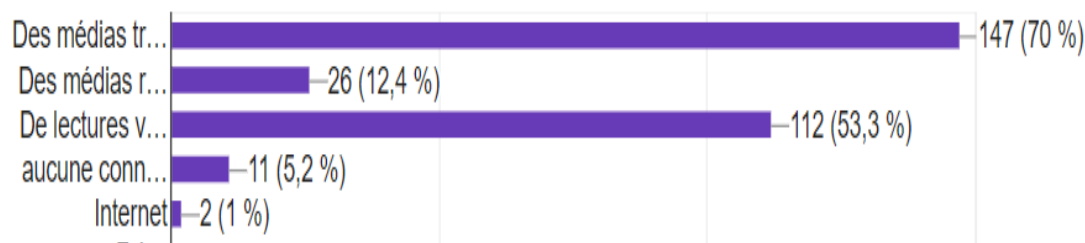


Figure 9: provenance de l'information sur la Russie

La dernière question posée portait sur l'origine des connaissances du sondé à propos de la Russie. Les propositions données étaient : « des médias traditionnels (sous-entendu non russes), des médias russes (comme Sputnik ou RT), de lectures variées, ou autres ». Il était également possible de choisir plusieurs réponses, les sources d'informations pouvant être diversifiées. On constate qu'une grande majorité des sondés s'informent sur la question via les médias traditionnels qui diffusent, et ce de manière assez perceptible, une opinion assez négative de la Russie. Néanmoins, 53.3% des sondés reconnaissent lire de manière variée à propos de la Russie, ce qui nuancerait l'influence des médias traditionnels sur les réponses données. A propos des médias russes, canaux utilisés par le Kremlin pour diffuser ses propres analyses et idées, on constate que seulement 12,4% des sondés les regardent. Cela est une petite proportion étant donné que la majorité des sondés sont âgés de 18 à 25 ans et qu'ils sont la cible de ces médias puisqu'ils sont très connectés et que le moyen privilégié pour la diffusion s'avère être le net. Il est donc possible d'affirmer que la stratégie de propagation de l'idéologie russe n'atteint pas, toute proportion gardée, la société belge. Toutefois, d'autres Etats européens, comme la France, voisin de la Belgique, semblent plus touchés par ces médias. En effet, Radio Sputnik et RT France font de très bons scores en termes de vues sur Youtube et sur internet en général pour des vidéos aux thèmes politiques suscitant peu souvent l'attention du public. Même si la population française est à peu près six fois plus importante que celle de la Belgique, les chiffres issus de cette enquête démontrent le fait que peu de Belges consultent ces médias russes. Dès lors, en comparant le nombre de vues d'autres médias sur internet à celui obtenu par Sputnik ou RT France, une certaine popularité de ces derniers peut s'observer. Cela peut

s'expliquer par un rapprochement idéologique plus prononcé de la société française avec les valeurs traditionnelles chères au Kremlin. En témoigne le succès populaire de la « manif pour tous » protestant contre le mariage homosexuel et la loi Taubira. Dès lors, on pourrait théoriser cela en affirmant que le gain d'influence de la Russie en se positionnant comme chef de file du mouvement conservateur, au sens moral du terme, est limité aux peuples disposant d'une base préexistante proche idéologiquement mais qu'il est plus difficile de convaincre d'autres populations qui en seraient dépourvues.

1.3.3. La puissance russe via la Noopolitik

1.3.3.1. *Définition de la Noopolitik et son application au concept de puissance*

Pour comprendre la puissance de la Russie en termes de Noopolitik, concept théorisé par Arquilla et Ronfeldt, il est essentiel de définir certains concepts-clés. En effet, historiquement, la puissance était comprise comme l'accumulation des capacités politiques, militaires et économiques. Au cours du temps, le concept de puissance s'est élargi et l'information a pu acquérir une importance accrue. En effet, l'information, sa propagation et l'adhésion qu'elle suscite peuvent être mises en parallèle avec la puissance idéationnelle, précédemment abordée. Dès lors, la Noopolitik, basée sur l'éthique et l'idée, contrairement à la Realpolitik, peut se définir selon deux pôles. Le premier est technologique. Il correspond au concept de cyberspace. Le deuxième est plus abstrait et comprend les idées, leur propagation et leur popularité. Néanmoins, même si ces deux pôles sont distincts, il est nécessaire de voir la Noopolitik comme un tout s'articulant autour d'une stratégie globale d'information.

Pour saisir l'opportunité d'analyser la puissance sous l'angle de la Noopolitik, comprendre pourquoi l'information est devenue essentielle est crucial. Selon Arquilla et Ronfeldt⁷², le développement technologique a entraîné une hyperconnectivité qui a rendu l'accès à l'information et à la communication extrêmement simple. Cela a donc permis d'augmenter le

⁷² Arquilla J, Ronfeldt D., "The emergence of Noopolitik: Toward an American information strategy", RAND Corporation, Santa Monica, CA, 1999. P.7.

nombre de personnes qui pourraient être touchées par une stratégie de l'information et ce, à travers le monde. De plus, avec l'émergence du soft power et de la puissance immatérielle, convaincre et faire intégrer au monde son mode de vie, sa culture et ses valeurs, sont devenus cruciaux pour les Etats ayant une volonté de puissance. Ce rôle crucial de l'information a poussé les Etats à adopter une stratégie qui peut s'analyser à trois niveaux : le cyberspace, l'infosphère, et la noosphère.

Le cyberspace se résume à ce qu'on appelle communément le Net c'est-à-dire le réseau d'ordinateurs connectés via Internet. Les Etats ont tous une politique de cyberdéfense voire même des velléités plus offensives qui comprennent, par exemple, certains hackings et une diffusion massive de son opinion sur les réseaux sociaux.

Ensuite, l'infosphère est plus large que le cyberspace puisqu'elle comprend, en plus du Net, les vecteurs de diffusions d'informations comme les librairies, la presse papier et cetera.

Enfin, la Noosphère, qui étymologiquement vient du Grec « Noos » signifiant « esprit » et de « sphère » qui spécifie l'aspect global du terme, est un concept plus abstrait et spirituel. La Noosphère permet de comprendre le fait qu'il existe une culture civique globale dominée par un certain modèle propagé grâce à la stratégie de l'information d'un Etat.

Pour mieux comprendre les trois niveaux de toute stratégie d'information, le tableau ci-dessous donne des exemples concrets de principes idéationnels, de modèles organisationnels, des canaux technologiques considérés aux trois niveaux d'analyses.

Information Realms Across Three Levels			
	Cyberspace	Infosphere	Noosphere
Ideational tenets	Interconnectivity and democracy	Prosperity and interdependence	Sharing ideas
Organizational exemplars	Internet Society, EFF, CPSR	CNN, Disney, Time-Warner	Peace NGOs, universities, the UN
Technological conduits	Internet, the Web	Radio, TV, cable	Educational and training systems

Figure 10: domaines d'information aux trois niveaux d'analyse⁷³

⁷³ Arquilla J, Ronfeldt D., "The emergence of Noopolitik: Toward an American information strategy", Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1999, p.17.

1.3.3.2. *La Russie et le cyberspace*

Le cyberspace, né d'un programme militaire américain, est par essence conflictuel à cause de cette ascendance. Elle se caractérise par un technicisme focalisé sur le thème de la sécurisation des réseaux, un libéralisme qui tend à s'universaliser et un agrégationnisme fédérateur autour de certaines valeurs⁷⁴. A contrario, la stratégie russe s'efforce de se focaliser sur une neutralité de la technologie en réponse à la volonté américaine d'utiliser ce moyen comme vecteur de propagation idéologique. La stratégie russe concernant le cyberspace, global par nature, est néanmoins basée sur la protection de sa souveraineté. Plus récemment, à cause de l'accroissement des tensions entre la Russie et l'Occident, le Kremlin a fait évoluer sa doctrine en matière de cyberstratégie. Désormais, internet est considéré aussi bien comme une menace que comme une opportunité. Cela se concrétise par un volet défensif et un volet offensif et oscille donc entre sécurisation des réseaux, protection des données et campagnes de hackings en utilisant des réseaux de hackers indépendants parfois assimilés à des criminels⁷⁵. D'un autre côté, les Russes ne considèrent pas le cyberspace comme un secteur important en tant que tel mais plus comme un sous-domaine de la guerre pour l'information.

1.3.3.3. *La Russie et l'infosphère*

La Russie entend mener une guerre de l'information face à la toute puissance américaine. L'information est cruciale pour exporter ses valeurs, sa culture et son mode de vie et donc augmenter sa puissance. Dans cette optique, au niveau de l'infosphère, la Russie ambitionne de diffuser sa voix et d'atteindre non seulement les hommes politiques mais aussi les citoyens du monde entier. Le principe sous-jacent à cette volonté russe est l'inexistence de l'objectivité journalistique. En effet, le fait de relater le déroulement d'un événement ne serait jamais dénué d'une interprétation, d'une analyse ou d'une once de subjectivité. En voulant propager l'interprétation russe à travers le monde, Moscou désire casser l'univocité de la diffusion de l'information dominée par le monde anglo-saxon.

⁷⁴ Harrel Y., « La Cyberstratégie russe : quelles spécificités ? », IRIS, 2013, [En Ligne], <http://www.iris-france.org/43433-la-cyberstrategie-russe-queelles-specificites/>, consulté le 15/03/18

⁷⁵ Idem

Pour ce faire, le canal privilégié par le Kremlin est la chaîne de télévision - également disponible sur Youtube -, RT. Cette chaîne est disponible en version arabe depuis 2007, en espagnol depuis 2009, aux Etats-Unis depuis 2010, au Royaume-Uni depuis 2012 et enfin en France depuis 2017. Elle est visionnée par quelques septante millions de personnes par semaine⁷⁶, soit moins que la BBC mais plus que leurs équivalentes française et allemande. RT est la cinquième chaîne internationale la plus visionnée aux Etats-Unis et en Europe et compte également environ 4,5 millions d'abonnés sur Youtube, ce qui en fait la chaîne d'information la plus populaire sur ce média.

Dans l'optique de casser l'univocité de l'information et de lutter contre une sorte de diffusion de la vision occidentale du monde cachée sous une apparente déontologie journalistique, RT entend user des mêmes pratiques que ses homologues de l'Ouest. Cela peut se comprendre si l'on considère qu'une guerre cognitive⁷⁷ pour le contrôle des esprits se déroule actuellement. Ce concept nous explique que les Etats luttent avec des méthodes de marketing pour augmenter leur capacité d'influence. La notion de propagande grise est centrale pour comprendre ce qui se joue dans l'infosphère. En effet, la stratégie d'information de la Russie est basée sur le fait que les flux d'informations sont utilisés par le monde anglo-saxon afin d'influencer le plus grand nombre de personnes. Cela se fait en mêlant de vraies informations à une interprétation partisane. C'est la définition stricto sensu de la propagande grise. Dès lors, le Kremlin est entré dans cette lutte avec RT comme arme principale. Cela suscite néanmoins de vives réactions et les accusations qualifiant RT de médium propagandiste pleuvent. Malgré ce fait limitant la marge de manœuvre de la Russie, les audiences de RT augmentent de manière continue et semblent atteindre leurs cibles privilégiées.

⁷⁶ Audinet M., « RT, pièce maîtresse de la stratégie d'influence russe : la voix de Moscou trouble le concert de l'information internationale », le monde diplomatique, avril 2017, [En Ligne], <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/04/AUDINET/57379>, consulté le 16/03/2018.

⁷⁷ Harbulot C., Moinet N., Lucas D., « La guerre cognitive : à la recherche de la suprématie stratégique », VIème forum intelligence économique de l'Association aéronautique et astronautique française, Menton, 2002, [En Ligne], <https://www.infoguerre.fr/fichiers/3AF25092002.pdf>, consulté le 16/03/18

1.3.3.4. *La Russie et la Noosphère*

Les capacités d'influence de la Russie dans la Noosphère, c'est-à-dire à un niveau universel, sont assez limitées puisqu'elles dépendent de la réussite de la stratégie d'information russe dans le cyberspace et l'infosphère. En effet, l'Occident domine encore ces deux niveaux et les valeurs universelles sont encore fortement connotées. La figure neuf explique que les lieux de propagations d'idées partagées sont, par exemple, les universités, certaines ONG à vocation internationale ou encore les Nations Unies. La Russie est encore dans une posture défensive visant à se protéger de l'influence étrangère sur son propre territoire et à briser l'hégémonie de l'Occident au sein des Nations Unies en utilisant son siège permanent au sein du Conseil de Sécurité. Le nombre de vetos déposés au sein de ce Conseil et la loi de juillet 2012 qualifiant d'agents étrangers les ONG qui s'occupent d'affaires politiques et financées par l'étranger (Etat ou riches mécènes non nationaux), sont des exemples de mesures défensives.

Pour mettre en œuvre une stratégie au niveau le plus large de la Noopolitik, le Kremlin mise d'abord sur les retombées positives des actions menées dans les deux autres niveaux. Néanmoins, le conservatisme moral, analysé dans la partie sur la puissance idéationnelle, dispose de certains atouts pour la Fédération de Russie. En effet, le patriarcat, le mépris pour les revendications du mouvement LGBT ou la considération de l'homosexualité comme une anormalité sont majoritaires au niveau mondial si l'on considère le nombre de personnes, le monde occidental mis à part. Il existe donc une fenêtre d'opportunité pour la Russie de propager cette idéologie, opposée à celle de l'hégémon américain mais néanmoins majoritaire. Pour ce faire, il s'agit donc de mener la lutte d'influence face à l'Ouest et donc d'aboutir à un accroissement de puissance correspondant aux desseins du Kremlin.

1.3.4. Prestige et réputation

1.3.4.1. *Entre leadership et influence*

Pour saisir l'importance du prestige et de la réputation pour un Etat, une analogie entre l'Etat et l'être humain, faite fréquemment par Hobbes dans son ouvrage « Léviathan », sera opérée. Un leader, que ce soit un Homme ou un Etat, voit son leadership s'accroître s'il peut jouir d'une excellente réputation. L'exemple du leader militaire d'un peloton d'infanterie qui doit mener ses hommes sous le feu de l'ennemi est particulièrement évocateur de l'importance de la réputation. En effet, si le leader a une réputation défailante concernant ses capacités à conduire la bataille, ses subordonnés hésiteront à le suivre les yeux fermés. Son leadership est donc influencé négativement par sa mauvaise réputation. Pour revenir au niveau étatique, on peut affirmer qu'il en va de même pour un Etat. Le rôle de la réputation et du prestige est donc essentiel pour influencer à dessein et exercer un certain leadership sur la scène internationale.

Dans cette optique, on se concentrera sur deux facettes de la politique russe visant à parfaire sa réputation.

1.3.4.2. *Une puissance sportive*

Le sport est une composante importante de la politique étrangère russe. En effet, on peut trouver sur le site du ministère des affaires étrangères russe : « *Œuvrer pour créer une image positive de la Russie correspondante au prestige de sa culture, son éducation, **ses performances sportives** et scientifiques et au niveau de développement de sa société civile et à sa participation aux programmes d'aide aux pays en voie de développement ; créer les instruments pour influencer son image dans le monde ; améliorer le système d'application de la puissance douce*⁷⁸ ». Pour aller dans ce sens, le terme de Sportivnaya derzhova (puissance sportive) est couramment utilisé en Russie.

⁷⁸ Site du ministère des Affaires étrangères russe, [En Ligne], http://www.mid.ru/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptlCk6BZ29/content/id/122186, cité par Aubin L., « quel sport power pour la Russie ? », Herodote, Géopolitique de la Russie, N°166-167, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2017, p 193.

Cette politique sportive s'articule autour de deux grands objectifs. Le premier est de démontrer la force du peuple russe en gagnant le plus de compétitions sportives possibles. Cette volonté provient des humiliations subies lors de la chute de l'URSS qui provoqua la fuite de nombreux entraîneurs et athlètes très compétents. Une chute des performances sportives de la Russie en fut la résultante immédiate. Pour redorer le blason du sport russe, de gros efforts du monde politique russe, aidé par certains oligarques, ont été entrepris. Le second objectif est d'accueillir de grands événements sportifs comme les Jeux Olympiques d'Hiver 2014 ou la coupe du monde de Football en 2018. Ceux-ci offrent une vitrine à la Russie qui peut étendre son modèle, améliorer son image et attirer des touristes.

Néanmoins, cette politique du sport est confrontée à certaines limites. Les premières se concentrent sur les résultats des sportifs russes qui sont régulièrement mis en doute. En effet, le rapport McLaren, du nom du juriste canadien Richard McLaren, a exposé des suspicions de dopage organisé au niveau étatique, remettant en doute les performances des athlètes russes, notamment lors des JO de Sotchi en 2014. Néanmoins, le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) a remis en question les conclusions de ce rapport en annulant les sanctions de 28 athlètes russes. Cela fait penser à une lutte d'influence et une volonté occidentale de limiter les retombées positives pour le Kremlin. La seconde limite de cette volonté de se forger une bonne réputation à travers le sport s'applique au fait d'organiser certains grands événements. Même si ceux-ci ont un impact très positif sur la population locale, ils sont aussi l'occasion pour les Occidentaux, à travers leurs médias, de critiquer la Russie et le régime politique en place. Les avantages en termes de réputation et de prestige seront donc assez limités.

1.3.4.3. *L'efficacité militaire au centre des préoccupations du Kremlin*

L'efficacité militaire est une facette de la volonté russe de se construire une bonne réputation. La démonstration d'une efficacité militaire sans faille a pour objectif d'encourager les autres Etats à importer des armes russes, de convaincre certains potentiels alliés de conclure une alliance militaire avec la Fédération de Russie et de dissuader toute agression contre la Russie ou toute atteinte à son intérêt national.

Au niveau des exportations, en faisant la démonstration de l'efficacité de ses avions, notamment des nouveaux SU-57, les Russes ont l'idée sous-jacente d'augmenter leurs exportations. En effet, même si la Russie reste le deuxième exportateur d'armes dans le monde avec 22% du volume des ventes entre 2013 et 2017, elle accuse une baisse de 7% par rapport à la période 2008 à 2012⁷⁹. Cette volonté d'exporter des armes peut s'expliquer par l'appât du gain économique mais aussi par l'influence exercée sur les Etats-acheteurs qui devront nécessairement s'approvisionner en pièces détachées et s'accommoder du bon vouloir de la Russie concernant les réparations importantes de systèmes d'armes comme les chars ou les avions de chasse.

Au niveau des alliances militaires, l'efficacité d'une armée est un facteur essentiel qui incite d'autres Etats à conclure ce genre de Traité. Dans une optique d'accroissement de puissance, la Russie entend convaincre d'autres Etats de la rejoindre en échangeant protection et sécurité contre l'entrée dans la sphère d'influence de la Russie. Dans une même logique, cette efficacité militaire peut exercer une certaine dissuasion. En effet, la probabilité d'une attaque touchant la souveraineté russe ou d'une atteinte à son intérêt national semble être inversement proportionnel à l'efficacité militaire de l'armée russe.

⁷⁹ Mommaerts C., « Les Etats-Unis pas près d'être détrônés sur le marché des armes », l'Echo, 13/03/18, [En Ligne], <https://www.lecho.be/economie-politique/international/usa/les-etats-unis-pas-pres-d-etre-detrones-sur-le-marche-des-armes/9991512.html>, consulté le 16/03/18

2. La Russie sur la scène internationale

Pour agir en tant que grande puissance, la Russie se doit d'être active et faire entendre sa voix sur le de nombreux dossiers internationaux pouvant être liés à son intérêt national. Cette partie sera consacrée à l'analyse du comportement russe sur les principaux enjeux répartis par zone géographique. Dans un premier temps, la relation de la Russie avec son étranger proche, concept russe datant de la chute de l'URSS comprenant les Etats frontaliers situés sur le flanc ouest du territoire russe, sera analysée. Notre attention sera portée sur le conflit ukrainien, l'Asie centrale et la nouvelle politique russe dans la zone arctique. Ensuite, c'est la politique russe au Moyen-Orient qui sera analysée. Durant cette partie, l'accent sera mis sur le dossier syrien, la politique russe des alliances en se focalisant sur la pertinence d'un axe chiite dominé par Moscou et la relation turco-russe. Une autre aire géographique cruciale pour le Kremlin semble être l'Extrême-Orient et les relations entretenues avec certaines puissances émergentes comme la Chine et l'Inde. Grâce à cette analyse, il sera possible de comprendre la place qu'occupe la Russie actuelle sur la scène internationale.

2.1. Concepts géopolitiques

2.1.1. Triptyque géographique

Pour comprendre la politique russe sur le plan international, il est primordial de connaître les orientations géopolitiques du pays. La politique étrangère d'un Etat dépend, entre autres, d'un triptyque géographique composé de la dimension du territoire, sa position sur le globe et sa configuration. Il est, dès lors, primordial d'effectuer un travail d'analyse de la géographie russe selon ce triptyque pour comprendre les grandes orientations de politique internationale du Kremlin.

La première dimension de la géographie d'un pays est sa dimension. Avec dix-sept millions de kilomètres carrés, le territoire russe est immense et le plus grand du monde. Cette immensité lui confère un statut de géant territorial et certains atouts liés à sa configuration.



Figure 11: Relief de la Russie⁸⁰

La configuration du territoire russe est telle qu'elle lui confère une pléthore de ressources naturelles. D'un autre côté, au niveau du relief montagneux, un atout défensif naturel, on constate que le territoire russe est partagé en deux par l'Oural, une chaîne de montagnes. Néanmoins, elle se situe à l'intérieur du territoire et ne constitue pas, de facto, une protection efficace face à une éventuelle invasion. Le Caucase pourrait aussi assurer une certaine protection à la Russie ce qui va influencer la politique russe dans la région. Le flanc Est est également dépourvu de reliefs favorables à une défense militaire. L'étendue territoriale est également un atout puisqu'elle confère une profondeur stratégique qui s'est avérée être essentielle historiquement. Le climat est à la fois un atout et un fardeau pour la Fédération de Russie. En effet, l'hiver glacial empêche toute action militaire offensive sur son territoire mais rend extrêmement rude la vie dans certaines régions. C'est un facteur de sous-développement économique et un problème récurrent auquel le Kremlin se voit confronté.

La position de ce territoire sur le globe est essentielle et va déterminer la géopolitique de l'Etat. La Russie est clairement enclavée et n'a aucun accès direct aux mers chaudes. Cela va lui procurer un statut de puissance continentale.

⁸⁰ Auteur inconnu, « Géographie : documents et cartes pour l'étude de la géographie russe et des espaces postsoviétiques », [En Ligne], <https://www.lesjeunesrussisants.fr/geographie.html>, consulté le 21/03/18

2.1.2. Puissance continentale

La confrontation entre puissances terrestres et puissances maritimes a été étudiée par certains précurseurs et constitue la base de la géopolitique. Ainsi, l'école géopolitique allemande préconise aux puissances terrestres, d'éviter la politique de l'anaconda, assimilable à un certain « containment », menée par les puissances maritimes.

Mais c'est l'école anglo-saxonne qui a le mieux théorisé cette conflictualité géopolitique. Plusieurs éléments pertinents pour l'analyse du comportement de la Russie sont à retirer des travaux de certains géopoliticiens anglo-saxons. En effet, Mackinder est le premier à avoir identifié le continent eurasiatique comme le « Heartland », une région pivot au cœur de l'île-monde. En ambitionnant de contrôler l'Eurasie, une opposition cruciale s'établit entre puissances maritimes (Etats-Unis, Empire britannique) et puissances terrestres (Russie, Allemagne). Cette lutte se traduit par un encerclement ou un enclavement des puissances terrestres en contrôlant une zone tampon présente entre la puissance terrestre dominant l'Eurasie et le littoral donnant accès aux mers. C'est avec Spykman que s'est développé la conceptualisation et la conscience de l'importance de cette zone tampon appelée « Rimland ».

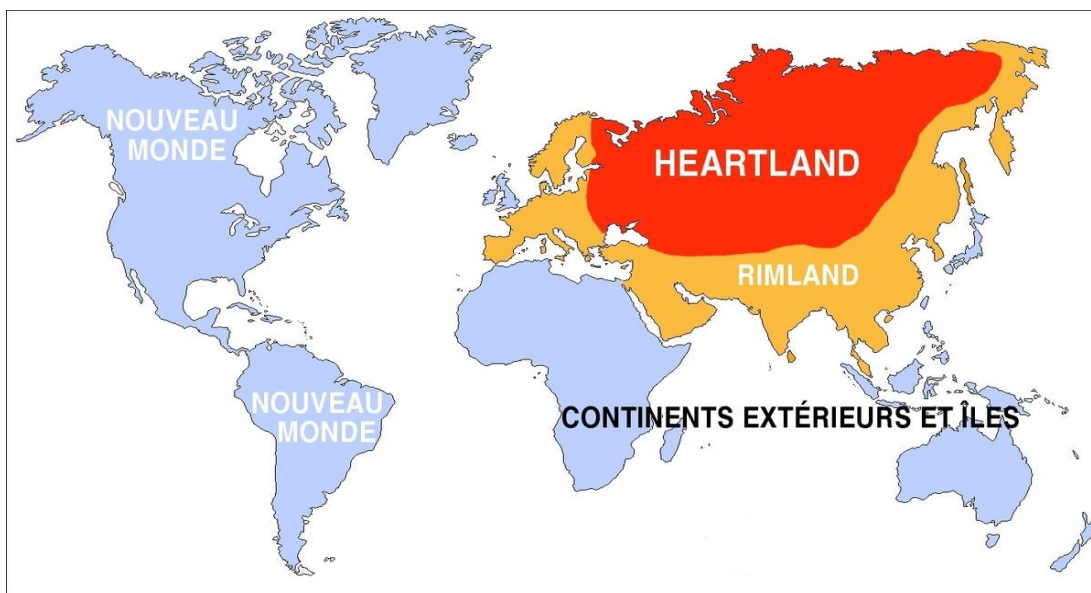


Figure 12: Heartland et Rimland⁸¹

⁸¹ Auteur inconnu, « rappel sur le Grand jeu », Observatus Geopoliticus ,14/10/15, [En Ligne], <http://www.chroniquesdugrandjeu.com/2015/10/petit-rappel-sur-le-grand-jeu.html>

2.1.3. Ecole géopolitique russe

La politique étrangère de la Russie se réfère assez régulièrement à l'école géopolitique russe menée par Alexandre Douguine. Le projet global de cette école est basé sur une volonté d'atteindre une multipolarité du système international et la refondation de grands espaces comme l'Eurasie. L'Eurasisme douguinien dépasse la simple géographie et se veut être un mode de vie marqué par un conservatisme moral fondé sur les dogmes orthodoxes dominé par la culture et l'influence russes⁸². De plus, la peur de l'enclavement est omniprésente en Russie et une lutte contre la politique de l'anaconda se retrouve dans la nouvelle doctrine de défense russe. Plus concrètement, la Russie va à la fois agir afin de s'assurer un accès aux mers chaudes, limiter l'influence américaine sur le monde afin de rendre le système international multipolaire, se positionner en tant que leader dans différentes alliances dans des zones géographiques cruciales et utiliser ses ressources comme un moyen de pression et de gain d'influence.

⁸² Douguine A., « Osnovi Geopolitiki », 1997, p.14.

2.2. Etranger proche

2.2.1. Contexte historique

Le sentiment d'enclavement s'est accru avec le mensonge formulé par les dirigeants américains, allemands, britanniques et français à Gorbatchev concernant un éventuel élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe de l'Est et du Centre. En effet, lors du processus de discussion concernant l'unification allemande, une promesse a été formulée, certes de manière informelle, proclamant l'impossibilité d'un élargissement de l'OTAN comme le prouvent les archives déclassifiées déposées à l'Université George Washington le 12 décembre 2017⁸³. Cette promesse a été brisée en 1999 avec l'adhésion à l'alliance atlantique de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque. En 2004, ce sont les Etats baltes, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie qui devinrent membres de l'OTAN. Malgré cette rupture de confiance entre les deux parties, les attentats du 11 septembre 2001 ont engendré un certain rapprochement à l'aune d'une lutte commune face au terrorisme. Cela s'est concrétisé par la création d'un nouveau conseil OTAN/Russie. Pourtant, en 2002, la question de l'élargissement refit surface et aboutit en 2004 à une nouvelle augmentation du nombre de membres de l'alliance atlantique. Le divorce fut alors consommé.

Une autre angoisse russe provient de la peur de se voir confrontée à une révolution colorée. En effet, un certain vent révolutionnaire s'est propagé dans l'environnement immédiat de la Fédération de Russie. Le mouvement des révolutions de couleur lancé en 2003 par la révolution des Roses en Géorgie s'est ensuite propagé et a frappé l'Ukraine avec la révolution orange en 2004, le Kirghizistan avec la révolution des tulipes en 2005 et la Biélorussie avec la révolution en jean la même année. Selon la Russie, ces révolutions sont instrumentalisées par l'Occident en vue d'affaiblir la Russie et de mettre en place des gouvernements antirusse dans son étranger proche. En témoigne la loi qualifiant d'agents étrangers les ONG financées par d'autres Etats.

⁸³ National Security Archive, "NATO expansion : What Gorbatchev heard", 12/12/2017, [En Ligne], <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/russia-programs/2017-12-12/nato-expansion-what-gorbatchev-heard-western-leaders-early>, consulté le 22/03/18

2.2.2. Ukraine

2.2.2.1. *Enjeux et politique russe en Ukraine*

L'étymologie du mot « Україн (Ukraine) » qui signifie faubourg en Russe évoque historiquement, le lien entre les deux pays comme en témoigne le fait que Kiev fut naguère la capitale de l'ancienne Russie au IX^{ème} siècle. L'Ukraine est peuplée d'une importante population russophone comme le démontre la carte ci-dessous.



Figure 13:

carte ethnolinguistique de l'Ukraine⁸⁴

De plus, l'Ukraine est à la fois un Etat-client pour la Russie, qui y exportait son gaz, et un pays de transit vers l'Europe. Géopolitiquement, l'Ukraine est également un pays crucial pour la Russie. D'abord, elle constitue une zone tampon primordiale pour contrer la politique de l'anaconda. Ensuite, l'Ukraine accordait un bail à la Russie pour l'utilisation de la base navale de Sébastopol en Crimée. En contrepartie, la Russie accordait une réduction sur le prix du gaz. Cette base navale, donnant accès à une mer chaude, la Mer Noire, est un enjeu stratégique majeur pour Moscou qui ambitionne de limiter son enclavement en accédant aux mers libres de glace toute l'année. Lorsque la révolution de Maidan éclata et que le Président Ianoukovitch fut

⁸⁴ Fisher M., "This is the one map you need to understand Ukraine's crisis", Washington post, janvier 2014, [En Ligne], https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2014/01/24/this-is-the-one-map-you-need-to-understand-ukraines-crisis/?utm_term=.224e65f6b497, consulté le 23/03/18.

poussé à l'exil, Vladimir Poutine pris conscience qu'un point de non-retour fut atteint. En effet, une nouvelle révolution colorée éclata et les intérêts russes furent menacés. C'est dans l'optique de préserver ce qui pouvait l'être que la Russie prit certaines mesures. D'abord, une forte perception de la révolution en Ukraine comme la résultante d'actions d'agents étrangers est omniprésente en Russie. Ainsi, Nikolaï Starikov, co-président du mouvement anti-Maidan, a notamment déclaré : « *Nous avons décidé de nous réunir dans le mouvement anti-Maidan, pour d'emblée déclarer à ceux qui cherchent à bousculer la situation en Russie, que nous ne permettrons pas un développement selon le scénario ukrainien. Ne cherchez même pas de tenter de la faire !* »⁸⁵. C'est avec une conception des relations internationales proche du jeu à somme nulle, comme l'affirme un expert de l'OTAN interviewé sur la question⁸⁶, que la Russie va agir en réaction à la nouvelle révolution ukrainienne.

La Russie va donc soutenir les séparatistes russophones dans les régions du Donbass et de Lougansk en envoyant certaines forces spéciales comme les unités Spetsnaz plus connues sous le surnom de « petits hommes verts », en référence à leurs uniformes. Cela se fait sans être clairement revendiqué par Moscou. D'un autre côté, Vladimir Poutine essaye d'entériner certaines avancées dans le dossier ukrainien à travers le processus de Minsk. En effet, les accords les plus récents dits de Minsk II, engageant la Russie, l'Ukraine, la France et l'Allemagne, ont permis certaines avancées importantes d'un point de vue russe. Les points 11 et 12 de l'accord de Minsk II prescrivent que : « *11. Constitutional reform in Ukraine with decentralisation as a key element; a new constitution by the end of 2015. 12. Local elections in Donetsk and Luhansk regions to be held according to OSCE standards* »⁸⁷. Ces deux points avantagent particulièrement la Russie puisqu'ils ouvrent la porte à un démantèlement de l'Ukraine en différentes zones dont l'une, russophone, serait une forme de « petite Russie » selon les termes des séparatistes pro-russes. Néanmoins, les accords de Minsk ne sont pas appliqués et « *restent lettre morte, d'abord du fait de l'incapacité de Kiev à les mettre en*

⁸⁵ Ogirenko V., « Ukraine : un an de l'EuroMaidan : commémorations, discours, et émotions », RFI, 20/02/15, [En Ligne], <http://www.rfi.fr/europe/20150220-ukraine-an-revolution-euromaidan-commemoration-discours-emoctions-porochenko-crimee-russie>, consulté le 23/03/18

⁸⁶ Expert civil à l'OTAN, « interview accordée à Godfroid Julien », novembre 2017, (voir annexes)

⁸⁷ European Parliament Briefing, "Ukraine and the Minsk II agreement on a frozen path to peace?", janvier 2016, [En Ligne], [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/573951/EPRS_BRI\(2016\)573951_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/573951/EPRS_BRI(2016)573951_EN.pdf), consulté le 23/03/18.

*œuvre*⁸⁸ ». En alliant actions militaires et négociations diplomatiques, la Russie semble avoir atteint son objectif de sauvegarde des intérêts des citoyens ukrainiens russophones mais à quel prix ?

2.2.2.2. *Annexion de la Crimée*

L'annexion de la Crimée le 18 mars 2014 est un gain réel pour Moscou. Elle s'inscrit dans la même logique de jeu à somme nulle où le gain pour un Etat résulte de la perte pour un autre. Pour arriver à cette situation où la Crimée est à nouveau russe, après la cession de ce territoire à l'Ukraine en 1953 par Khrouchtchev, Moscou a fait montre d'une grande habileté diplomatique. Le maître du Kremlin a utilisé la large majorité de russophones de Crimée, le lien historique qui lie cette région à la « mère patrie » et une certaine expérience retirée de l'indépendance du Kosovo pour arriver à cette situation. En effet, grâce à un referendum organisé en Crimée, la Russie a pu arguer de faire respecter le principe de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou droit à l'autodétermination » présent dans la Charte des Nations Unies. Ce principe est certes en contradiction avec « l'intégrité territoriale », autre concept présent dans la même Charte, mais il réside une ambiguïté utilisée par Moscou dans ses discours justifiant le rattachement de la Crimée à la Russie. L'expérience du Kosovo, où l'Occident sut obtenir une indépendance de cette région alors serbe sans que la Russie ne puisse réagir, a permis à Vladimir Poutine d'utiliser le contexte d'instabilité en Ukraine pour se réappropriier la Crimée, territoire important pour son aspect historique, symbolique et surtout géopolitique.

Elle s'assure un accès permanent à la Mer Noire via le port de Sébastopol qu'elle louait précédemment à l'Ukraine. Ensuite, elle augmente la population russe en déclin d'environ deux millions de personnes. A fortiori, ce fut une victoire pour le régime de Poutine. Comme le montre la courbe de popularité précédemment exploitée, cette annexion de la Crimée a engendré une augmentation de la cote de popularité du Président russe.

⁸⁸ Trenin D., « Russie/OTAN : maîtriser la confrontation », Politique étrangère, 2016/4 (Hiver), p.94.

2.2.2.3. *Le bilan actuel de la crise ukrainienne : un gain d'influence ?*

Il est intéressant de mettre en parallèle les bénéfices retirés et les éventuelles pertes subies par Moscou dans ce dossier. D'abord, les agissements de Moscou ont ravivé une certaine identité nationale ukrainienne forte dans la partie Ouest du pays. Cette identité nationale est surtout basée sur le rejet de la Russie, voire même sur une certaine animosité. Avant la révolution Maidan, ce rejet n'est pas autant marqué. La gestion de la crise ukrainienne par le Kremlin a définitivement éloigné la partie Ouest de l'Ukraine de la Russie. Parallèlement, la partie Est, dont le Donbass, est détruite par les affrontements entre les séparatistes pro-russes et l'armée ukrainienne. Si cette partie du pays devenait russe, elle coûterait cher à la Russie, en termes de reconstruction et de coûts des pensions⁸⁹, tout en voyant l'Ukraine kiévienne se rapprocher de l'OTAN et cela accentuerait l'enclavement qui fait tant peur aux Russes. Le calcul coûts-bénéfices, à long terme, semble défavorable au Kremlin.

Ensuite, la lutte d'influence entre puissances étatiques peut souvent s'analyser à l'aune de la dualité de François Thual : « contrôler-contrer ⁹⁰ ». C'est en désirant contrer la prise de contrôle de l'Ukraine par l'Occident que Vladimir Poutine a mené sa politique. Celle-ci reflète bien les moyens d'actions privilégiés par Moscou : actions militaires agressives à peine dissimulées, annexion audacieuse justifiée par certains aspects du droit international et utilisation des faiblesses idéationnelles de l'adversaire. Ce dernier point est révélateur de l'importance de la dimension du combat idéologique. Néanmoins, la voix russe semble avoir du mal à se propager dans des régions dépourvues de russophones. Les plateformes médiatiques russes, qualifiées de médias de propagande par bon nombre de gouvernements européens, ne semblent atteindre qu'une partie de la population occidentale déjà acquise à la cause du conservatisme moral sans pour autant provoquer de changements de régimes en Europe de l'Ouest. Vladimir Poutine a donc réussi à contrer la prise de contrôle du territoire ukrainien en Crimée et dans la partie ukrainienne à majorité russe sans pour autant parvenir à se l'approprier sans heurts ni fracas. Dans l'autre partie du pays, cette politique a provoqué la création ou la fanatisation d'un opposant farouche à la Russie et une perte d'influence certaine sur ce territoire. Le bilan semble plutôt négatif côté russe mais la perspective de voir l'Ukraine intégrer l'OTAN et l'Union

⁸⁹ Jacqmin M., op cit., (voir annexes)

⁹⁰ Thual F., « Contrôler et contrer : stratégies géopolitiques », politique étrangère, 2001, 66-2, p.470.

européenne à l'issue de la révolution de Maidan aurait engendré des pertes géopolitiques encore plus considérables et inacceptables pour Moscou. Dès lors, le Kremlin arguera toujours d'avoir limité les dégâts, préservé les intérêts vitaux de la Russie, rapatrié la Crimée et soutenu les populations russes d'Ukraine.

La cause de ce bilan mitigé pourrait résider dans l'absence de vision à long terme de la part du pouvoir en place en Russie mais la crise ukrainienne n'est pas close et seul l'avenir apportera une réponse à cette hypothèse.

2.2.3. L'Asie centrale

L'Asie centrale, composée en grande partie d'anciennes républiques soviétiques, est une zone importante pour la Russie dans sa quête de puissance. L'eurasisme semble constituer la stratégie géopolitique privilégiée du Kremlin. Celle-ci prescrit d'unir le continent eurasiatique sous la domination d'une puissance terrestre. De plus, le parallèle entre cette région et le Rimland de Spykman est frappant. Le contrôle de ce Rimland est un enjeu géopolitique majeur. Dès lors, c'est dans ce cadre que la Russie mène une politique d'accroissement de puissance en tissant des alliances avec les Etats d'Asie centrale. D'un autre côté, certains liens historiques, linguistiques et culturels existent entre les populations des Etats de ces régions datant de l'époque soviétique, ce qui facilite la tâche de Moscou dans la mise en œuvre de sa stratégie.

La politique russe dans cette région est passée d'un impérialisme soviétique à une volonté de tisser des alliances durables. Elle s'articule autour de trois grandes thématiques. D'abord, la coopération économique et commerciale constitue la base du projet russe d'intégration régionale. Ainsi, l'Union économique eurasiatique (UEEA) reprend, depuis 2015, la Russie, le Kirghizistan, le Kazakhstan, la Biélorussie et l'Arménie. Le but de cette organisation est exclusivement économique puisqu'elle promeut l'ouverture des marchés, des politiques douanières et commerciales communes, et la libre circulation des capitaux, des marchandises et des personnes sur le modèle de l'Union européenne. Elle permet à la Russie d'augmenter son commerce extérieur en y exportant des produits finis et de faciliter les investissements russes dans la région. En se focalisant sur la puissance, cette union permet une amélioration de l'économie russe et un gain d'influence via des échanges économiques engendrant une certaine dépendance vis-à-vis de la Russie. Elle est également importante puisqu'elle permet à certains citoyens de ces Etats d'émigrer vers la Fédération. Dans une conjoncture démographique

difficile, cela n'est pas négligeable pour le Kremlin. Le volet énergétique est également important pour Moscou. En effet, en tant que pays exportateur d'hydrocarbures, la Russie compte plusieurs intérêts de ce point de vue dans la région. Dans un contexte politique tendu avec l'Occident et en considérant que la Russie reste le principal fournisseur d'énergie de l'Europe, Moscou ambitionne de diversifier les pays de transit pour son gaz et son pétrole. En effet, avant la réalisation du projet North Stream, les pipelines, via lesquels l'énergie russe transitait vers l'Europe, passaient exclusivement par l'Ukraine et la Biélorussie. Cela donnait une position de force à ces Etats et leur octroyait un certain moyen de pression. Pour éviter cela, la Russie entend faire transiter ses hydrocarbures par cette région. Même si le projet South Stream fut un échec, les gazoducs de type Central Asia Center (CAC), contrôlés par Gazprom, relient le Turkménistan à la Russie en passant par le Kazakhstan et l'Ouzbékistan et permettent à la Russie de disposer d'un quasi-monopole sur le gaz de la région⁹¹.

A travers l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), Moscou a noué des alliances militaires avec l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Celle-ci œuvre dans le respect de la souveraineté de chaque Etat membre et a pour objectif de garantir la stabilité dans la région et surtout, d'un point de vue russe, de disposer de bases militaires en Arménie, en Biélorussie, au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan. En se déployant hors de ses frontières, la Russie augmente sa profondeur stratégique, ce qui s'avère vital pour un Etat se sentant enclavé. De plus, l'un des points d'attention sur lequel se focalise la nouvelle doctrine sécuritaire est la lutte contre le terrorisme lié à l'islam politique. En effet, la région du Caucase abrite une forte population musulmane et de nombreux combattants étrangers qui ont rejoint l'Etat islamique proviennent de Tchétchénie mais aussi d'Ouzbékistan, d'Azerbaïdjan et du Tadjikistan. L'OTSC permet, grâce à la présence militaire russe dissuasive, de garantir une certaine sécurité dans cette région sensible.

La Russie se voit néanmoins confrontée à certaines difficultés dans la conduite de sa politique régionale en Asie centrale. En effet, son influence est surtout basée sur de la coercition, l'utilisation du hard power plutôt que sur une proposition d'un modèle économique attrayant et un système politique novateur. La bonne entente entre la Russie et les Etats membres ne repose pas sur une adhésion populaire inconditionnelle mais plutôt sur la personnalité du chef de l'Etat

⁹¹ Aminjonov F., "Natural gas pipeline infrastructure in Central Asia", Eurasian Research Institute, 10/05/16-16/05/16, N°67, [En Ligne], http://eurasian-research.org/sites/default/files/Weekly_e-bulletin_10.05.2016-16.05.2016_No%2067.pdf, consulté le 28/03/18

considéré⁹². Les limites de l'influence russe dans la région sont dues à la méfiance permanente à son égard issue du passé soviétique de ces Etats, à l'absence de perspective de développement économique et l'attitude de la Russie envers les Etats signataires du traité. L'exemple le plus marquant du jeu trouble que joue le Kremlin dans cette région est le rôle de Moscou dans le conflit au Haut-Karabagh. Ce différend territorial oppose l'Arménie, membre de l'UEEA et de l'OTSC, à l'Azerbaïdjan. La Russie semble entretenir le conflit en fournissant des armes aux deux belligérants. Plus concrètement, l'Arménie possédait jusqu'en 2010 un avantage opérationnel considérable, annihilant le rapport de force militaire et économique favorable à l'Azerbaïdjan, grâce aux missiles SCUD (8 missiles et 24 lanceurs)⁹³ de fabrication russe qui pouvaient atteindre les installations pétrolières azéries, anéantissant ainsi l'économie de cet Etat. Cet état de fait n'est plus d'actualité depuis 2010 et la vente par Moscou de missiles de défense anti-aérienne S-300 PMU2 à l'Azerbaïdjan⁹⁴ qui peuvent aisément saturer les missiles arméniens. De facto, l'Azerbaïdjan lança une offensive en aout 2016 pour tenter de reprendre le contrôle de ce territoire sous emprise arménienne mais celle-ci ne fut pas couronnée de succès. Cette décision de vendre des armes à l'ennemi de son allié arménien peut se comprendre par une volonté d'accroissement de l'influence russe en Arménie. En montrant à Erevan que la guerre avec son voisin azéri pouvait reprendre à tout moment, Moscou s'assurait l'allégeance de l'Arménie qui ne pouvait se passer de la protection russe pour faire face aux assauts de l'Azerbaïdjan. Cette façon d'opérer est certes efficace sur le court terme mais démontre également que la Russie use de moyens de pression en forçant la main à son partenaire. Cette attitude n'est pas propice à une collaboration étroite sur le long terme et pourrait même remettre en cause le rôle de Moscou en Asie centrale.

⁹² Chaousovsky E., "Why Russia's military alliance is not the next Nato", Stratfor, 10/01/2017, [En Ligne], <https://worldview.stratfor.com/article/why-russias-military-alliance-not-next-nato>, consulté le 28/03/18

⁹³ Pasquier S., « Trafic : des armes russes pour l'Arménie », l'Express, 15/05/1997, [En Ligne], https://www.lexpress.fr/informations/trafic-des-armes-russes-pour-l-armenie_622328.html, consulté le 19/12/2017

⁹⁴ Auteur inconnu, « L'Azerbaïdjan maintient sous contrôle tout l'espace aérien de l'Arménie », APA Azeri Press Agency, 29/01/13, [En Ligne], <http://fr.apa.az/print/18929>, consulté le 19/12/17

2.2.4. Zone arctique

2.2.4.1. Intérêt de l'Arctique

Le réchauffement climatique a provoqué une certaine recrudescence de l'intérêt de la région arctique pour deux raisons principales. D'abord, la fonte des glaces a rendu possible le passage par la route maritime du Nord reliant le nord-est de l'Asie à l'Europe plus rapidement qu'à l'accoutumée. D'un autre côté, de nombreuses ressources comme des réserves d'hydrocarbures se retrouvent désormais exploitables dans cette région polaire. Néanmoins, plusieurs problèmes persistent. Les voies maritimes restent peu sûres à cause du climat polaire et la navigation sans escorte d'un brise-glace comporte beaucoup de risques. Ensuite, les ressources disponibles nécessitent certaines technologies pour être exploitées. Ces deux derniers points auront des répercussions sur la politique de la Russie dans cette région particulière.

2.2.4.2. Politique russe en Arctique : entre coopération et compétition

Puissance continentale, enclavée, cherchant l'accès aux mers libres de glace, la Russie voit se développer un accès à la mer avec une côte gigantesque sur son flanc nord. La politique russe dans l'Arctique est reprise dans une note datant de 2009 qui trace l'orientation stratégique de la Fédération de Russie dans la région jusqu'en 2020 et après. Elle décrit les intérêts nationaux de la Russie dans cette zone géographique comme: *“a) use of the Arctic zone of the Russian Federation as a strategic resource base of the Russian Federation providing the solution of problems of social and economic development of the country. b) maintenance of the Arctic as a zone of peace and cooperation; c) preservation of unique ecological systems of the Arctic; d) use of the Northern Sea Route as a national single transport communication of the Russian Federation in the Arctic (further – the Northern Sea Route)”*⁹⁵. Ces intérêts sont intéressants dans la mesure où ils dressent le tableau du comportement de la Russie dans cette région.

⁹⁵ Russian Federation's Policy for the Arctic to 2020, 30/03/2009, [En Ligne], <http://www.arctis-search.com/Russian+Federation+Policy+for+the+Arctic+to+2020>, consulté le 29/03/18.

La coopération entre la Russie et d'autres Etats circumpolaires s'expliquent par plusieurs raisons. Premièrement, les ressources présentes dans cette zone géographique se trouvent presque uniquement dans les zones économiques exclusives (ZEE) d'Etats côtiers. Ces ZEE sont définies par le droit de la mer comme étant des espaces maritimes sur lesquels un Etat est souverain et dispose, de facto, des pleins droits en matière d'exploration et d'exploitation des ressources. Cette localisation géographique particulière des ressources en Arctique empêche toute contestation de la souveraineté d'un Etat sur une certaine zone. La lutte pour les ressources s'avère donc fortuite. Ensuite, même si l'exploitation des ressources figure en première position dans la liste des priorités du Kremlin pour l'Arctique, la Russie ne dispose pas des technologies pour exploiter au mieux certaines ressources naturelles. Ainsi, comme l'affirme Fabienne Costadau, « *la relation économique russo-norvégienne dans la mer de Barents est très particulière et très ambiguë car, même s'ils préféreraient s'en dispenser, les Russes et les Norvégiens sont obligés de coopérer*⁹⁶ ». La raison de cette collaboration forcée est le fait que les entreprises norvégiennes disposent des technologies qui font défaut en Russie. Cette interdépendance n'est pas vue d'un bon œil à Moscou et il semblerait que Gazprom s'active pour pouvoir se passer de l'aide d'un tiers, surtout s'il est membre de l'OTAN. D'un autre côté, la navigation reste rude et le brise-glace est un atout essentiel. La Russie dispose de la flotte de brise-glaces la plus importante avec 41 bâtiments et 11 en construction dont plusieurs à propulsion nucléaire⁹⁷. Cela lui permet de naviguer en tout temps et en tout lieu ainsi que d'escorter et de porter secours à certains navires en détresse contre rémunération. Cela pousse à la coopération entre les Etats puisque, d'un côté, la Russie se contentant de cette position dominante, peut contrôler le trafic dans la région et reçoit une rémunération importante et, d'un autre, les autres Etats bénéficient d'une aide précieuse pour circuler dans la zone sans dépenser de sommes considérables pour des navires coûteux.

Une certaine compétition se fait sentir dans la région arctique. En effet, les pays circumpolaires, le Canada, la Norvège, le Danemark et les USA constituent une menace pour la sécurité de la Russie selon la doctrine stratégique russe. Pour attester de cette tension présente, nous pouvons noter une certaine militarisation. Le tableau ci-dessous décrit les capacités militaires de chaque pays circumpolaire en distinguant les forces navales, terrestres et aériennes. On peut constater

⁹⁶ Costadau F., « La mer de Barents : un nouvel enjeu géostratégique », l'Harmattan, 2011, p.91.

⁹⁷ Anderson T., "Breaker, Breaker: Russia has 41 icebreakers, the US has two-yes two. Time to catch up", Fox News, 30/06/17, [En Ligne], <http://www.foxnews.com/opinion/2017/06/30/breaker-breaker-russia-has-41-icebreakers-us-has-two-yes-two-time-to-catch-up.html>, consulté le 29/03/18.

une assez forte militarisation de la région mais celle-ci reste bien moindre par rapport aux forces présentes dans cette zone au temps de la Guerre Froide. L'exemple, certes anecdotique mais révélateur de la volonté de la Russie de (re)devenir une puissance arctique, est celui du drapeau russe en titane planté dans le fond de l'océan Arctique en 2007. D'autre part, le Kremlin prend au sérieux la sécurisation des voies maritimes à proximité des côtes russes. Le FSB contrôle le trafic maritime et certaines zones, comme la Tchoukotka⁹⁸, sont devenues des zones interdites aussi bien pour les Russes que pour les étrangers qui doivent obtenir une autorisation du FSB pour y circuler.

⁹⁸ Costadau F., op cit., p.77.

	Air Capabilities	Land Capabilities	Sea Capabilities
Canada	Several aircraft stationed in Southern Canada are used for Arctic operations. Canada, undergoing a huge wave of modernisation, currently has a minimum of 10 aircraft, and the modernisation plan of 10-12 aircraft by 2020 seems to have been replaced by the continued use of the CP-140 until 2030 instead.	Capacities have increased from 4100 to 5000 from 2008 to 2012	13 warships and 4 submarines that are able to operate in the Arctic Ocean No ice-strengthened warships
Denmark	30 new aircraft bought to replace the old F-16	2 units of 150 and 300 troops respectively based in Greenland	3 large frigates and 2 frigates/supports ships able to operate in the Arctic; these ships are not ice-strengthened Currently, 2 Rasmussen OPV, three by 2017-2018.
Norway	60 aircraft in total, but 52 were put into replacement in 2008. 2 aircraft were delivered in 2015, 28 are supposed to enter service by 2017-2018. By 2024, the 52 new aircraft are supposed to be all in service.	3000 to 3250 rapid response forces throughout Norway 2 heavy mechanised battalions and 1 light infantry battalion in the Troms' region	1 Armed ice-breaker 3 large Barentshev OPVs capable of operations in icy conditions, all with a helicopter hangar 4 ocean-going OPV which will be called for replacement after 2020
Russia	100-120 Tu-22 bomber aircraft and Tu-142 Il-38 maritime reconnaissance aircraft 10 radar bases and 13 air bases are planned along the northern edge of Russia	Since 2011, 2 new Arctic Brigades of 3600 troops each located in the Kola Peninsula	The Northern Fleet has the biggest numbers of ice-breakers among the Arctic States. Only the Northern Fleet has a capacity for breaking thick ice with the large icebreaker 50 Let Pobedy. 4 small Project-97 icebreakers with the Northern and Pacific fleets are capable of breaking thin ice. A Project-21180 icebreaker will join the fleet in 2017. Moscow is currently modernising its SSBN. The Russian SSBN fleet is planned to consist of 8 Borei SSBNs, evenly divided between the Northern and Pacific fleets, by 2025.
USA	2 large air bases Possible re-establishment of the former base of Keflavik, Iceland; Washington still uses its base of Thule in Greenland. Only a few US Coast Guard HC-130 aircraft are responsible for the Bering Strait and the Arctic Ocean.	4000 troops of the airborne brigades are stationed in Alaska. The 1850-strong Alaska National Guard are the most likely to engage in Arctic missions. 1300-1400 troops are trained in the Arctic for cold-weather operations.	Most of the 51 US nuclear attack submarines are known to be able to operate in Arctic conditions. The USCG's icebreakers are responsible for patrolling the Arctic, but they are unarmed.

Figure 14: forces armées des pays circumpolaires en Arctique⁹⁹

La conjoncture actuelle en vigueur en Arctique est plutôt favorable à une coopération grâce à une certaine interdépendance. Malgré une militarisation relativement importante, aucun heurt entre la Russie et les autres pays circumpolaires ne semblent être à l'ordre du jour. Effectivement, l'entente entre la Russie et les autres Etats est souvent considérée comme un

⁹⁹ Bartelet H., Dubois K., "The Arctic between hype and reality", the polar connection, 12/01/18, [En Ligne], <http://polarconnection.org/arctic-geopolitics/>, consulté le 29/03/18.

exemple démontrant la possibilité d'une coopération durable. Néanmoins, l'entrée en jeu d'un nouvel acteur pourrait bien intensifier la compétition dans cette région. En effet, la Chine a déclaré que l'Arctique appartenait à tout le monde et qu'elle ambitionnait développer une route de la soie polaire¹⁰⁰. La puissance économique chinoise, l'entente sino-russe face à l'Occident et l'agacement résiduel du camp occidental pourraient sonner le glas de la stabilité dans cette zone géographique cruciale au XXIème siècle.

2.3. Moyen-Orient

2.3.1. Une « Grande Stratégie » russe au Moyen-Orient ?

2.3.1.1. *Grandes orientations de la politique russe au Moyen-Orient*

La politique étrangère russe au Moyen-Orient se base sur trois principes directeurs¹⁰¹ constamment observables au niveau international. D'abord, la Russie désire devenir un pôle de puissance au sein d'un ordre mondial multipolaire. Ensuite, le Kremlin mène clairement une politique d'accroissement de puissance dans la région eurasiatique post-soviétique tout en voulant désirant s'impliquer tous azimuts. Enfin, Moscou a toujours cette aversion pour les changements de régime imposés et soutenus par l'extérieur. Ces principes directeurs de la politique générale de la Russie au niveau international se retrouvent en filigrane de l'engagement russe au Moyen-Orient.

La Syrie est le conflit où l'engagement russe au Moyen-Orient est le plus clair. Ce conflit s'est internationalisé et concentre désormais tous les acteurs majeurs de la région. Il est donc possible de se baser, en partie, sur la politique russe en Syrie afin d'analyser les grandes orientations stratégiques de la Russie dans la région plus large du Moyen-Orient.

¹⁰⁰ AFP, « la Chine veut développer une route de la soie polaire dans l'Arctique », rtbf.be, [En Ligne], https://www.rtf.be/info/monde/detail_la-chine-veut-developper-une-route-de-la-soie-polaire-dans-l-arctique?id=9822441, consulté le 29/03/18

¹⁰¹ Stepanova E., « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », politique étrangère, 2016/2, pp.23-35, [En Ligne], <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-2-page-23.htm>, consulté le 03/04/18

La politique russe en Syrie est d'abord basée sur un pragmatisme. En effet, Moscou a utilisé les faiblesses et manquements de l'Occident pour intervenir en suivant une voie alternative. C'est en soutenant Bachar Al Assad contre tous ses opposants que Moscou est intervenu militairement. Cette décision est basée sur l'exemple irakien ou encore celui de la Libye. Pour ces deux précédents, un changement de régime a été imposé par la force. Dans les deux cas, la situation empira et déboucha sur un chaos ingérable. La Russie, consciente de cet état de fait, a décidé de ne plus rester passive mais d'utiliser la faiblesse du camp occidental qui rechignait à engager des actions militaires assez efficaces pour aboutir à ses fins. C'est dans cette optique que l'armée russe lança une campagne de bombardements sur tous les opposants au régime, qu'ils soient qualifiés de groupes terroristes, comme l'Etat islamique ou le front Al-Nosra, ou d'opposants modérés par le camp occidental. Selon la Russie, ces changements de régime sont du même ordre que les révolutions colorées qui font tant peur au Kremlin. C'est en utilisant cette association assez facilement compréhensible par sa population que le régime de Vladimir Poutine justifie son action en Syrie comme nous l'explique Kozhanov¹⁰². L'utilisation de la politique étrangère russe pour susciter un élan patriotique et une cohésion nationale est une constante pour le Kremlin. Plus généralement, ce pragmatisme implique une absence d'idéologie, d'imposition de valeurs et un soutien aux gouvernements en place quels que soient leurs agissements. Il a comme avantage de susciter une certaine confiance chez d'autres chefs d'Etats plus enclins à négocier et parlementer avec la Russie qu'avec l'Occident. Pour illustrer ce phénomène, l'exemple du processus d'Astana semble très révélateur. En effet, visant à trouver une sortie de crise en Syrie, regroupant des acteurs syriens et étrangers comme l'Iran et la Turquie, ce processus de négociations est une initiative russe qui a la particularité d'écarter les Etats-Unis, relégués à un statut d'observateur.

Outre ce pragmatisme, les intérêts géopolitiques sont également primordiaux pour la Fédération de Russie. Ainsi, la Russie avait pour objectif de préserver sa base navale de Tartous, accès vital à la Méditerranée, octroyé à la Russie par le régime syrien du temps d'Hafez Al Assad. L'intervention russe en Syrie a permis d'augmenter la superficie de cette base et de reconduire l'accord pour vingt-cinq années supplémentaires. Cela démontre l'importance accordée à la

¹⁰² Kozhanov N., "Russian Policy across the Middle East : Motivations and Methods", Chatham House, the Royal Institute of International Affairs, février 2018, [En Ligne], <https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/publications/research/2018-02-21-russian-policy-middle-east-kozhanov.pdf>, consulté le 03/04/18

géopolitique par Moscou et sa volonté permanente de limiter son enclavement en ayant accès aux mers chaudes.

Les objectifs de l'intervention militaire russe en Syrie se confondent avec les desseins du Kremlin dans la région moyen-orientale. La première raison de cette campagne militaire est d'imposer aux autres Etats la présence russe dans le règlement des dossiers internationaux importants. L'action militaire russe en Syrie, très sérieuse en prenant en compte le nombre de bombardements et l'atteinte des objectifs fixés, lui confère un statut d'acteur incontournable non seulement en Syrie mais dans tout le Moyen-Orient. « *Le Kremlin a entrepris cette campagne de manière souveraine et indépendante, résolue et décisive en considérant l'objectif de maintenir une stabilité en optant pour la continuité politique. Son engagement entre en jeu dans une crise présentée comme insoluble étant donné la longévité de celle-ci et du nombre d'acteurs à considérer. De plus, ce conflit est une problématique relevant de la sécurité internationale* ¹⁰³ ». Toutes ces caractéristiques sont utilisées par Ekatarina Stepanova pour décrire une action individuelle d'un Etat visant à promouvoir un multilatéralisme dans la gestion des dossiers internationaux. Cette multilatéralité va de pair avec la multipolarité cruciale aux yeux de Moscou. Dans le contexte du Moyen-Orient, cette voie russe alliant multilatéralisme et absence de moralisation des relations diplomatiques tout en proposant une alternative à l'Occident pour les différents régimes en place, semble susciter un certain surcroît d'influence et confère à la Russie une réelle place de pôle de puissance. L'intervention militaire russe en Syrie peut également servir de manœuvre de diversion par rapport au dossier ukrainien, bien plus important pour Moscou. Cette diversion est confirmée par un expert de l'OTAN qui décrit la stratégie du Kremlin en disant : « *Russia can raise awareness on the Ukraine conflict to act freely in Syria and inversely* ¹⁰⁴ ». La Russie a également pu tester son armement modernisé dans des conditions réelles et accumuler de l'expérience militaire dans une opération extérieure d'envergure. Cela a également permis de démontrer l'efficacité des systèmes d'arme de fabrication russe en vue d'accroître ses exportations d'armes.

D'un autre côté, le Kremlin ambitionne d'étendre son soft power et de propager sa vision du monde également dans cette zone géographique. Dans cette optique, RT a ouvert une chaîne d'information en continu en langue arabe dès 2007. Au-delà de cette ambition, Moscou entend

¹⁰³ Stepanova E., « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », politique étrangère, 2016/2, pp.23-35, [En Ligne], <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-2-page-23.htm>, consulté le 03/04/18

¹⁰⁴ Expert civil à l'OTAN, « interview accordée à Godfroid Julien », novembre 2017, (voir annexes)

développer ses liens économiques et commerciaux avec les Etats de cette région. L’adage russe « Chinese price for European quality » correspond bien à la stratégie économique de la Fédération.

En résumé, la stratégie russe au Moyen-Orient semble être une application pure et simple de la politique étrangère du Kremlin. A une application de la dualité de François Thual « Contrôler-Contrer », s’ajoute un pragmatisme poussant à exploiter les faiblesses de son adversaire occidental et à chercher son intérêt en tissant des relations cordiales avec des partenaires parfois adversaires entre eux. De plus, un soutien à la souveraineté des Etats lié à une aversion pour les changements de régime fomentés de l’extérieur est constant dans la politique internationale de la Russie de Poutine. Néanmoins, certains facteurs sous-jacents à la politique russe menée au Moyen-Orient nous laissent penser qu’une « Grande Stratégie » pour cette région n’a jamais été d’actualité à Moscou. Le paramètre principal révélant cette absence de stratégie spécifique pour cette région est sans conteste le défaut de cohérence dans la conduite des relations diplomatiques avec des Etats adversaires, voire ennemis entre eux. Cette activité diplomatique tous azimuts pourrait s’avérer contreproductive à long terme puisqu’elle manque clairement de cohérence.

2.3.1.2. Contraintes et limites de la stratégie russe

Dans l’exercice de ses activités au Moyen-Orient, la Russie doit prendre en compte certaines contraintes qui limitent ses capacités d’action dans cette région.

La plus importante contrainte est certainement la limite de la puissance économique de la Russie. Cette faiblesse économique engendre plusieurs impératifs dans la conduite des opérations en Syrie mais également au Moyen-Orient. D’abord, les nombreux bombardements et le déploiement des troupes coûtant cher, les limites de l’économie russe ont poussé le Président Poutine à ordonner le retrait des troupes et la fin de la phase active de l’opération militaire russe en Syrie le 21 novembre 2017¹⁰⁵. Cela a été fait dans un climat presque stabilisé

¹⁰⁵ AFP, « Vladimir Poutine ordonne le retrait de la plupart des troupes russes de Syrie », RTBF.be, 11/12/17, [En Ligne], https://www.rtb.be/info/monde/detail_vladimir-poutine-ordonne-le-retrait-de-la-plupart-des-troupes-russes-de-syrie?id=9786281, consulté le 04/04/18

mais sans que le conflit n'eût été réglé. L'outil militaire russe doit être utilisé avec parcimonie, aussi efficace qu'il puisse être. Dans l'optique d'obtenir le soutien populaire, malgré un retrait assez prématuré puisqu'il persiste des affrontements sur le territoire syrien, Vladimir Poutine a utilisé le quasi anéantissement de l'Etat Islamique, comme une justification pour son retrait militaire et comme une sortie de crise après une victoire russe à présenter à sa population¹⁰⁶.

Une autre difficulté à laquelle le Kremlin doit faire face est l'impossibilité de déployer ses forces hors d'Eurasie sans risquer de se disperser et de délaisser cette zone vitale pour la Russie. Cette contrainte est étroitement liée aux capacités économiques de la Russie mais elle se base également sur l'importance géopolitique de cette région. D'un autre côté, il reste impossible que la Russie entre en conflit ouvert avec l'Ouest pour des raisons d'interdépendance économique et un rapport de force militaire toujours largement défavorable à Moscou.

Pour toutes ces raisons, le Kremlin se doit de manœuvrer prudemment et intelligemment pour, d'une part, œuvrer dans son intérêt tout en respectant ses limites budgétaires, et d'autre part, ne pas se couper totalement de son partenaire occidental.

2.3.2. Etat des relations bilatérales

2.3.2.1. *L'Iran et l'Arabie Saoudite*

La Russie entretient des relations bilatérales ambiguës avec ces deux Etats qui se livrent une lutte pour la domination régionale sur fond de rivalité confessionnelle entre mondes musulmans chiite et sunnite. Afin de mieux saisir l'opportunité de la stratégie russe vis-à-vis de ces deux pays-clés au Moyen-Orient, les points de convergence et de divergence entre la Russie et ces deux Etats seront analysés afin de dresser un bilan reprenant les avantages et inconvénients que pourraient retirer Moscou de ces relations bilatérales assez paradoxales.

La Russie est un partenaire important pour l'Iran et l'Etat perse est un allié primordial pour Moscou au Moyen-Orient. Le dossier nucléaire est un point important à considérer. Ainsi, la

¹⁰⁶ Choumiline A., « La diplomatie russe au Moyen-Orient : retour à la géopolitique », IFRI, mai 2016, [En Ligne], https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/rnv93_version_fr_final_protege_0.pdf, consulté le 04/04/18.

Russie soutient la mise en œuvre de l'accord de Vienne du 14 juillet 2015 concernant le nucléaire iranien et ce, pour deux raisons principales. Premièrement, Moscou verrait d'un mauvais œil une prolifération nucléaire qui rendrait la situation encore moins stable et engendrerait une course aux armements. D'un autre côté, cet accord permet à l'Iran de conserver voire d'étendre ses capacités nucléaires civiles, ce qui est bénéfique pour la Russie étant donné l'absence de concurrence occidentale dans ce domaine sur le marché iranien¹⁰⁷. De plus, la Russie reste le principal fournisseur d'armes à l'Iran en lui vendant des avions de chasse, des chars d'assaut ou encore des missiles sol-air¹⁰⁸. La Russie et l'Iran sont des partenaires militaires ; cela s'exprime notamment par le décollage de bombardiers russes depuis la base aérienne iranienne de Shahid Nojeh en direction de la Syrie ou encore par la proposition de Vladimir Poutine d'intégrer l'Iran à l'OCS¹⁰⁹. Le conflit syrien est également un dossier sur lequel Téhéran et Moscou se rejoignent. Les deux Etats soutiennent le régime en place, combattent les rebelles sunnites et l'Etat islamique. Ils sont opposés à une partition du territoire. On entend souvent parler d'un axe chiite dominé par Moscou mais cela semble être une vue de l'esprit car outre l'anti-américanisme et l'opposition à un élargissement de l'OTAN qui unissent l'Iran et la Russie ainsi que les points de convergence susmentionnés, certains points de divergence sont primordiaux. Le plus important facteur de tension entre les deux capitales sont les relations qu'entretient la Russie avec les deux ennemis de longue date de l'Etat perse. En effet, la Russie a décidé de mener des relations avec tous les Etats importants de la région dont Israël et l'Arabie Saoudite. L'antisionisme iranien et la lutte pour la domination régionale que Téhéran mène à son homologue saoudien, non seulement en Syrie mais surtout via la « proxy war » au Yémen, rendent l'axe chiite illusoire. Assez paradoxalement, la vente d'armes russes à l'Iran peut également servir de levier de domination à utiliser pour mettre la pression sur l'Iran. Des vues divergentes en matière de politique étrangère sont également à noter. La Russie, même si elle utilise son outil militaire en Syrie et en Ukraine mais de manière plus dissimulée, privilégie constamment l'outil diplomatique au simple emploi de la force militaire. A contrario,

¹⁰⁷ Ramani S., "How strong is the Iran-Russia "Alliance"", The Diplomat, 09/02/18, [En Ligne], <https://thediplomat.com/2018/02/how-strong-is-the-iran-russia-alliance/>, consulté le 04/04/18.

¹⁰⁸ Beehner L., "Russia-Iran Arms trade", Council on Foreign Relations, 1/11/06, [En Ligne], <https://www.cfr.org/background/russia-iran-arms-trade>, consulté le 04/04/18.

¹⁰⁹ Borshchevskaya A., "Vladimir Poutine and the Shiite Axis", Foreign Policy, 30/08/2016, [En Ligne], <http://foreignpolicy.com/2016/08/30/vladimir-putin-and-the-shiite-axis-russia-iran-syria/>, consulté le 04/04/18

l'Iran est passé maître dans l'art de mener certaines guerres par procuration ou même dans le financement et l'armement d'organisations militaires non étatiques comme le Hezbollah libanais. Cette différence dans la façon de mener la politique étrangère constitue un important point de divergence entre les deux partenaires. En résumé, la bonne entente russo-iranienne est plus de l'ordre de la tactique diplomatique basée sur des intérêts communs à court terme que sur un partenariat stratégique fiable sur le long terme¹¹⁰.

Pour des raisons pragmatiques, la Russie a récemment développé ses relations avec l'Arabie Saoudite. Ainsi, malgré la menace ressentie par Moscou quant au développement de l'idéologie wahhabite saoudienne dans ses régions à majorité musulmane, les liens historiques entre Américains et Saoudiens et l'animosité croissante entre Ryad et Téhéran, la Russie a développé certains partenariats avec l'Etat arabe. Par exemple, en plus des accords concernant la stabilité du cours du pétrole, *"The following month, Saudi Arabia's sovereign wealth fund committed to invest \$10 billion in Russia over five years, the largest-ever foreign direct investment in the country according to the Russian Direct Investment Fund"*¹¹¹. En y ajoutant les récentes ventes d'armes russes à l'Arabie Saoudite, on peut aisément affirmer que les deux pays sont devenus des partenaires après un historique commun marqué par la défiance. Cela peut s'expliquer par la volonté du Kremlin d'offrir une alternative aux Etats-Unis au Roi Salman afin de limiter l'influence américaine dans la région par une application pure et simple de la Realpolitik. Même si cette politique permet à la Russie de glaner certains bénéfices en n'omettant aucun partenaire potentiel, elle pourrait s'avérer dangereuse à long terme. Cette manière d'agir pourrait miner la confiance de chaque partenaire et rendrait le choix du Kremlin pour l'un ou pour l'autre camp périlleux en cas de crise majeure. Même si l'intérêt national est privilégié, l'absence de « Grande Stratégie » au Moyen-Orient, bien illustré par l'état des relations bilatérales, sape la cohérence de la politique étrangère russe.

¹¹⁰ Therme C., « L'Iran et la Russie face aux cirses du Moyen-Orient : entre connivence et divergences », politique étrangère 2013/1, pp.131-143, [En Ligne], <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-1-page-131.htm>, consulté le 04/04/18.

¹¹¹ Borshchevskaya A., "Will Russian-Saudi Relations continue to improve?", Foreign Policy, 10/10/2017, [En Ligne], <https://www.foreignaffairs.com/articles/saudi-arabia/2017-10-10/will-russian-saudi-relations-continue-improve>, consulté le 04/04/18.

La relation turco-russe est intéressante puisqu'elle est ambivalente sur bien des points. Historiquement, entre l'auto-proclamé descendant de Byzance et l'héritier direct de l'empire ottoman, les relations bilatérales sont plus que tendues. Récemment, un avion russe a été abattu par la Turquie le long de la frontière turco-syrienne ce qui donna lieu à des sanctions économiques pesantes pour l'économie turque causant une perte de près de dix milliards de dollars pour Ankara¹¹². De plus, l'ambassadeur russe en Turquie a été assassiné récemment. Néanmoins, un certain rapprochement se perçoit depuis le coup d'Etat manqué en Turquie et la politique de plus en plus anti-occidentale de la Turquie.

La crise syrienne est un catalyseur provoquant un certain rapprochement entre Moscou et Ankara malgré une position de départ totalement antinomique. En effet, la Turquie, d'abord favorable au départ de Assad à tout prix, se positionnant comme nouveau leader du monde sunnite par la volonté clairement affichée d'Erdogan de se réappropriier le titre de Sultan, a fait évoluer son point de vue, ne considérant plus le départ d'Assad comme primordial. Participant au processus de paix d'Astana mené par la Russie, la Turquie entend, désormais, mener une guerre face aux indépendantistes kurdes en Syrie. Même si la Turquie fait partie de l'Alliance atlantique, les tensions entre Ankara et Washington ne font que s'accroître. Le soutien des Etats-Unis aux unités de protection du peuple kurde (YPG) est, avec les livraisons d'armes de la Turquie à des groupes islamistes en Syrie, la principale source de discorde entre les deux alliés. En agissant en bon pragmatique, Vladimir Poutine se rapprocha d'Erdogan. Celui-ci fut marqué par l'achat par la Turquie de systèmes de défense anti-aérienne S-400 à la Russie¹¹³. Il met du plomb dans l'aile dans l'interopérabilité otanienne et démontre la fragilité des liens entre la Turquie et l'Alliance Atlantique. La Russie se réjouit de l'affaiblissement de l'OTAN qui reste la principale menace pour la Russie. La Turquie, quant à elle, démontre sa capacité d'œuvrer dans son propre intérêt et indépendamment du carcan imposé par l'OTAN.

¹¹² Tank P., "Turkey's turn toward Russia", Carnegie, 16/05/17, [En Ligne], <http://carnegieendowment.org/sada/69981>, consulté le 04/04/18.

¹¹³ Auteur inconnu, «La Turquie achète des armes à la Russie », le Figaro, 12/09/17, [En Ligne], <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/09/12/97002-20170912FILWWW00075-la-turquie-achete-des-armes-a-la-russie.php>, consulté le 04/04/18.

Néanmoins, cette relation semble également se profiler comme une entente à court terme, tant que les deux acteurs y trouveront leur compte, puisque l'antagonisme de leurs intérêts pourrait rapidement sonner le glas de ce partenariat de circonstances¹¹⁴.

La Politique russe au Moyen-Orient se résume par une volonté d'accroissement de puissance via une implication dans les crises importantes comme ce fut le cas en Syrie et dans le tissage de partenariats bilatéraux avec des Etats ennemis entre eux et possédant parfois des intérêts antinomiques à ceux du Kremlin. Ces agissements sont dénués de cohérence si ce n'est celle de l'intérêt national recherché dans toutes les circonstances. La politique étrangère russe au Moyen-Orient est assimilable à la Realpolitik établie par Bismarck et définie comme « *Stratégie politique qui s'appuie sur le possible, négligeant les programmes abstraits et les jugements de valeur, et dont le seul objectif est l'efficacité, comportement qui fait passer au second plan les considérations de doctrine, de principe ou de morale* »¹¹⁵.

2.4. Extrême-Orient

Dans l'optique de diminuer la dépendance russe, vis-à-vis de son rival occidental, Moscou a pris un tournant vers l'Asie. En effet, depuis la crise économique de 2008 et les sanctions économiques occidentales prises suite à la crise ukrainienne, Vladimir Poutine initia une réorientation stratégique en privilégiant son flanc asiatique. Ce changement se caractérise par un accroissement des relations commerciales avec les plus importants Etats asiatiques. La Chine est, par exemple, devenue le premier partenaire commercial de la Russie en 2010 en devançant l'Allemagne et les échanges commerciaux russes avec le Japon ont doublé entre 2005 et 2010 et ont même triplé avec la Corée du Sud.

¹¹⁴ Nizameddin T., "Putin's new order in the Middle East", Hurst and Company, London, 2013, pp. 286-288.

¹¹⁵ Définition du dictionnaire Larousse, [En Ligne], <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/realpolitik/66838>, consulté le 04/04/18.

2.4.1. Relations sino-russes : une coalition malgré une défiance croissante

Le tournant asiatique de la Russie est marqué par un rapprochement avec la Chine. Cette relation russo-chinoise est complexe, ambivalente et même paradoxale. Les relations qu'entretiennent les deux Etats au sein de l'OCS et la concurrence en Asie centrale à travers les deux projets majeurs lancés en 2015, l'un sous initiative russe, l'Union économique eurasienne (UEE) et l'autre, sous initiative chinoise, la Belt and Road Initiative (BRI) et, surtout, son volet terrestre, la Silk Road Economic Belt, serviront d'exemples illustrant l'état des relations sino-russes.

La Chine et la Russie s'accordent sur certains points importants favorisant des relations bilatérales positives. D'abord, ils partagent une certaine vision de la politique internationale. Celle-ci se caractérise, premièrement, par une aversion pour l'ingérence dans les affaires intérieures et extérieures d'un Etat. Cela est très perceptible dans le concept de « démocratie souveraine », appliqué en Russie et, en Chine, par le type de régime qui entend réprimer la dissidence, notamment tibétaine ou taïwanaise, sans être inquiété par une quelconque forme du sacrosaint droit d'ingérence souvent invoqué par les Etats-Unis d'Amérique. D'un autre côté, les deux Etats rejettent fondamentalement les valeurs libérales, la démocratie occidentale et sont souvent enclins à utiliser la force ou la menace de l'utilisation de la force pour régler un différend sur le plan international. Plus généralement, Pékin et Moscou sont opposés à l'unipolarité du monde et à la domination américaine sur les affaires internationales.

De plus, les liens économiques entre les deux pays se sont développés depuis 2008 et encore accrus depuis 2014. Le rapprochement s'illustre par l'énorme contrat passé entre Gazprom et le pétrolier chinois CNPC d'un montant de quatre cents milliards de dollars sur trente ans¹¹⁶. Le commerce non-énergétique et celui des armes sont aussi assez développés comme le démontre le fait que la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la Russie¹¹⁷.

Néanmoins, plusieurs facteurs vont engendrer une certaine défiance de Moscou vis-à-vis de Pékin. D'abord, l'ambition de refonder un nouvel ordre mondial diffère d'un Etat à l'autre. En

¹¹⁶ Auteur inconnu, « Gaz : le super contrat Chine-Russie », Energies et environnement, 04/10/16, [En Ligne], <http://www.energie.sia-partners.com/20161004/gaz-le-super-contrat-chine-russie>, consulté le 07/04/18.

¹¹⁷ Facon I., « Quel tournant asiatique pour la Russie ? », fondation pour la recherche stratégique, panthéon sorbonne, 2016, 5 p.

effet, alors que Moscou a clairement l'ambition de devenir un pôle de puissance au sein d'un monde multipolaire, Pékin désire remplacer l'hégémon américain en prenant sa place de première puissance mondiale¹¹⁸. Ainsi, le projet chinois à l'horizon 2049, cent ans après la prise de pouvoir de Mao et l'avènement du communisme en Chine, va clairement dans le sens d'une volonté de domination de la scène internationale¹¹⁹. La différence de projet est telle que Moscou se voit reléguer à un statut de simple partenaire, avec un rôle important mais secondaire dans la réalisation du projet chinois. Cette situation est très problématique pour le Kremlin puisque, en s'étant coupé de l'Occident et en ayant effectué ce tournant vers l'Asie, la Russie renforce la puissance économique chinoise tout en étant loin d'être considérée comme l'égal du dragon chinois. Le concept de « soft alliance¹²⁰ » explique bien que la relation sino-russe est possible à moyen terme mais qu'elle repose sur des visions stratégiques bien différentes. D'autre part, d'autres éléments mettent du plomb dans l'aile du partenariat sino-russe. La Fédération de Russie redoute de devenir un simple pourvoyeur de matières premières pour la Chine, ce qui accentuerait davantage la différence de puissance entre les deux Etats. La démographie pose également problème et fait vaciller l'entente entre Pékin et Moscou. La Mandchourie est surpeuplée et la colonisation par les travailleurs chinois de l'Extrême-Orient russe, inquiète Vladimir Poutine. Cette méfiance croissante s'illustre par la lutte d'influence que se livre Pékin et Moscou en Asie centrale. Zone géopolitiquement essentielle, par sa position géographique l'assimilant au Rimland, l'Asie centrale connaît deux projets qui se développent en parallèle, à savoir l'Union économique eurasiennne, sous pavillon russe, et la BRI, initiative chinoise. La différence de moyens mis en œuvre et l'ambition des projets démontrent le différentiel de puissance en faveur de la Chine. En effet, l'UEE est une union douanière dont la Russie représente 90% du PIB cumulé et 60% des exportations intra-zone. Ces chiffres illustrent bien l'étroitesse des retombées potentiellement favorables à Moscou via cette union douanière. D'un autre côté, la Chine ambitionne d'investir quelques 21 000 milliards de dollars¹²¹ dans son projet BRI, ce qui démontre la puissance économique chinoise sans aucune comparaison possible avec son voisin russe. Néanmoins, le projet du Kremlin en Asie centrale n'est pas basé

¹¹⁸ Boulegue M., « La « Lune de miel » sino-russe face à l'(incompatible) interaction entre l'Union économique eurasiennne et la « Bel Road Initiative » », la revue géopolitique, 15/10/17, [En Ligne], <https://www.diploweb.com/La-lune-de-miel-sino-russe-face-a-l-incompatible-interaction-entre-l-Union-Economique-Eurasiennne-et.html>, consulté le 07/04/18

¹¹⁹ Struye T., « La Chine et ses objectifs géopolitiques à l'aube de 2049 », la revue géopolitique, [En Ligne], <https://www.diploweb.com/La-Chine-et-ses-objectifs-geopolitiques-a-l-aube-de-2049.html>, consulté le 07/04/18

¹²⁰ Boulegue M., op cit., consulté le 07/04/18

¹²¹ Idem.

sur un gain économique mais sur un accroissement de son influence en étant le garant de la sécurité ou en augmentant la dépendance économique de ces Etats vis-à-vis de Moscou. L'OCS est importante pour Moscou dans l'optique de promouvoir sa vision et ses objectifs globaux d'accroître son rayonnement à l'international. Elle constitue un forum de discussion en vue d'encadrer la politique chinoise ambitieuse en Asie centrale, zone qui reste le pré carré russe¹²².

2.4.2. Inde

L'Inde constitue un enjeu primordial pour la politique russe en Asie. En effet, les liens entre Moscou et New Delhi sont d'ordre diplomatique, économique et militaire. Néanmoins, certaines tensions se font également sentir et la politique pragmatique de l'Inde engendre certaines difficultés pour la Russie.

D'un point de vue diplomatique, l'Inde et la Russie, à l'instar de la Chine, sont contre l'unipolarité du monde, le droit d'ingérence et pour une stabilité régionale en Asie. Ces facteurs ont pu rapprocher le Président Modi et Vladimir Poutine. Economiquement parlant, la probable quatrième économie mondiale à l'horizon 2020 est un partenaire important pour la Russie. Le contrat de 12.9 milliards de dollars conclu par Rosneft¹²³ avec l'Inde est un bon indicateur de l'étendue des relations bilatérales économiques entre les deux pays. En plus du domaine énergétique, l'agriculture et les produits pharmaceutiques sont aussi des secteurs d'échanges commerciaux comme le démontre la note du ministère des affaires étrangères indien qui annonce une augmentation du commerce bilatéral russo-indien de près de 22%¹²⁴. Militairement parlant, les liens entre les deux Etats se traduisent par les exportations d'armes russes en Inde. La Russie est le premier fournisseur d'armes à l'Inde en lui fournissant 66% de ses importations

¹²² Cabestan J-P., Colin S., Facon I., Meidan M., « La Chine et la Russie : entre convergences et méfiance », UNICOMM, 2008, p. 117.

¹²³ Frolovskiy D., "The coming India-Russia Split", the diplomat, 09/01/18, [En Ligne], <https://thedi diplomat.com/2018/01/the-coming-india-russia-split/>, consulté le 07/04/18

¹²⁴ Auteur inconnu, « Co-Chairs Meeting of the India-Russia Inter-Governmental commission », Ministère des affaires extérieures indien, 23/12/17, [En Ligne], http://www.mea.gov.in/press-releases.htm?dtl/29236/CoChairs_Meeting_of_the_IndiaRussia_InterGovernmental_Commission, consulté le 07/04/18.

d'armements¹²⁵. Le contrat le plus marquant est celui concernant le système de défense anti-aérien S-400 acquis par l'Inde pour 4,5 milliards de dollars¹²⁶.

Ces liens diplomatiques, militaires et économiques sont à relativiser par une stratégie globale bien différente. Même si l'on mentionne souvent le triangle stratégique Russie-Chine-Inde qui repose sur une volonté commune d'accroissement de puissance et une remise en question de l'unipolarité du monde, celui-ci semble assez peu pertinent en considérant l'antagonisme de certaines positions. La divergence d'intérêt la plus marquante est la question chinoise. Alors que Pékin est devenu le partenaire privilégié de Moscou, l'Inde considère la Chine comme la menace géopolitique la plus importante¹²⁷. En effet, le rapprochement de la Chine et du Pakistan ainsi que le conflit territorial, partiellement réglé, du plateau du Doklam démontrent les tensions existantes. Dans le but de contrecarrer les ambitions hégémoniques chinoises, l'Inde ne fait que peu confiance à la Russie et tend à se tourner vers l'Ouest dans une démarche purement assimilable à la Realpolitik chère au Kremlin. Ce jeu d'alliances et la politique tous azimuts de Moscou pourraient encore une fois provoquer une tension au sein d'une relation bilatérale primordiale pour Moscou. En effet, l'Inde est un marché essentiel pour les armes et les matières premières russes, d'autant plus que la Chine est quasiment devenue autonome dans la production de son armement. Néanmoins, la Russie ne représente que 2% du total des importations de l'Inde¹²⁸. Un tournant indien vers l'Occident, caractérisé par une diversification de son approvisionnement en armes et en énergie, serait très défavorable à la Russie.

¹²⁵Fleurant A., Wezeman P., Wezeman S., Tian N., "Trends in international arms transfers 2016", Sipri Fact Sheet, février 2017, [En Ligne], <https://www.sipri.org/sites/default/files/Trends-in-international-arms-transfers-2016.pdf>, consulté le 07/04/18.

¹²⁶ Frolovskiy D., "The coming India-Russia Split", the diplomat, 09/01/18, [En Ligne], <https://thediplomat.com/2018/01/the-coming-india-russia-split/>, consulté le 07/04/18

¹²⁷ Troude G., « Les relations récentes entre la Russie et l'Inde », Académie de Géopolitique de Paris, 07/03/2016, [En Ligne], <http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/les-relations-recentes-entre-la-russie-et-linde/>, consulté le 07/04/18

¹²⁸ Frolovskiy D., "The coming India-Russia Split", the diplomat, 09/01/18, [En Ligne], <https://thediplomat.com/2018/01/the-coming-india-russia-split/>, consulté le 07/04/18

Conclusion générale

La Fédération de Russie, depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, a clairement cette volonté stratégique de regain de puissance, comme on a pu le démontrer durant cette étude. Elle s'appuie sur un rejet clair de l'Occident et est appliquée dans chaque dossier avec une certaine cohérence. En effet, La Russie a clairement identifié l'Occident comme la menace sécuritaire principale qui pèse sur son territoire et agit en conséquence sur la scène internationale. Entre l'intervention diplomatico-militaire en Ukraine pour sauvegarder ses intérêts géopolitiques comme le port de Sébastopol ou, plus généralement, la Crimée, l'intervention militaire en Syrie en imposant sa présence et en démontrant la fiabilité de son soutien à son partenaire alaouite, et le tournant vers l'Asie, la Grande Stratégie russe est clairement anti-occidentale.

La conduite de la Russie dans la sphère internationale est caractérisée par un pragmatisme à toute épreuve et également par une application stricte de la Realpolitik bismarckienne. De facto, le Kremlin ne rechigne pas à conclure des partenariats avec des adversaires, voire des ennemis, tout en s'associant avec des Etats aux intérêts antinomiques. La politique tous azimuts qui privilégie l'intérêt national en toutes circonstances semble être la norme pour Moscou. Même si, à court et moyen terme, cela peut s'avérer bénéfique pour les retombées économiques et le gain d'influence immédiat, à long terme, la Russie pourrait être confrontée au revers de la médaille de cette attitude en étant mise au ban du concert des nations.

La force militaire russe lui confère clairement la place d'un pôle de puissance sur la scène internationale. L'indépendance de son complexe militaro-industriel et sa notoriété au niveau international, sa force de frappe nucléaire, les réformes efficaces de son mode de commandement, la modernisation réussie de ses forces conventionnelles, placent la Russie dans le top trois des puissances militaires au niveau mondial et empêchent tout ennemi potentiel de lancer une guerre ouverte face à elle.

La puissance idéationnelle de la Russie, basée sur les valeurs traditionnelles, a pour dessein de permettre à la Fédération d'occuper la place de chef de file du mouvement conservateur en Europe comme l'URSS le faisait avec les mouvements communistes européens d'antan. Même si certaines de ces valeurs ont le vent en poupe en Europe avec des régimes comme celui d'Orban en Hongrie et de Kurz en Autriche, elles n'ont toujours pas pu provoquer la mise en

place d'un régime idéologiquement proche de Moscou dans un pays européen important comme la France ou l'Allemagne. Cela démontre, à l'heure actuelle, la limite de la popularité de ce socle idéologique.

L'économie russe est encore la plus grande faiblesse et la plus importante contrainte pour la mise en œuvre de sa Grande Stratégie. En effet, un budget limité réduit la liberté d'action du Kremlin au niveau international aussi bien pour d'éventuelles interventions militaires que pour des projets d'investissement à l'étranger utiles à la propagation de son influence. De plus, cette fragilité économique sape son image à l'international, la rend moins audible et même dépendante de son voisin Chinois. Vladimir Poutine, conscient de cet état de fait, a, lors de son discours du premier mars 2018 devant la Douma, placé la diversification économique et l'augmentation des revenus des ménages russes en tant que priorité pour son nouveau mandat à la tête du pays.

Finalement, la Russie se doit de relever certains défis pour occuper de manière permanente cette place de pôle de puissance qui lui tient à cœur. La relation asymétrique qu'elle entretient avec la Chine, la dépendance économique à la rente énergétique, la chute démographique, et également, la transition politique après le départ de Vladimir Poutine. En effet, la réputation du régime poutinien et sa Grande Stratégie de regain de puissance semblent tellement liées à la personne de Poutine, à sa popularité et à son habileté diplomatique et politique que son digne successeur a du mal à émerger. La transition politique pourrait s'avérer fatale pour la réalisation des ambitions du Kremlin.

Bibliographie

Ouvrages

Aron R., « Paix et Guerre entre les nations », Poche, Paris, 2004, p. 34

Chauprade A., « géopolitique : constantes et changements dans l'histoire », Ellipses, Paris, 2007, p.562

Casbestan J-P., Colin S., Facon I., Meidan M., « La Chine et la Russie : entre convergence et méfiance », Unicomm, 2008, 274 p.

Costadau F., « La mer de Barents : un nouvel enjeu géostratégique », l'Harmattan, 2011, p.91

Douguine A., "Putin Vs Putin: Vladimir Putin viewed from the right", Arctos, 2014, p.75

Eltchaninoff M., « Dans la tête de Vladimir Poutine », Solin/Actes Sud, 2015, p.161

Harbulot C., Delbecque E., « la guerre économique », Presses universitaires de France, Paris, 2011, p.5, [En Ligne], <https://www.cairn.info/la-guerre-economique--9782130580829-page-3.htm>

Latsa A., « Un printemps russe : vers un renouveau de la Russie », Editions des Syrtes, 2016, 294 p.

Liégeois M., « Stratégie et Sécurité Internationale », Université Catholique de Louvain, 2017-2018, p 97.

McDermott R., Nygren B., Vendil Pallin C., ed., "The Russian Armed Forces in transition: Economic, geopolitical and institutional uncertainties ", Routledge, 2012, 220 p.

Mongrenier J-S., « La Russie menace-t-elle l'Occident ? », Choiseul éditions, 2009, 218 p.

Nizameddin T., "Putin's new order in the Middle East", Hurst and Company, London, 2013, p. 286-288.

Sokoloff G., « La Puissance pauvre : une histoire de la Russie de 1815 à nos jours », Fayard, Paris, 1993, 782 p.

Sutela P., “The Political Economy of Putin’s Russia”, Routledge, 2012, 231 p.

Sur S., « Relations internationales », Montchrestien, Paris, 2000 p. 229.

Tsygankov A., “Russia’s Foreign Policy: change and continuity in national identity”, Rowman and Littlefield Publishers, Inc., 2006, 187 p.

Van Herpen M., “Putinism, The slow rise of a radical right regime in Russia”, Palgrave McMillan, 2013, 208 p.

Zakaria F., “the future of freedom: illiberal democracy at home and abroad”, Norton & Company, 2007, p.99

Zorgbibe C., « Dictionnaire de politique internationale », PUF, Paris, 1988, p. 586

Articles scientifiques et notes d’analyses

Aminjonov F., “Natural gas pipeline infrastructure in Central Asia”, Eurasian Research Institute, 10/05/2016-16/05/2016, N°67, [En Ligne], http://eurasian-research.org/sites/default/files/Weekly_e-bulletin_10.05.2016-16.05.2016_No%2067.pdf

Arquilla J., Ronfeldt D., “The emergence of Noopolotik: Toward an American information strategy”, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1999. P.7.

Auteur inconnu, “Chapter 1: the nature of command and control”, Air University 1996, [En Ligne], <http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/mcdp6/ch1.htm>

Auteur inconnu, « Co-Chairs Meeting of the India-Russia Inter-Governmental commission », 23/12/2017, Ministère des affaires extérieures indien, [En Ligne], http://www.mea.gov.in/press-releases.htm?dtl/29236/CoChairs_Meeting_of_the_IndiaRussia_InterGovernmental_Commission

Auteur inconnu, « Gaz : le super contrat Chine-Russie », 04/10/16, Energies et environnement, [En Ligne], <http://www.energie.sia-partners.com/20161004/gaz-le-super-contrat-chine-russie>

Auteur inconnu, “Jane's, Sentinel Security Assessment – Russia and the CIS, Strategic Weapon System, Russian Federation.” IHS Jane’s 360, 25/04/2016, [En Ligne], www.janes.com

Auteur inconnu, “Russian Anti Access/Area Denial (A2/AD) Range: August 2016”, Institute for the study of war (ISW), [En Ligne], http://www.understandingwar.org/sites/default/files/Russian%20A2AD%20AUGUST%202016_1.pdf

Auteur inconnu, “Russia Military Power, building a military to support great power aspirations”, 2017, DIA,[En Ligne], <http://www.dia.mil/Portals/27/Documents/News/Military%20Power%20Publications/Russia%20Military%20Power%20Report%202017.pdf>

Bartelet H., Dubois K., “The Arctic between hype and reality”, the polar connection, 12/01/2018, [En Ligne], <http://polarconnection.org/arctic-geopolitics/>

Beehner L., “Russia-Iran Arms trade”, Council on Foreign Relations, 1/11/2006, [En Ligne], <https://www.cfr.org/background/russia-iran-arms-trade>,

Borshchevskaya A., “Vladimir Poutine and the Shiite Axis”, Foreign Policy, 30/08/2016, [En Ligne], <http://foreignpolicy.com/2016/08/30/vladimir-putin-and-the-shiite-axis-russia-iran-syria/>

Borshchevskaya A., “Will Russian-Saudi Relations continue to improve?”, Foreign Policy, 10/10/2017, [En Ligne], <https://www.foreignaffairs.com/articles/saudi-arabia/2017-10-10/will-russian-saudi-relations-continue-improve>

Boulegue M., « La « Lune de miel » sino-russe face à l’(incompatible) interaction entre l’Union économique eurasiennne et la « Bel Road Initiative » », la revue géopolitique, 15/10/17, [En Ligne], <https://www.diploweb.com/La-lune-de-miel-sino-russe-face-a-l-incompatible-interaction-entre-l-Union-Economique-Eurasienne-et.html>

Bret C., Begorre M., « La Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques ? », la revue géopolitique, 2/01/2016, [En Ligne], <https://www.diploweb.com/La-Russie-a-t-elle-les-moyens.html>

Cabestan J-P., Colin S., Facon I., Meidan M., « La Chine et la Russie : entre convergences et méfiance », UNICOMM, 2008, p. 117.

Chausovsky E., “Why Russia’s military alliance is not the next Nato”, Stratfor, 10/01/2017, [En Ligne], <https://worldview.stratfor.com/article/why-russias-military-alliance-not-next-nato>

Cheltsoy B.F., “Approaches to the Creation of the National Aerospace Defense System in Light of Future Network-Centric Wars.” Moscow Military Thought, vol. 4, 2008, pp. 1–11

Discours de Vladimir Poutine à la conférence de Munich, le 11 février 2007, [en Ligne], <http://www.solidariteetprogres.org/a-repartir/articles-varies/Discours-de-Vladimir-Poutine-a-la.html>

Facon I., « Que vaut l’armée russe ? », Politique étrangère 2016/1 (Printemps), p. 158. DOI 10.3917/pe.155.0151

Facon I., « Quel tournant asiatique pour la Russie ? », fondation pour la recherche stratégique, panthéon sorbonne, 2016, 5 p

Facon, I., « la nouvelle Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie », Fondation pour la recherche stratégique, note n°05/2016, 2016, p3

Fleurant A., Wezeman P., Wezeman S., Tian N., “Trends in international arms transfers 2016”, Sipri Fact Sheet, février 2017, [En Ligne], <https://www.sipri.org/sites/default/files/Trends-in-international-arms-transfers-2016.pdf>

Gerasimov V., “Ценность Науки В Предвидении Новые Вызовы Требуют Переосмыслить Формы И Способы Ведения Боевых Действий” [The Value of Science is in Foresight: New Challenges Demand Rethinking of the Forms and Methods of Conducting Combat Actions]. Military-Industrial Courier, 27/02/2013

Harbulot C., Moinet N., Lucas D., « La guerre cognitive : à la recherche de la suprématie stratégique », VIème forum intelligence économique de l'Association aéronautique et astronautique française, Menton, 2002, [En Ligne],
<https://www.infoguerre.fr/fichiers/3AF25092002.pdf>

Harrel Y., « La Cyberstratégie russe : quelles spécificités ? », IRIS, 2013, [En Ligne],
<http://www.iris-france.org/43433-la-cyberstrategie-russe-queelles-specificites/>

Keating K., “Maskirovka: the soviet system of camouflage”, US Army Russian Institute, 1982, [En Ligne], <http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a112903.pdf>

Kozhanov N., “Russian Policy across the Middle East : Motivations and Methods”, Chatham House, the Royal Institute of International Affairs, février 2018, [En Ligne],
<https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/publications/research/2018-02-21-russian-policy-middle-east-kozhanov.pdf>

Laruelle M., « géopolitique de la Russie : l'idéologie comme instrument du soft power russe. Succès, échecs et incertitudes », Hérodote, N°166-167, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2017, p24

Lettre d'informations stratégiques et de défense, « S-400, S-500 : le Défi technologique russe », TTU online, 29 mars 2016, [En Ligne], <https://www.ttu.fr/s-400-s-500-defi-technologique-russe/>

Malis C., « Raymond Aron et le concept de puissance », p2. [En Ligne], https://e-edu.nbu.bg/pluginfile.php/126895/mod_resource/content/0/RAYMOND_ARON_ET_LE_CONCEPT_DE_PUISSANCE.pdf

Meilland T., “Russie : le défi de la "démocratie souveraine"”, Nouvelle Europe [En Ligne], 2/12/2007, <http://www.nouvelle-europe.eu/node/361>

Nye J., “Soft power: The means to success in World Politics”, Public Affairs, 2004, p.8

OCDE, « étude économique de la Fédération de Russie 2014 », [En Ligne],

<http://www.oecd.org/fr/economie/etudes/etude-economique-russie.htm>

Piot A., « la force armée est-elle encore utile à la politique étrangère ? », Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire, 2013, [En Ligne],

<http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/lettre-de-l-irsem/les-lettres-de-l-irsem-2012-2013/2013-lettre-de-l-irsem/lettre-de-l-irsem-n-4-2013/releve-strategique/la-force-armee-est-elle-encore-utile-a-la-politique-etrangere>

Podvig, P., “Russian Strategic Nuclear Forces.” Center for Arms Control, Energy and Environmental Studies at the Moscow Institute of Physics and Technology, English language edition supported by the Security Studies Program at the Massachusetts Institute of Technology, MIT Press, 2001. pp. 50–51

Poliakov L., « le conservatisme en Russie : instrument politique ou choix historique ? », IFRI, décembre 2015, p.12

Russian Federation’s Policy for the Arctic to 2020, 30 mars 2009, [En Ligne],

<http://www.arctis-search.com/Russian+Federation+Policy+for+the+Arctic+to+2020>

Sapir J., « l’économie russe au début de 2016 », 25/01/2016, [En Ligne],

<https://russeurope.hypotheses.org/4670>

Sevcova M., « ce que la Russie a pris comme actions pour promouvoir la langue russe », the language industry, 23/10/2017, [En Ligne], <https://www.thelanguageindustry.eu/fr/taaleid/3555-2017-10-23-11-00-07>

[beleid/3555-2017-10-23-11-00-07](https://www.thelanguageindustry.eu/fr/taaleid/3555-2017-10-23-11-00-07)

Sokov N., « La Russie, le désarmement et les traités de contrôle des armements »,

l’Observatoire, centre d’analyse de la CCI France Russie, octobre 2016, [En Ligne],

http://obsfr.ru/fileadmin/Policy_paper/PP_14_FR_Sokov.pdf

Stepanova E., « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », politique

étrangère, 2016/2, pp.23-35, [En Ligne], <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-2-page-23.htm>

Struye T., « La Chine et ses objectifs géopolitiques à l'aube de 2049 », la revue géopolitique, [En Ligne], <https://www.diploweb.com/La-Chine-et-ses-objectifs-geopolitiques-a-l-aube-de-2049.html>

Tank P., “Turkey’s turn toward Russia”, Carnegie, 16/05/17, [En Ligne], <http://carnegieendowment.org/sada/69981>

Teutrie D., « La Stratégie de la Russie dans l’exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification », Ilix, 2008 n°71, pp. 24-36, [En Ligne], file:///C:/Users/julie/Downloads/FLUX_071_0024.pdf

Therme C., « L’Iran et la Russie face aux cirses du Moyen-Orient : entre connivence et divergences », politique étrangère 2013/1 pp.131-143, [En Ligne], <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-1-page-131.htm>

Thual F., « Contrôler et contrer : stratégies géopolitiques », politique étrangère, 2001, 66-2, p.470.

Trenin D., « Russie/OTAN : maîtriser la confrontation », Politique étrangère, 2016/4 (Hiver), pp. 87-97.

Trenin, D., “The Revival of the Russian Military: How Moscow Reloaded,” Foreign Affairs, mai/juin 2016, pp. 23–29

Troude G., « Les relations récentes entre la Russie et l’Inde », Académie de Géopolitique de Paris, 7 mars 2016, [En Ligne], <http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/les-relations-recentes-entre-la-russie-et-linde/>

Vermeylen M., « KH-101/102 », Missile Defense Advocacy Alliance, Mai 2017, [En Ligne], <http://missiledefenseadvocacy.org/missile-threat-and-proliferation/missile-proliferation/russia/kh-101102>

Journaux et articles de presse

AFP, « la Chine veut développer une route de la soie polaire dans l'Arctique », rtbf.be, [En Ligne], https://www.rtb.be/info/monde/detail_la-chine-veut-developper-une-route-de-la-soie-polaire-dans-l-arctique?id=9822441, consulté le 29/03/18

AFP, « Vladimir Poutine ordonne le retrait de la plupart des troupes russes de Syrie », RTBF.be, 11/12/2017, [En Ligne], https://www.rtb.be/info/monde/detail_vladimir-poutine-ordonne-le-retrait-de-la-plupart-des-troupes-russes-de-syrie?id=9786281

AFP, « Arctique : la Russie inaugure un brise-glace nucléaire pour le passage du Nord-Est », La Croix, 22/09/2017, [En Ligne], <https://www.la-croix.com/Monde/Arctique-Russie-inaugure-brise-glace-nucleaire-passage-Nord-Est-2017-09-22-1300878939>

Allemand A., « la Maskirovka ou l'art russe de tromper l'ennemi », Tribune de Genève, 06/02/2015, [En Ligne], <https://www.tdg.ch/monde/maskirovka-art-russe-tromper-lennemi/story/31832407>

Anderson T., “Breaker, Breaker: Russia has 41 icebreakers, the US has two-yes two. Time to catch up”, Fox News, 30/06/17, [En Ligne], <http://www.foxnews.com/opinion/2017/06/30/breaker-breaker-russia-has-41-icebreakers-us-has-two-yes-two-time-to-catch-up.html>

Audinet M., « RT, pièce maîtresse de la stratégie d'influence russe : la voix de Moscou trouble le concert de l'information internationale », le monde diplomatique, avril 2017, [En Ligne], <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/04/AUDINET/57379>

Auteur inconnu, « comment une armure défensive devient active, le cas du T-90 russe », Agora Vox, 4/03/2016, [En Ligne], <http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/comment-une-armure-defensive-178275>

Auteur inconnu, “gay parades banned in Moscow for 100 years”, BBC News, 17/09/2012, [En Ligne], <http://www.bbc.com/news/world-europe-19293465>

Auteur inconnu, « l’Azerbaïdjan maintient sous contrôle tout l’espace aérien de l’Arménie », APA azeri press agency, 29/01/2013, [En Ligne], <http://fr.apa.az/print/18929>

Auteur inconnu, « La Turquie achète des armes à la Russie », le Figaro, 12/09/17, [En Ligne], <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/09/12/97002-20170912FILWWW00075-la-turquie-achete-des-armes-a-la-russie.php>

Auteur inconnu, « rappel sur le Grand jeu », Observatus Geopoliticus, 14/10/2015, [En Ligne], <http://www.chroniquesdugrandjeu.com/2015/10/petit-rappel-sur-le-grand-jeu.html>

Auteur inconnu, « Vladimir Poutine : « le leader en intelligence artificielle dominera le monde » », La revue du digital, 2/09/2017, [En Ligne], <http://www.larevuedudigital.com/vladimir-poutine-le-leader-en-intelligence-artificielle-dominera-le-monde/>

Auteur inconnu, « Vladimir Putin’s unshakeable popularity », The Economist, 4/02/2016, [En Ligne], <https://www.economist.com/blogs/graphicdetail/2016/02/daily-chart-4>

Choumiline A., « la diplomatie russe au Moyen-Orient : retour à la géopolitique », IFRI, mai 2016, [En Ligne], https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/rnv93_version_fr_final_protege_0.pdf

Descamps P., « un « capital maternel » à partir du deuxième enfant », le monde diplomatique, juin 2011, [En Ligne], <https://www.monde-diplomatique.fr/2011/06/DESCAMPS/20674>

Felgengauer P., “Rybkin’s Preventive Strike.” Moscow Segodnya, 14/02/1997

Fisher M., “ this is the one map you need to understand Ukraine’s crisis”, Washington post, janvier 2014, [En Ligne], https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2014/01/24/this-is-the-one-map-you-need-to-understand-ukraines-crisis/?utm_term=.224e65f6b497

Frolovskiy D., “The coming India-Russia Split”, the diplomat, 09/01/18, [En Ligne], <https://thedi diplomat.com/2018/01/the-coming-india-russia-split/>

Gloaguen C., « Le complexe militaro-industriel russe. Entre survie, reconversion et mondialisation », le Courrier des pays de l'Est 2003/2 (n° 1032), pp. 4-17

Lamigeon V., « Vente d'armes : la France talonne désormais la Russie », Challenges, [En Ligne], https://www.challenges.fr/entreprise/defense/ventes-d-armes-la-france-talonne-desormais-la-russie_495577

Lizza R., « Leading from behind », The New Yorker, avril 2011, [En Ligne], <https://www.newyorker.com/news/news-desk/leading-from-behind>

Mascré C., « Russie : un boom des naissances contre toute attente », Geopolis France Info, 23/07/2015, [En Ligne], <http://geopolis.francetvinfo.fr/russie-un-boom-des-naissances-contre-toute-attente-72325>

Mommaerts C., « Les Etats-Unis pas près d'être détrônés sur le marché des armes », l'Echo, 13 mars 2018, [En Ligne], <https://www.lecho.be/economie-politique/international/usa/les-etats-unis-pas-pres-d-etre-detrones-sur-le-marche-des-armes/9991512.html>

Ogirenko V., « Ukraine : un an de l'EuroMaïdan : commémorations, discours, et émotions », RFI, 20/02/2015, [En Ligne], <http://www.rfi.fr/europe/20150220-ukraine-an-revolution-euromaidan-commemoration-discours-emotions-porochenko-crimee-russie>

Pasquier S., « Trafic : des armes russes pour l'Arménie », l'express, 15/05/1997, [En Ligne], https://www.lexpress.fr/informations/trafic-des-armes-russes-pour-l-armenie_622328.html

Ramani S., “How strong is the Iran-Russia “Alliance””, The Diplomat, 09/02/2018, [En Ligne], <https://thediplomat.com/2018/02/how-strong-is-the-iran-russia-alliance/>

Tessier B., “United Russia activists create “flag for straights” to oppose “gay fever””, Russia Today, 8/07/2015, [En Ligne], <https://www.rt.com/politics/272416-russia-straight-flag-family/>

Yoon S., “Trump isn't alone in Planning billions more on military spending's”, 13/12 2016, Bloomberg [En Ligne], <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-12-13/trump-isn-t-alone-in-planning-billions-more-on-military-spending>